

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale portant renouvellement et extension de l'exploitation d'une carrière de calcaire, d'argile et de marnes située sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE et exploitée par la société Lafarge Ciments

Le préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code minier ;
- Vu le code du patrimoine et notamment le livre V – titre III, découvertes fortuites ;
- Vu le code du travail et notamment la 4^{ème} partie du code du travail relative à la santé et la sécurité au travail ;
- Vu le code forestier ;
- Vu le code rural ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code de l'urbanisme ;
- Vu le code pénal ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2004 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Midi-Pyrénées complétant la liste nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégées sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégées sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2003 autorisant la société LAFARGE CEMENTS à étendre et exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2015 portant modification de phasage d'exploitation et de défrichement d'une carrière de calcaire au profit de la société LAFARGE CEMENTS sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE ;

Vu la demande du 11 juillet 2024, présentée par la société Lafarge Ciments dont le siège social est situé 14 boulevard Garibaldi - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, à l'effet d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire, d'argile et de marnes située sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 27 septembre 2024 ;

Vu l'avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNP) en date du 11 juillet 2024 et la réponse apportée par la société Lafarge Ciments ;

Vu la décision en date du 19 février 2025 du président du tribunal administratif de Toulouse, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 14 avril 2025 au 16 mai 2025 inclus sur le territoire des communes d'ALAN, AURIGNAC, AUZAS, BOUSSENS, LAFFITE-TOUPIÈRE, LE FRÉCHET, MANCIOUX, MARIGNAC-LASPEYRES, MARTRES TOLOSANE, MAURAN et ROQUEFORT-SUR-GARONNE ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;

Vu les publications des 25 et 26 mars, et des 15 et 16 avril 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 28 août 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la sensibilité du site a bien été prise en compte dans la demande d'autorisation et a fait l'objet d'études d'impact et de dangers en rapport avec l'importance du projet d'exploitation et appliquant la démarche « éviter, réduire, compenser » ;

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact ;

Considérant que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites en réponse au commissaire enquêteur, ayant notamment permis de lever sa réserve, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement ;

Considérant que la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des conseils municipaux et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la demande de dérogation concerne 84 espèces de la faune protégée (45 oiseaux, 10 amphibiens, 7 reptiles, 14 chiroptères, 3 mammifères terrestres et 5 entomofaunes) et qu'elle porte sur la capture, la destruction et la perturbation intentionnelle de spécimens et la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de ces espèces ;

Considérant que la demande de dérogation concerne une espèce de flore protégée et porte sur l'arrachage et l'enlèvement de spécimen ;

Considérant que les infrastructures et les équipements connexes (bande transporteuse entre la carrière et la cimenterie) permettent de minimiser les impacts environnementaux ;

Considérant l'absence de solution alternative avérée dont les impacts environnementaux auraient pu être mis en balance ;

Considérant que le projet d'extension de la carrière de MARTRES-TOLOSANE vise à alimenter la cimenterie attenante, dont l'activité est essentielle pour la production de matériaux de construction, répondant à des besoins identifiés d'aménagement du territoire, d'infrastructures et de logements à l'échelle régionale ;

Considérant ainsi que le projet répond à une raison impérative d'intérêt public majeur de nature économique et sociale, notamment au regard de la contribution à la politique locale de l'emploi, à la dynamique économique régionale, et à la fourniture de matériaux indispensables aux politiques publiques d'aménagement ;

Considérant que des solutions alternatives telles que l'importation de matériaux ou l'exploitation d'autres sites ne sont pas économiquement viables ni compatibles avec la stratégie industrielle locale et entraîneraient un bilan écologique global plus dégradé ;

Considérant qu'à ce titre, aucune solution alternative satisfaisante ne permet d'atteindre les objectifs du projet avec un moindre impact sur les espèces protégées concernées ;

Considérant que les mesures pour éviter, réduire et compenser les impacts du projet sur les espèces protégées proposées dans le dossier de demande de dérogation sont reprises et complétées aux articles 13.5.1 et 13.5.2 du code de l'environnement ;

Considérant que, dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que la demande de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées fait partie des catégories de décisions visées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement qui composent l'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent ou le maintien de la destination forestière des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du code forestier ;

Considérant que les bois concernés par la demande de défrichement sont situés en ZNIEFF de type 2 « Petites Pyrénées en rive gauche de la Garonne » et sur une commune dont le taux est de 21 % ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courriel du 2 septembre 2025 ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 3 septembre 2025 dans laquelle il a fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Lafarge Ciments dont le siège social est situé à 14, boulevard Garibaldi - 92130 ISSY LES MOULINEAUX est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE, les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- d'autorisation de défrichement pour une surface de 16.51 ha (au total 21.39 ha dont 4.88 ha déjà autorisés)
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 16 mai 2003 et du 12 septembre 2015 sont abrogées.

1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales "enregistrement" et "déclaration", pris en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, sont applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

L'activité exercée sur le site, sur les parcelles définies à l'article 1.2.2, relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	NOMENCLATURE		Régime
		Rubrique	Seuil	
Exploitation de carrière	Surface autorisée : 126,7 ha Production moyenne : 1400 000 t/an Production maximale : 2000 000 t/an	2510-1	sans	A
Broyage, concassage, criblage, ... et nettoyage de produits minéraux naturels	Puissance installée 1620 kW	2515-1.a	> 200 kW	E
Station de transit de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Stockage temporaire sur une surface de 9 500 m ²	2517-2	<10 000 m ²	D
Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	Volume annuel de carburant distribué < 500m ³	1435	< 500 m ³	NC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (Stockage de)	40 m ³ de GNR soit 34 tonnes 1200 litres huiles et graisse soit 1.2 t total de 35.2 tonnes	4734	< 50 t	NC
Liquides inflammables (Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles)	Installation de remplissage du camion ravitailleur d'un débit de 7,2 m ³ /h	1434-1.b	> 5 m ³ /h mais < 100 m ³ /h	DC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'une superficie de 225 m ²	2930-1.b	<2 000 m ²	NC

A (autorisation); E (enregistrement); DC (déclaration avec contrôles périodiques); D (déclaration); NC (non classée)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Volume autorisé: éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature « eau » suivantes :

Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	NOMENCLATURE		Régime
		Rubrique	Seuil	
A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :	Pompage des eaux accumulées en fond de fosse à l'issue du recoupement du talweg Guerre : Débit > 8 m ³ /h	1.3.1.0	> 8m ³ /h	A
Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Recoupement du Talweg Guerre sur une longueur du lit du talweg de 913,5 m	3.1.2.0	> 100 m	A
Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A); 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Surface = 4,22 ha	3.3.1.0	> 1ha	A

Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Mise en place de piézomètres	1.1.1.0	sans	D
Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	Rejet entre 50 et 250 m ³ /h (5 % débit moyen interannuel du ruisseau Fréchet = 6 m ³ /h)	2.2.1.0		D
Plans d'eau permanents ou non : 1. Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2. Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Création d'un plan d'eau d'une surface < 3ha lors du réaménagement	3.2.3.0	> 0.1 ha mais < 3 ha	D

A : Autorisation

D : Déclaration

1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune d'implantation	Section	N° Parcelle	Surface cadastrale de la parcelle complète	Surface Autorisée
Martres-Tolosane	A	77	317496	144023
Martres-Tolosane	A	78	37600	849
Martres-Tolosane	A	79	2140	1969
Martres-Tolosane	A	80	42540	41590
Martres-Tolosane	A	81	2770	2770
Martres-Tolosane	A	82	9370	9370

Martres-Tolosane	A	83	14730	14730
Martres-Tolosane	A	84	2050	2050
Martres-Tolosane	A	85	8960	8960
Martres-Tolosane	A	86	2560	2560
Martres-Tolosane	A	87	21691	21691
Martres-Tolosane	A	88	5470	5470
Martres-Tolosane	A	89	4120	4120
Martres-Tolosane	A	90	670	670
Martres-Tolosane	A	91	10302	10302
Martres-Tolosane	A	92	22970	22920
Martres-Tolosane	A	93	1494	1494
Martres-Tolosane	A	94	4441	4441
Martres-Tolosane	A	95	6905	6905
Martres-Tolosane	A	96	2870	2870
Martres-Tolosane	A	97	800	800
Martres-Tolosane	A	98	6740	6740
Martres-Tolosane	A	99	3520	3520
Martres-Tolosane	A	101	3139	3139
Martres-Tolosane	A	102	3151	3151
Martres-Tolosane	A	103	34548	34548
Martres-Tolosane	A	104	1760	1760
Martres-Tolosane	A	105	230	230
Martres-Tolosane	A	106	5580	5497
Martres-Tolosane	A	107	4530	4273
Martres-Tolosane	A	108	3580	3429
Martres-Tolosane	A	109	3400	3271
Martres-Tolosane	A	110	3400	3261
Martres-Tolosane	A	111	9970	9870
Martres-Tolosane	A	112	2460	2388
Martres-Tolosane	A	113	1340	1330
Martres-Tolosane	A	115	3190	3028
Martres-Tolosane	A	116	5020	5020
Martres-Tolosane	A	117	7583	7583
Martres-Tolosane	A	118	39317	39217
Martres-Tolosane	A	119	12899	2015
Martres-Tolosane	A	120	25036	25036
Martres-Tolosane	A	121	1374	1374
Martres-Tolosane	A	122	1830	1830

Martres-Tolosane	A	123	883	883
Martres-Tolosane	A	124	5028	5028
Martres-Tolosane	A	126	46803	11650
Martres-Tolosane	A	130	114470	1762
Martres-Tolosane	A	243	981	65
Martres-Tolosane	A	244	69363	64993
Martres-Tolosane	A	250	19053	18183
Martres-Tolosane	A	251	5250	5195
Martres-Tolosane	A	254	4060	6
Martres-Tolosane	A	255	10580	9920
Martres-Tolosane	A	256	3510	3510
Martres-Tolosane	A	257	26080	26059
Martres-Tolosane	A	258	13789	13789
Martres-Tolosane	A	259	2500	2500
Martres-Tolosane	A	260	69910	69910
Martres-Tolosane	A	261	2563	2563
Martres-Tolosane	A	262	2487	2487
Martres-Tolosane	A	263	19093	19093
Martres-Tolosane	A	264	1870	1870
Martres-Tolosane	A	265	2151	2151
Martres-Tolosane	A	266	4839	4839
Martres-Tolosane	A	267	3730	3730
Martres-Tolosane	A	268	10780	10780
Martres-Tolosane	A	269	4064	4064
Martres-Tolosane	A	270	3345	3345
Martres-Tolosane	A	271	4120	4120
Martres-Tolosane	A	272	10207	10207
Martres-Tolosane	A	273	3292	3292
Martres-Tolosane	A	274	24785	24785
Martres-Tolosane	A	275	776	776
Martres-Tolosane	A	276	5758	5758
Martres-Tolosane	A	277	1176	1176
Martres-Tolosane	A	278	3062	3062
Martres-Tolosane	A	279	3404	3404
Martres-Tolosane	A	280	440	440
Martres-Tolosane	A	281	5750	5750
Martres-Tolosane	A	282	2530	2530
Martres-Tolosane	A	283	2170	2170

Martres-Tolosane	A	284	1187	1187
Martres-Tolosane	A	285	1105	1105
Martres-Tolosane	A	286	3048	3048
Martres-Tolosane	A	287	700	700
Martres-Tolosane	A	288	3780	3780
Martres-Tolosane	A	289	5389	5389
Martres-Tolosane	A	290	13683	13683
Martres-Tolosane	A	291	4226	4226
Martres-Tolosane	A	292	2704	2704
Martres-Tolosane	A	293	1066	1066
Martres-Tolosane	A	294	563	563
Martres-Tolosane	A	295	1408	1408
Martres-Tolosane	A	296	701	701
Martres-Tolosane	A	297	1830	1830
Martres-Tolosane	A	298	1907	1907
Martres-Tolosane	A	299	9	9
Martres-Tolosane	A	300	15078	13583
Martres-Tolosane	A	301	2110	0
Martres-Tolosane	A	302	1096	0
Martres-Tolosane	A	303	19279	16666
Martres-Tolosane	A	304	1208	0
Martres-Tolosane	A	305	11760	11074
Martres-Tolosane	A	306	3803	3455
Martres-Tolosane	A	308	4017	4
Martres-Tolosane	A	313	3670	3670
Martres-Tolosane	A	314	4042	4037
Martres-Tolosane	A	315	4228	4228
Martres-Tolosane	A	316	2891	2823
Martres-Tolosane	A	317	3273	3197
Martres-Tolosane	A	318	2976	2883
Martres-Tolosane	A	319	3937	3937
Martres-Tolosane	A	320	669	669
Martres-Tolosane	A	321	3354	3354
Martres-Tolosane	A	322	4510	4025
Martres-Tolosane	A	323	25032	22918
Martres-Tolosane	A	324	11172	11172
Martres-Tolosane	A	325	2298	2298
Martres-Tolosane	A	326	1889	1889

Martres-Tolosane	A	327	2781	2781
Martres-Tolosane	A	328	2250	2250
Martres-Tolosane	A	329	3670	3670
Martres-Tolosane	A	330	15087	15087
Martres-Tolosane	A	331	2974	2974
Martres-Tolosane	A	332	14228	14228
Martres-Tolosane	A	333	566671	188196
Martres-Tolosane	A	1123	1789	1789
Martres-Tolosane	A	1124	14650	14650
Martres-Tolosane	A	1160	28693	3064
Martres-Tolosane	A	1163	1283	1283
Martres-Tolosane	A	1164	289	155
Martres-Tolosane	A	1263	958	958
Martres-Tolosane	A	1264	3625	3625
Martres-Tolosane	A	1265	1531	1531
Martres-Tolosane	A	1266	2688	2688
Martres-Tolosane	A	1267	1042	1042
Martres-Tolosane	A	1268	1417	1417
Martres-Tolosane	A	1269	896	430
Martres-Tolosane	A	1270	1188	1188
Martres-Tolosane	A	Chemin entrée carrière (non cadastré)		1951
Martres-Tolosane	A	Chemin sud parcelle 94 (non cadastré)		179
Martres-Tolosane	A	Tronçon chemin A1180 à A71 (non cadastré)		5087

1.2.3 Consistance des installations autorisées

La superficie totale de la carrière est de 126,7 ha.

La production annuelle maximale est limitée à 2 000 000 de tonnes, pour un rythme moyen de 1 400 000 t/an.

Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons en vue de leur utilisation lors de la remise en état du site. L'exploitant veille à ce que leur stockage permette la conservation de leurs qualités agronomiques.

1.2.4 Périodes et horaires de travail

L'activité sur le site est effectuée du lundi au samedi dans la plage horaire allant de 5h00 à 21h00.

Elle est interdite les dimanches et les jours fériés sauf dérogation exceptionnelle accordée par le préfet.

En cas de panne sur les installations, risquant de mettre à l'arrêt la cimenterie, les travaux de maintenance pourront avoir lieu de jour comme de nuit, 7 jours sur 7.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

1.3.1 Conformité au dossier

La présente autorisation environnementale est accordée selon les préconisations du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact, dans l'étude de dangers et dans ses mémoires en réponse aux différents services et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

1.3.2 Réglementation

L'exploitant doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

L'exploitant doit laisser en permanence libre accès aux installations à l'inspection des installations classées et la prévenir sans délais en cas d'accident grave.

1.4 RÉCOLEMENT DES INSTALLATIONS

Un récolement sur le respect du présent arrêté est effectué par l'exploitant ou un organisme compétent ayant reçu l'accord de l'inspection des installations classées.

Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai d'un an à compter de la date de la notification du présent arrêté. Le rapport de ce contrôle est communiqué à l'inspection des installations classées dans ce même délai.

Ce contrôle peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

1.5 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.5.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des accords d'occupation des sols dont est titulaire le bénéficiaire.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

L'autorisation est valable pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état complète de l'ensemble du site.

L'exploitation de la carrière sera considérée comme interrompue si la production annuelle était inférieure au dixième de la production maximale autorisée, soit 200 000 tonnes.

L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

1.6.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des activités exercées sur la carrière et ses abords de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

1.6.2 Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est calculé avec l'indice TP01 (base 2010) du mois de janvier 2023 (valeur 128) et avec une TVA de 20 %. Ce montant est fixé à :

Phase et période	Montant TTC
Première phase de 1 à 5 ans	3 009 211,00 €
Deuxième phase de 6 à 10 ans	3 023 572,00 €
Troisième phase de 11 à 15 ans	2 877 570,00 €
Quatrième phase de 16 à 20 ans	2 857 784,00 €
Cinquième phase de 21 à 25 ans	2 113 332,00 €
Sixième phase de 26 ans jusqu'à la remise en état finale du site	2 027 625,00 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

1.6.3 Constitution, renouvellement et actualisation des garanties financières

L'exploitant justifie de la constitution des garanties dès qu'ont été réalisés les aménagements préliminaires définis au présent arrêté.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 6 mois avant l'échéance du document attestant de leur constitution.

Pour attester de ce renouvellement, l'exploitant adresse au préfet, dans ce même délai, un nouveau document établi selon les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé et justifiant de la constitution de la nouvelle garantie financière dont le montant est actualisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01 (base 10) sur lequel il est indexé.

L'actualisation des garanties financières est faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à la demander. Elle intervient à la notification du présent arrêté puis systématiquement au plus tard tous les 5 ans ou lorsqu'il y a une augmentation de l'indice TP01 (base 10) supérieure à 15% sur une période inférieure à 5 ans.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25% au chiffre prévisionnel, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces

chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

1.6.4 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

1.6.5 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée ci-dessus ou de l'attestation de renouvellement visée au paragraphe 1.6.3 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

1.6.6 Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale, à la suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e) du point I. de l'article R. 516-2 :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) du point I. de l'article R. 516-2 ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e) du point I. de l'article R. 516-2 ;

- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

1.6.7 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.7.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

1.7.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.7.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.7.4 Changement d'exploitant

Pour les installations de stockage des déchets et les installations figurant sur la liste prévue à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

1.7.5 Vente des terrains

En cas de vente des terrains, celle-ci doit être conclue conformément aux dispositions de l'article L. 514-20 du code de l'environnement.

1.7.6 Cessation d'activité

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant accomplit les formalités administratives prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.

Il adresse au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant a minima :

- la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
 - les interdictions ou limitations d'accès au site,
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et pour un usage à vocation naturelle, touristique et pastorale.

À tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code.

1.8 RÉGLEMENTATION

1.8.1 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
23/07/1986	Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
22/09/1994	Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
09/02/2004	Arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.
29/07/2005	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
04/10/2010	Arrêté modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/07/2012	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
26/11/2012	Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »
30/06/97	Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques »

2 – EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

2.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

2.1.1 Information du public

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.1.2 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. À cet effet, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les zones qui doivent être protégées (zones que l'exploitant s'engage à ne pas exploiter dans son dossier) doivent elles aussi être bornées,
- des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tous points nécessaires pour vérifier les cotes minimales de l'extraction autorisée et pour établir des relevés topographiques des cotes maximales et des différentes zones remises en état.

L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

2.1.3 Gestion des eaux

Toutes mesures sont prises pour éviter que les eaux de ruissellement recueillies sur les terrains extérieurs à la carrière ne puissent pénétrer sur la zone en exploitation. En cas de besoin, un réseau de dérivation est mis en place en périphérie du site.

2.1.4 Accès à la voirie et transport des matériaux

L'accès à la voirie publique est matérialisé par des panneaux de signalisation et aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est réglée conformément aux dispositions du code de la voirie routière susvisé.

2.1.5 Début d'exploitation

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant adresse au préfet, en trois exemplaires, un plan de bornage et le document attestant de la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés par le présent arrêté, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 31 juillet 2012 susvisé.

La mise en exploitation de la carrière est, par ailleurs, subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires définis aux articles 2.1.1 à 2.1.4 du présent arrêté.

La constitution des garanties financières vaut déclaration de mise en service de l'installation. Elle est faite au plus tard lors du début effectif de l'exploitation.

2.2 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

2.2.1 Déboisement, défrichement, débroussaillage, destruction du bâti

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le calendrier d'intervention des travaux lourds et de défavorabilisation des secteurs concernés par le renouvellement et l'extension devra être respecté (Mesures environnementales – Annexe 14.5 « Mesures environnementales ERCA »)

2.2.1.1 Surfaces concernées par le défrichement

La société Lafarge Ciment est autorisée à défricher 21,3944 ha de parcelles boisées situées sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (ha)	Surface autorisée (ha)
Martres-Tolosane	A	77	31,3666	8,2841
Martres-Tolosane	A	79	0,2145	0,0005
Martres-Tolosane	A	80	4,2691	2,3676
Martres-Tolosane	A	81	0,2722	0,2161
Martres-Tolosane	A	82	0,9351	0,8040
Martres-Tolosane	A	83	1,4667	0,4827
Martres-Tolosane	A	84	0,2264	0,1031
Martres-Tolosane	A	91	1,0302	0,1350
Martres-Tolosane	A	92	2,2970	1,7790
Martres-Tolosane	A	95	0,6905	0,1416
Martres-Tolosane	A	98	0,6740	0,0010
Martres-Tolosane	A	99	0,3520	0,0121
Martres-Tolosane	A	115	0,3190	0,0047
Martres-Tolosane	A	118	3,9317	1,9085
Martres-Tolosane	A	120	2,5036	0,7198
Martres-Tolosane	A	121	0,1374	0,1374
Martres-Tolosane	A	122	0,1830	0,1416
Martres-Tolosane	A	123	0,0883	0,0551
Martres-Tolosane	A	124	0,5028	0,1793
Martres-Tolosane	A	126	4,6803	0,0682
Martres-Tolosane	A	250	1,9053	0,7254
Martres-Tolosane	A	251	0,5250	0,1184
Martres-Tolosane	A	255	1,0580	0,2344
Martres-Tolosane	A	256	0,3510	0,1524
Martres-Tolosane	A	257	2,6080	1,5270
Martres-Tolosane	A	258	1,3789	1,0253
Martres-Tolosane	A	260	6,9910	0,0071
Martres-Tolosane	A	1263	0,00958	0,0566
Martres-Tolosane	A	1264	0,3625	0,0064

2.2.1.2 Durée et phasage de défrichement

La durée de validité de la présente autorisation de défricher est fixée à trente ans.

Le phasage d'exploitation s'effectue en 6 périodes d'une durée de 5 ans chacune conformément au plan de phasage joint.

Phase 1 de 0 à 5 ans	16,786 ha	2025-2030
Phase 2 de 5 à 10 ans	1,588 ha	2030-2035
Phase 3 de 10 à 15 ans	0,00 ha	2035-2040
Phase 4 de 15 à 20 ans	3,020 ha	2040-2045
Phase 5 de 20 à 25 ans	0,00 ha	2045-2050
Phase 6 de 25 à 30 ans	0,00 ha	2050-2055

2.2.1.3 Période de défrichement

Pour garantir le cycle de vie des espèces présentes sur le site, la période des travaux de défrichement, devra être comprise du 1er septembre au 28 février sauf pour les vieux arbres du 1er septembre au 15 novembre.

2.2.1.4 Mesures compensatoires

La société Lafarge Ciment s'acquitte des mesures compensatoires mentionnées au tableau ci-dessous pour une surface totale de 77,08 ha. Ces mesures compensatoires sont réalisées sous un délai de 6 ans à compter de la notification de la présente décision.

Nom du propriétaire	Département	Commune	Lieu-dit	Surface	Surface compensée	Type de projet potentiel
GAMBELIN	31	Ox	Lapeyrouse	1,00	1,00	BTA
de LACHADENEDE Arnaud	31	St Pierre de Lages	Bousquet	2,37	2,37	BTA
RIVIERE Laurent	31	St Elix le Château	La Prairie	5	5,00	BTA
Montané	31	Ausseing	Masquère, La Hajaou	5	5,00	BTA
GF de Soueste	31	Marignac	Bordos	3,5	3,50	Reboisement
GAMBELIN	31	Ox	Champ de l'église	1,00	1,00	Reboisement
MONTASTRUC	31	Boulogne/Gesse	Ste Foy	4,10	4,10	Reboisement
GARLANDE (GF)	31	Verfeuil	Les Bouchers, La Garlande	3,00	3,00	Reboisement
de LACHADENEDE Arnaud	31	St Pierre de Lages	Bousquet	2,30	2,30	Reboisement
CIMENTERIE HOLCIM-LAFARGE	31	Boussens	Fonds d'Estailats	3	3,00	Reboisement
GF de MAURESSAC	31	Mauressac	Ponsy	4,02	4,02	Reboisement
PIQUES	31	Lautignac	Tupe de Lozes	5,28	5,28	Reboisement

de LA FAGE	31	Pradères	La prairie	3,5	3,02	Travaux d'amélioration
CIMENTERIE HOLCIM-LAFARGE	31	Boussens	Fonds d'Estailats	3,1	1,28	Travaux d'amélioration
GUERGUIL	31	Lautignac	Laroujat, Astucaux	7	1,42	Travaux d'amélioration
BESSET	31	LE FOUSSERET	Gasque Sud	1,81	0,70	Travaux d'amélioration
GF des GREZES	31	Noueilles	La Gravette, Barutel, Les Grèzes	20	8,25	Travaux d'amélioration
GF de Soueste	31	Cierp Gaud	parcelles 5; 4,4; 2,4	7,05	7,05	Reboisement
THOMAS Fabrice	31	Bretx		2,5	2,5	Reboisement
GF de Tucas	31	Castelbiague		1,94	1,94	Reboisement
GF de la Mouillonne	31	Puydaniel		1,5	1,5	Reboisement

Au moment de la mise en œuvre, si les zones de compensation prévues dans le tableau ci-dessus ne sont plus disponibles, les zones de compensation prévues pourront être modifiées en accord avec le service environnement, eau et forêt de la DDT.

Les plantations devront comporter au minimum 1200 tiges/ha dont 70 % d'essences objectives et 30 % d'essences de diversification. Les plants d'essences locales qui sont plantés sur ces parcelles devront être âgés de 3 ans maximum.

Les essences choisies doivent être conformes à l'arrêté MFR d'Occitanie du 30 décembre 2020 et provenir de préférence de pépinières locales ou d'une région de provenance garantissant une bonne adaptation aux conditions climatiques.

Le pétitionnaire doit s'assurer d'une reprise des arbres sur 80 % des sujets plantés sur une période de 2 ans à compter de la fin des travaux de plantation.

Un entretien sur 6 ans doit être assuré par la société Lafarge Ciment afin de garantir une bonne évolution des plants.

2.2.2 Décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état du site.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à trois mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Les travaux de décapage sont réalisés dans la mesure du possible en dehors des périodes sèches ou de fort vent.

2.2.3 Archéologie préventive

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Un mois avant au minimum, l'exploitant informe par écrit la direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie (DRAC - service régional de l'archéologie), de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier est transmise à l'inspection des installations classées.

Conformément au code du patrimoine réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque sorte que ce soit (vestige, structure, monnaie...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Sont soumis à la redevance les surfaces nouvellement autorisées, ainsi que les surfaces précédemment autorisées mais non encore exploitées. Le calcul de la redevance d'archéologie préventive s'établit conformément au II de l'article L 524-7 du Code du Patrimoine.

2.3 EXTRACTION

2.3.1 Épaisseur et cote minimale d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 67,5 m et la cote minimale d'extraction est de 287,5 m NGF.

2.3.2 Méthode d'extraction

L'extraction est réalisée en six phases quinquennales. L'avancement de l'exploitation est réalisé dans le respect des plans de phasage en annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitation est réalisée :

- pour les calcaires et les marnes à l'aide de produits explosifs et d'engins mécaniques ;
- pour les argiles uniquement par des moyens mécaniques.

Les matériaux extraits sont ensuite envoyés vers les installations de traitement avant d'être transférés par bande transporteuse vers l'usine.

Les fronts présentent une hauteur maximale de 7,5 mètres, pour les calcaires : une inclinaison maximale dans les calcaires de 60°/horizontale et une largeur de banquette de 7.5m et pour les marnes une inclinaison maximale de 27° pour une pente intégratrice de 21° et une largeur de banquette résiduelle minimale de 5 m.

2.3.3 Utilisation des explosifs

Les produits explosifs sont mis en œuvre suivant un plan de tir définissant pour chaque catégorie de chantier :

- la position, l'orientation, la longueur et le diamètre des trous de mines,
- les conditions d'amorçage et la composition des charges d'explosif,
- les caractéristiques du bourrage.

Le plan de tir est élaboré et validé par une personne qualifiée désignée par l'exploitant, ayant reçu une formation spécifique.

Les cas et les conditions dans lesquels le plan de tir peut être modifié sont définis par l'exploitant.

L'exploitant doit être en mesure de communiquer, à tout instant, à l'inspection des installations classées, les plans de tirs des chantiers en activité ainsi que les comptes rendus des ratés, suite à la découverte de produits explosifs dans les déblais ou suite à des résultats anormaux de tir imputables aux produits explosifs. Ces comptes rendus précisent les opérations réalisées pour remédier à ces incidents et les résultats obtenus.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les effets des vibrations distinguent les mesures sismiques et la surpression acoustique.

2.3.4 Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

2.3.5 Transport des matériaux extraits jusqu'à la cimenterie

Sauf incident provoquant l'impossibilité d'emploi de ce dernier et devant être sans délai porté à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées, les matériaux

extraits de la carrière sont transportés jusqu'à la cimenterie uniquement par bande transporteuse.

2.4 FIN D'EXPLOITATION

2.4.1 Élimination des produits polluants

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

2.4.2 Remise en état

La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle s'effectue conformément aux dispositions de l'étude d'impact et selon les plans annexés au présent arrêté. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site (fronts de taille, verses, berges des bassins, etc.),
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

L'état des terrains en fin d'exploitation et de réaménagement (hors aménagements) est conforme au plan de l'état final présent à l'article 13.2 annexé au présent arrêté et des mémoires en réponse de l'exploitant.

En fin d'exploitation, l'ensemble du site est nettoyé et débarrassé de tout vestige et matériel d'exploitation.

2.4.2.1 Remise en état de la carrière

La remise en état de la carrière doit être achevée au plus tard le 17 septembre 2055. Elle porte sur les parcelles définies à l'article 1.2.2 du présent arrêté.

Les principes généraux de remise en état sont les suivants :

- intégrer la carrière dans le paysage local ;
- aménager les traces de l'histoire extractive ;
- reboiser les terrains ;
- favoriser la vocation écologique des terrains ;
- restituer une partie des terrains à l'agriculture ;

Le site est remis en état conformément aux engagements pris par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

3 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

3.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

3.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

3.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

3.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

3.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

3.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

3.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

3.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

3.4.1 Danger ou nuisance non prévu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

3.4.2 Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, de façon inopinée ou non, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées (des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, des concentrations de retombées de poussières, de niveaux sonores et de vibrations, etc). Ils sont effectués par un organisme tiers choisi par l'inspection des installations classées ou soumis à son approbation si l'organisme n'est pas agréé. Il peut également demander le contrôle de l'impact de l'activité sur le milieu récepteur.

Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

3.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

3.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

3.5.2 Intervention de l'administration

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après l'autorisation de l'autorité judiciaire.

3.6 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

3.6.1 Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

3.6.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

3.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire faisant suite à une mesure un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce

rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 3.6.2, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport de synthèse est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure.

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet dédié.

3.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

3.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

3.7.2 Registres et plans

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière, d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés les éléments fixés à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et a minima :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords des fouilles,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations applicables.

3.7.3 Fiches de données de sécurité des produits

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

3.8 BILANS PÉRIODIQUES

3.8.1 Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement ;
- des suivis environnementaux concernant la mise en œuvre des mesures environnementales (Annexe 14.5 « Mesures environnementales ERCA »).

3.8.2 Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également présenté en Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS).

3.8.3 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, notamment les points 1 et 9 de son annexe III relatifs aux exploitations de carrières, et les autres points applicables le cas échéant.

3.8.4 Information du public

L'exploitant met en place une Commission Locale de Concertation et de Suivi annuelle dont il assure le secrétariat. Son but est d'informer les propriétaires des terrains, les élus des communes, les voisins et les riverains, les associations de protection de l'environnement, des activités de la carrière (volume extrait, suivi de la qualité des eaux, incident, accident...) ; un compte-rendu de ces réunions est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées. Une visite du site pourra être organisée à la demande des membres de cette commission.

4 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

4.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions dans l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

4.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

4.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

4.1.4 Voies de circulation

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- en dehors des transferts de matériaux par convoyeurs, les transports des matériaux sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage ;
- l'ensemble des pistes du site fait l'objet d'un arrosage par temps sec.

La contribution de l'exploitant à l'aménagement et à la remise en état des voiries est régie conformément aux dispositions du code de la voirie routière.

4.1.5 Émissions canalisées

L'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter les émissions et la propagation de poussières notamment dues au fonctionnement des installations de traitement des matériaux et au stockage de produits pulvérulents en procédant à leur capotage ainsi qu'à la captation des émissions de ces dernières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 20 mg/Nm³. Un contrôle est effectué bimestriellement. Cette fréquence pourra être allégée au bout de 2 années consécutives sans dépassement de cette concentration.

La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs.

Les périodes de panne ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à 48 heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à 200 heures.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

4.1.6 Émissions diffuses et envols de poussières

Aucun stockage de produit pulvérulent n'est effectué sur le site.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de

la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

L'entretien des installations est assuré périodiquement afin d'éviter l'accumulation de poussières. Les rapports d'entretien sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

4.1.7 Empoussièrément

4.1.7.1 Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend des stations de mesure par jauges :

- au moins 1 station témoin correspondant à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière (jauge de type a) ;
- des stations implantées à proximité immédiate des premières habitations situées à moins de 1500 mètres des limites de propriété de l'exploitation sous les vents dominants (jauges de type b) ;
- de stations implantées en limite de site, sous les vents dominants (jauges de type c),
- d'une station météo de référence implantée sur le site. La station météo peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée, par un fournisseur de services météorologiques.

Les stations de mesure sont implantées de façon à être représentatives des émissions de la carrière.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

4.1.7.2 Contrôles

Lors du contrôle des niveaux d'empoussièrément, l'échantillonnage est effectué de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les prélèvements et les essais sont réalisés de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences de l'alinéa précédent.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à ne pas dépasser est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges de type b de mesure intégrées dans le plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

4.1.7.3 Station météorologique

Si l'exploitant choisit de mettre en place sur le site de l'exploitation une station météorologique permettant l'enregistrement de la direction et la vitesse du vent, la

température, et la pluviométrie, les données enregistrées doivent présenter une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques et la notice du fabricant.

4.1.7.4 Bilan annuel

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

5 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

5.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

5.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Destination des eaux	Prélèvement maximal	
				annuel (m ³ /an)	horaire (m ³ /h)
Canal de St Martory			Arrosage piste Lavage engins	9000	20
Réseau communal			sanitaire	150	

5.1.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les ouvrages de prélèvement dans le canal de St Martory ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe.

Ils respectent les dispositions techniques prévues aux articles L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement.

Tout ouvrage lié au fonctionnement de l'établissement et barrant partiellement ou totalement le lit d'un cours d'eau doit :

- respecter les dispositions prévues à l'article L. 214-7 du code de l'environnement.
- garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces aquatiques ainsi que le transport des sédiments.

5.1.1.3 Prescriptions en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités de l'exploitation ;
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution des cours d'eau récepteurs.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

5.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

5.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article ou non conforme aux dispositions du présent chapitre est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

5.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

5.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des eaux sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques des eaux susceptibles d'y transiter. Les réseaux de collecte sont également conçus pour résister aux actions physiques externes (engins, mouvements de terrains,...).

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

5.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

5.2.5 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

5.3 GESTION DES EAUX PLUVIALES

Toutes dispositions sont prises afin d'éviter que les eaux pluviales extérieures au site ne se déversent dans la carrière.

Si nécessaire, des réseaux de dérivation sont aménagés en périphérie du périmètre d'exploitation.

Les banquettes et le carreau d'extraction sont aménagés de manière à pouvoir recueillir les eaux de pluie et les diriger dans un ou des bassins de décantation dimensionnés de manière à pouvoir traiter des élèvements pluviaux de fréquence décennale.

L'entretien du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales est réalisé en dehors des périodes sensibles pour la faune et la flore (janvier – fin juin), notamment pour limiter l'impact sur les amphibiens.

5.4 TYPES D'EFFLUENTS ET LEUR GESTION

5.4.1 Eaux pluviales

Les eaux de pluie recueillies sur le carreau de la carrière, n'étant pas en contact avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués, sont considérées comme non polluées. Les eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme des eaux pluviales non polluées.

Les eaux pluviales entrant en contact directement avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux polluées. Ces eaux sont ensuite dirigées vers un ou plusieurs déshuileurs qui piègent les hydrocarbures et autres huiles de moteur présentes dans l'eau avant rejet vers le milieu naturel. L'exploitant surveille régulièrement et à minima bimestriellement les déshuileurs à hauteur de la trappe de vérification du niveau et fait vidanger les déshuileurs autant que nécessaire et à minima annuellement. Les contrôles des déshuileurs sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.

Un caniveau périphérique à ces zones permet d'intercepter les eaux de ruissellement extérieures.

Un kit antipollution, pour intervention rapide dans le cas d'une fuite d'un engin dans le périmètre de la carrière, doit être disponible à bord de chaque engin et sur les zones d'alimentation en carburant.

5.4.2 Eaux de procédé

Aucune eau de procédé n'est utilisée et rejetée par les installations de traitement des matériaux.

5.4.3 Eaux de lavage des engins

Les engins sont lavés sur une aire étanche. Les eaux de nettoyage sont collectées et dirigées vers un débourbeur/déshuileur avant leur rejet au milieu naturel. Ce débourbeur/déshuileur fait l'objet d'une maintenance trimestrielle et est vidangé à minima annuellement en fin de campagne d'extraction.

5.4.4 Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont évacuées conformément aux règlements en vigueur.

5.4.5 Eaux de ruissellement des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées

L'exploitant s'assure que les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. Il procède, le cas échéant, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement de ces installations de stockage.

Les bassins de décantation sont régulièrement curés afin de conserver leur capacité de décantation. Afin de connaître la quantité de sédiments présente dans les bassins, l'exploitant effectue annuellement des relevés bathymétriques sur chaque bassin. Le curage des bassins est déclenché dès que le taux de sédiment dans le bassin dépasse 30 % du volume du bassin.

5.4.6 Localisation des points de rejet

Les points de rejets dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les points de rejet sont repérés sur le plan d'exploitation mis à jour annuellement.

Les eaux pompées dans le bassin de collecte du talweg Guerre, si elles ne sont pas utilisées dans le cadre de l'activité de la carrière, sont analysées avant rejet dans le ruisseau du Fréchet.

Les eaux collectées au niveau des stockages des additifs minéraux, des installations de traitement, des ateliers de maintenance et de l'aire de lavage sont rejetées au niveau du fossé de dérivation à l'Est du site. Leur infiltration est interdite.

5.4.7 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

5.4.7.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

5.4.7.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

5.4.7.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

5.4.7.4 Équipements

Les émissaires de rejet au milieu naturel sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

5.5 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30 °C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. Ces valeurs limites peuvent être rendues plus contraignantes pour être compatibles avec le SDAGE ou la vocation piscicole du milieu.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le débit et les paramètres du rejet sont contrôlés, trimestriellement en période normale de fonctionnement de l'exploitation. Les résultats de ces analyses et les commentaires associés sont communiqués à l'inspection des installations classées.

5.6 EAUX SOUTERRAINES

5.6.1 - Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place, sur et aux alentours de son site, et notamment au niveau des zones remblayées avec des matériaux inertes extérieurs, des mesures de surveillance des eaux souterraines permettant d'assurer le contrôle des risques de migration de polluants ainsi que le contrôle des niveaux d'eau.

5.6.1.1 - Composition et implantation du réseau de surveillance

Le dispositif de suivi est constitué a minima des points de contrôle suivants :

- Au niveau de l'aquifère du Sparnacien et Thanetien supérieur :
 - 3 piézomètres sont implantés en aval hydraulique du site.
- Au niveau de l'aquifère des alluvions du Mindel :

- 2 piézomètres sont implantés en aval des installations,

Le positionnement de ces points de contrôles et leur évolution sont justifiés par un hydrogéologue et soumis à la validation de l'inspection des installations classées.

Les points de contrôle sont réalisés, équipés et exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé ou de tout nouveau texte s'y substituant.

Les points de contrôle sont protégés des pollutions accidentelles et des chocs par des dispositifs adaptés. Les têtes des puits sont cadenassées. L'entretien des terrains permet de localiser facilement les ouvrages.

5.6.1.2 - Repérage et déclaration du réseau de surveillance

Les points de contrôle sont nivelés (altitude Z suivant NGF) et géoréférencés (coordonnées (X,Y) Lambert 93) et font l'objet d'une déclaration au service compétent pour attribution d'un code national du point d'eau par la BSS (Banque de données du sous-sol). Cette déclaration comportera notamment les coordonnées géographiques et altimétriques X, Y & Z précitées, les numéros des parcelles d'implantation, les profondeurs, les coupes géologiques et les caractéristiques des ouvrages réalisés.

Elle sera complétée d'un plan ou d'une carte d'implantation avec indication de l'échelle, des limites de propriété du site, de l'emplacement et de l'identification des points de surveillance, des sens d'écoulement locaux des eaux souterraines et des cours d'eaux ou plans d'eau susceptibles d'être en relation avec les eaux souterraines.

Une copie de cette déclaration sera adressée à l'inspection des installations classées.

5.6.2 - Exécution des opérations de surveillance des eaux souterraines

5.6.2.1 - Lancement et périodicité

Les prélèvements sont réalisés au moins semestriellement sur chacun des points de contrôles. Chaque année, il y a au moins une campagne de prélèvements en période de hautes eaux et au moins une en période de basses eaux. Afin d'assurer une répartition régulière des campagnes de prélèvements, l'intervalle entre chaque campagne de prélèvements ne doit pas excéder 8 mois.

Les hauteurs d'eau sont mesurées semestriellement sur chacun des points de contrôles

5.6.2.2 - Conditions générales de prélèvement

Les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant.

Lors de chaque campagne de prélèvements, l'organisme procédant aux prélèvements relève les hauteurs d'eau dans chaque piézomètre.

Si, malgré la présence d'eau, le prélèvement dans un point de contrôle ne peut s'effectuer dans de bonnes conditions, notamment pour cause de faible productivité de l'aquifère, il convient, avant de renoncer à l'utilisation de ce point de contrôle, lors de la campagne de prélèvements de vérifier s'il est possible de mettre en place un dispositif permettant de rétablir des conditions favorables de prélèvement. La réalisation d'un tel dispositif ne doit pas altérer la conformité de l'ouvrage aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé.

5.6.2.3 - Paramètres et substances à doser

Du fait de l'impossibilité géologique d'implanter des piézomètres amont et afin de connaître les substances pouvant être lixiviées, l'exploitant détermine par prélèvement et analyses le fond géochimique de chaque faciès géologique présent au droit de son exploitation.

Semestriellement en période de hautes eaux et de basses eaux, des analyses sur l'ensemble des piézomètres dosent les paramètres physico-chimiques généraux (pH, conductivité, taux d'oxygène) ainsi que les paramètres et substances suivants :

- DCO, nitrates, nitrites, Sulfates, chlorures, fluorures, Indice phénols, COT;
- hydrocarbures totaux, HAP, COHV;
- manganèse, aluminium, fer total, métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn).

La liste des substances analysées ainsi que la fréquence pourront être modifiées en accord avec l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance, à l'issue d'une première période de 4 ans.

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé pour l'ensemble des paramètres analysés.

5.6.2.4 - Méthodes et normes d'analyse

Pour chacun des paramètres dosés, la norme utilisée doit être en priorité une norme EN, ISO ou NF. A défaut, l'exploitant doit justifier le choix de la norme (DIN, US EPA, etc.) utilisée et être en mesure d'en fournir une copie en cas de demande de l'inspection des installations classées.

Pour chacun des paramètres dosés la méthode analytique retenue doit permettre d'atteindre une limite de détection et un seuil de quantification du paramètre analysé se situant le plus en dessous possible des valeurs limites réglementaires et des valeurs guides existantes.

5.6.3 - Rendu et transmission des résultats de surveillance

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses et sans que les délais de transmission n'excèdent 2 mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses.

Ce rapport comporte les éléments suivants :

5.6.3.1 - Niveau de la nappe

Les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF).

Il est mentionné l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements.

Tous les 5 ans, la carte piézométrique propre à la campagne de surveillance, montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe au moment des mesures des hauteurs d'eaux souterraines, est revue. Cette périodicité pourra être redéfinie en cas de nécessité.

5.6.3.2 - Méthodologie et normes

Sont décrites les méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons.

Sont indiquées les normes en vigueur utilisées lors des opérations de prélèvement et d'analyse.

5.6.3.3 - Résultats d'analyse et comparaison

Les résultats des analyses sont comparés pour chaque paramètre :

- aux valeurs limites réglementaires,
- à défaut de valeurs réglementaires, aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du rapport,

Il appartient à l'exploitant de vérifier lors de la réception des résultats d'une campagne de surveillance que les valeurs limites réglementaires ou les valeurs guides sont à jour.

Le rapport comportera également les copies des rapports de prélèvement et d'analyse.

5.6.3.4 - Commentaires et actions de l'exploitant

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse et de leur comparaison aux valeurs citées à l'article 5.6.3.3 ci-dessus et les transmet à l'inspection assortis de ses propres commentaires et propositions. En particulier, si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe la préfecture de la Haute-Garonne et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'inspection des installations classées pourra notamment demander au vu des résultats des campagnes de surveillance à l'exploitant :

- que certaines campagnes de surveillance incluent épisodiquement des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis à l'article 5.6.1.1 ci-dessus et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis à l'article 5.6.2.3 ci-dessus,
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

Les frais occasionnés par les opérations nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 5.6 ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

5.7 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

5.7.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

5.7.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit		moyen 24 heures	trimestrielle	trimestrielle
MES		moyen 24 heures	trimestrielle	
DCO		moyen 24 heures	trimestrielle	
HCT		moyen 24 heures	trimestrielle	

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 3.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
MES	
DCO	
HCT	

6 – DÉCHETS PRODUITS

6.1 PRINCIPES DE GESTION

6.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- En priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation

- Mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

- Assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

- Contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

- Économiser les ressources épuisables et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

6.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes,

évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du code de l'environnement.

6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

6.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

6.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

6.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.7 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	16 02	Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques
	20 01 99	Déchets non Dangereux divers
	20 01 40	Ferrailles
	20 01 01	Papiers – cartons
	20 01 39	Plastiques
Déchets dangereux	16 02	Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques
	16 05 04	Aérosols
	16 01 07	Filtres à huiles et gasoil
	15 02 02	Absorbant
	16 01 03	Pneumatiques
	20 03 04	Matières de vidange – fosse septique
	13 02 05	Huiles
	17 05 03	Terres souillées
	16 10 01	Eau souillée
	12 01 12	Graisse
	16 06 01	Batteries et acides
	16 04 03	Cartons ayant contenu des substances explosives
	16 01 21	Flexibles hydrauliques

6.2 AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

6.2.1 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

6.2.2 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

7 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, des mélanges et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site,
- le plan de stockage des substances et mélanges chimiques sur le site.

7.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou, le cas échéant, par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

L'étiquetage, les conditions de stockage et l'élimination des substances ou mélanges dangereux doivent également être conformes aux dispositions de leurs fiches de données de sécurité (article 37-5 du règlement n°1907/2006).

7.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

7.2.1 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le réchauffement climatique)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

8 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

8.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8.1.1 Aménagements

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée ensuite annuellement aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié ainsi qu'à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

8.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes à la réglementation en vigueur.

Les véhicules et engins liés à l'exploitation du site sont équipés d'avertisseur de recul de type « cri du Lynx ».

8.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

8.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

8.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR	PÉRIODE DE NUIT
	Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70dB(A)	60 dB(A)

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

8.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence en période nocturne et diurne est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Ce contrôle est renouvelé ensuite tous les 3 ans.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

8.3 VIBRATIONS

8.3.1 Valeurs limites

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (habitées ou affectées à une activité humaine) et les monuments, des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s, mesurées suivant les trois axes de la construction. La vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal mono-fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié.

On entend par constructions avoisinantes, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité, ainsi que les sites et monuments remarquables.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans

les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires.

8.3.2 Surveillance

Des mesures de vibration et du niveau de pression acoustique de crête sont réalisées aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié à chaque tir au niveau des habitations les plus proches en fonction des orientations de tir.

Des mesures sur des emplacements supplémentaires sont effectués à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou est à l'origine d'impacts significatifs sur la géologie et/ou l'hydrogéologie des terrains extérieurs au site.

En cas de besoin et selon son résultat, ce contrôle pourra être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures de vibration assortis des commentaires éventuels sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

8.4.1 Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage et la faune (chiroptères,...), l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées après le lever du soleil et avant son coucher. Elles ne sont pas allumées avant 4h le matin et sont éteintes au plus tard à 22h.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion ainsi qu'aux installations destinées à assurer la sécurité des personnes .

L'exploitant des bâtiments doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

9 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

9.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

9.2 GÉNÉRALITÉS

9.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'émanations toxiques ou d'explosions de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en

fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

9.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est situé dans une zone non touchée par des phénomènes dangereux et est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Si le registre est informatisé et stocké sur le réseau de l'entreprise, l'exploitant met en place une copie papier tenue à jour ou réalise une copie du fichier sur un support numérique portable indépendant (clé USB, disque dur externe,...). Ces copies sont stockées dans les conditions définies à l'alinéa précédent.

9.2.3 Connaissance des produits et étiquetage

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

9.2.4 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

9.2.5 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

L'ensemble de la zone en exploitation est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

9.2.6 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

9.2.7 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

9.3 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

9.3.1 Caractéristiques des risques

9.3.1.1 Distances d'isolement

Les bords des excavations sont laissés à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre de l'exploitation, et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

D'une manière générale, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être à une distance horizontale suffisante du bord supérieur de la fouille de sorte que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance doit prendre en compte la hauteur totale des excavations, ainsi que la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

9.4 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

9.4.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

9.4.2 Intervention des services de secours

9.4.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

9.4.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre des installations et des bâtiments et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ces installations ou bâtiments.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès aux installations et la voie « engins ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

9.4.2.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins »,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

9.4.2.4 Mise en station des échelles

Pour toute installation ou bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 9.4.2.2. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

9.4.2.5 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

9.4.3 Désenfumage

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

9.5 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

9.5.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection, destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

9.5.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par du personnel compétent désigné par l'exploitant (hors visite initiale) ou par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

9.5.3 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

9.5.4 Protection contre la foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, et au plus tard 6 mois après cette analyse, une étude technique est réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

9.5.5 Séismes

L'ensemble des installations classées soumises à autorisation respectent les dispositions prévues pour les bâtiments, équipements et installations de la catégorie dite à risque normal par les arrêtés pris en application de l'article R. 563-5 du code de l'environnement dans les délais et modalités prévus par lesdits arrêtés.

9.6 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

9.6.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute

remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

9.6.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Au niveau des bâtiments présentant un risque d'incendie, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à

l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité suffisante avant rejet vers le milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le bassin est maintenu, en temps normal, au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les bâtiments actuels non conformes aux dispositions précitées font l'objet d'une étude de mise en conformité qui est transmise sous un délai de 1 an à l'inspection des installations classées ainsi qu'au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Haute-Garonne.

9.6.3 Réservoirs

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. En particulier, il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

9.6.4 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des

réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

9.6.5 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

9.6.6 Transports – chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Le ravitaillement et l'entretien des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins à progression lente est effectué en bord à bord sur une aire étanche mobile. Pour ces opérations, l'exploitant doit disposer à proximité immédiate de produits absorbants en quantité suffisante.

9.6.7 Élimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

9.7 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

9.7.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

9.7.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

9.7.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

9.7.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

9.7.4 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 9.6.2 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Interdiction de feux :

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

9.7.5 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

9.8 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

9.8.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

9.8.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robins d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique sur les engins	Annuelle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

9.8.3 Ressources en eau

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 1 réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³ et avec réalimentation garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance ;
- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de

matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- Une arroseuse de capacité 10 m³ est équipée au niveau de sa réserve d'eau de raccords normalisés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité des débits.

L'exploitant transmet, sous un délai de 6 mois, à l'inspection des installations classées et au SDIS de la Haute-Garonne une étude permettant de définir les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en œuvre sur son site, ainsi que sa stratégie de lutte contre l'incendie. Cette étude prend en compte le convoyeur à bande alimentant la cimenterie sur toute sa longueur.

9.8.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

9.8.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

10 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

10.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ACTIVITÉS PYROTECHNIQUES

10.1.1 Généralités

10.1.1.1 Surveillance des installations

Les opérations se font sous la surveillance permanente, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

10.1.1.2 Précaution contre l'électricité statique

Lors de la manipulation de produits explosifs sensibles à des décharges d'électricité statique dans les conditions de cette manipulation, celle-ci est organisée afin d'éviter les effets de ces décharges en utilisant des dispositifs propres à assurer l'écoulement des charges électriques susceptibles de se former.

Notamment, les personnels en charge de la manipulation des explosifs portent des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle évitant l'accumulation de charges électrostatiques.

10.1.1.3 Transports internes, chargement et déchargement des produits

Tout produit explosif transporté sur le site, même sur de faibles distances, l'est dans des emballages adaptés et fermés et par des véhicules compatibles et adaptés aux risques qu'ils présentent et à leur nature.

L'exploitant rédige pour les transports de substances ou d'objets explosifs interne au site un document qui, compte tenu de la nature du chargement, indique précisément les itinéraires autorisés dans le site et analyse les effets domino possibles entre le convoi et chaque installation.

10.1.1.4 Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes d'exploitation et de sécurité précisant les modalités d'application des dispositions du présent titre sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les interdictions imposées en application du présent arrêté ;
- les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des fiches de données de sécurité des substances ou préparations mises en œuvre ou stockées et leurs risques spécifiques ;
- les instructions de chargement, de déchargement et de manipulation des produits ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens de protection et d'intervention et les procédures à suivre en cas d'accident : procédures de gestion des incidents de tir ou en cas d'épandage de produit explosif, moyens d'intervention à utiliser, procédure d'évacuation et plan associé, procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services de secours ou d'urgence compétents, obligation d'informer l'inspection des installations classées, etc. ;

- les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des documents comportant les modes opératoires ;
- les équipements autorisés dans les zones pyrotechniques ;
- les mesures à observer pour la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature et des personnes à l'intérieur de l'installation ;
- les modalités de gestion des déchets, notamment les déchets de produits explosifs.

10.1.1.5 Consignes particulières

L'exploitant établit avant la mise en œuvre des activités qu'elles concernent :

- Les consignes de sécurité relatives à chaque activité pyrotechnique ;
- Les modes opératoires relatifs à chaque activité pyrotechnique.

10.1.2 Formation

10.1.2.1 Formation initiale

La conduite et la surveillance, ou l'exécution, d'activités pyrotechniques déterminées, ainsi que d'activités déterminées de maintenance ou de transport interne de substances ou objets explosifs, ne sont confiées qu'à un personnel habilité à cet effet par l'exploitant à l'issue des formations initiales et complémentaires dispensées dans les conditions définies ci-dessous :

- Une formation initiale à la sécurité est dispensée par l'exploitant aux personnels appelés à conduire, à surveiller ou à exécuter des activités pyrotechniques, les activités de maintenance ainsi que les activités de transport interne de substances ou objets explosifs. Cette formation comprend :
 - Un commentaire des prescriptions du présent arrêté ;
 - Un commentaire de la consigne générale de sécurité prévue à l'article 10.1.1.4 du présent arrêté, dont un exemplaire est remis à chaque travailleur suivant cette formation.
- Cette formation initiale est complétée, avant toute affectation à un poste de travail comportant les activités mentionnées au premier alinéa, par une formation particulière à ce poste, qui comprend notamment :
 - Une présentation du (ou des) poste(s) de travail et des risques associés ;
 - Un commentaire des consignes de sécurité de l'activité ;
 - Une formation pratique au poste de travail.

À l'issue de ces formations initiales et complémentaires, et en vue de la délivrance de l'habilitation prévue au premier alinéa, l'exploitant vérifie que chaque personnel a les aptitudes nécessaires pour remplir les fonctions associées à l'activité.

L'habilitation fait l'objet d'un document signé par l'exploitant et remis à chaque personnel concerné.

Chaque habilitation est renouvelée par l'exploitant tous les trois ans après qu'il s'est assuré du maintien des compétences des personnels, compte tenu notamment des formations qu'ils ont suivies en application de l'article 10.1.2.2 du présent arrêté.

Le personnel procède à des exercices d'entraînement sur les mesures d'urgences à mettre en œuvre en cas d'incident au moins une fois par an pour chaque activité pyrotechnique (incident lors du transport et du chargement/déchargement, incident de tir). Ces exercices sont consignés.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place.

10.1.2.2 Formation continue

Une formation continue des personnels affectés aux activités pyrotechniques ainsi qu'aux activités de transport interne de substances ou objets explosifs est mise en place à fréquence mensuelle pendant la période d'exploitation de la carrière.

Cette formation vise à maintenir et à perfectionner les connaissances des intéressés dans le domaine des risques pyrotechniques et de leur prévention. Chaque personnel participe au moins une fois par trimestre à l'une des séances de formation au cours desquelles divers sujets concernant l'amélioration de la sécurité sont traités. Cette périodicité peut être adaptée pour des personnels qui ne sont pas affectés de façon permanente à des opérations pyrotechniques.

Un compte-rendu indiquant les sujets traités auquel est annexée la liste d'émargement, signée par les participants, est établi pour chacune de ces séances.

11 DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE & FLORE SAUVAGE

11.1 NATURE DE LA DÉROGATION

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées, à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées, et à l'interdiction d'enlever et détruire des spécimens d'espèces végétales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande pour l'exploitation de l'installation précisée à l'article 2 du présent arrêté.

La dérogation à l'interdiction de détruire, capturer, déplacer les individus, détruire ou altérer les habitats des espèces protégées est accordée en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, aux conditions détaillées ci-après, pour les espèces listées en annexe 13.4.

Engagements du bénéficiaire :

La présente dérogation est délivrée sous réserve du respect, par le bénéficiaire, des engagements présentés dans son dossier de demande de dérogation (repris en annexe du présent arrêté), précisés ou complétés, le cas échéant, par les prescriptions des articles du présent arrêté.

11.2 LES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux et de l'exploitation sur les espèces de faune et de flore protégées et plus largement sur le milieu naturel, la dérogation délivrée à la société Lafarge Ciments et l'ensemble de ses prestataires engagés dans les travaux et l'exploitation de la carrière est subordonnée à la mise en œuvre des mesures d'évitement (ME), de réduction (MR), d'accompagnement (MA) et de suivi (MS) suivantes, détaillées en annexe 13.5.

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Phase concernée
Mesures d'évitement		
ME1	Adaptation du projet initial de dévoiement de la ligne	Amont
ME2	Balisage préventif et mise en défens	Chantier
ME3	Respect d'une zone tampon autour de la zone d'exploitation	Exploitation
ME4	Absence de dégradation du milieu naturel (air, eau, sol, sous-sol)	Exploitation
Mesures de réduction		
MR1	Réduction de l'emprise d'exploitation	Amont
MR2	Définition des pistes d'accès et des zones de stockages de moindre impact pour les travaux de dévoiement et respect de leur utilisation en phase exploitation	Chantier
MR3	Mise en défens des zones sensibles et respect des emprises	Chantier

MR4	Adaptation des périodes d'intervention sur la végétation	Chantier
MR5	Mise en place de dispositifs permettant d'éloigner les espèces à enjeu avant la dévégétalisation	Chantier
MR6	Adaptation des techniques d'abattage d'arbres	Chantier
MR7	Transplantation de l'Iris à feuilles de graminée	Chantier
MR8	Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces en phase de dévégétalisation (en amont de l'exploitation)	Chantier / Exploitation
MR9	Dispositif permettant de limiter l'installation sur la carrière des espèces à enjeu en phase d'exploitation	Exploitation
MR10	Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces en phase exploitation	Exploitation
MR11	Optimisation de la gestion des matériaux	Exploitation
MR12	Veille concernant les espèces exotiques envahissantes et mise en place de moyens de lutte si besoin	Exploitation
MR13	Dispositif de limitation des nuisances envers la faune	Exploitation
Mesures d'accompagnement		
MA1	Gestion écologique des habitats dans la zone tampon et au droit des espaces courants de la carrière	Exploitation
MA2	Gestion écologique des habitats sous la ligne électrique	Exploitation
MA3	Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune à proximité de la zone d'autorisation	Exploitation
MA4	Accompagnement écologique à l'exploitation	Exploitation
MA5	Remise en état de la carrière	Exploitation
MA6	Définition et mise en œuvre d'un APPB	Exploitation
MA7	Actualisation des inventaires sur la population d'Iris à feuille de graminée	Exploitation

11.3 LES MESURES DE COMPENSATION

Afin de compenser les impacts résiduels des travaux et de l'exploitation sur les espèces de faune et de flore protégées et plus largement sur le milieu naturel, la dérogation délivrée à la société Lafarge Ciments et l'ensemble de ses prestataires engagés dans les travaux et l'exploitation de la carrière est subordonnée à la mise en œuvre des mesures de compensation d'impacts suivantes, détaillées en annexe 13.5.

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Localisation (Ex-situ / In-situ)
Mesure de compensation		
MC1	Ré-ouverture de mésobromions	Montgrand
MC2	Entretien des mésobromions	Montgrand
MC3	Ré-ouverture de pelouses et prairies humides (molinaies)	Montgrand
MC4	Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité	Montgrand
MC5	Gestion des fourrés	Montgrand

MC6	Gestion des pratiques sur mésobromions	Château d'eau
MC7	Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité	Château d'eau
MC8	Gestion des espaces semi-ouverts	Château d'eau
MC9	Préservation des murets en pierre	Château d'eau
MC10	Curage de la mare	Mare de 0,3 ha sur l'ancienne carrière de l'Estailat
MC11	Création de mares	Secteur de l'Estailat
MC12	Gestion des friches et végétations amphibies	L'Estailat
MC13	Gestion des fourrés	L'Estailat - 10,35 ha de fourrés
MC14	Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité	L'Estailat
MC15	Gestion de hêtraie en faveur de la biodiversité	Serre de Becari
MC16	Sensibilisation des usagers (accompagnement)	Abord de la carrière et zones compensatoires

Les mesures sont mises en œuvre sur les parcelles des sites suivants et sur une durée minimale de 30 ans :

Site 1 – Montgrand : commune de Martres Tolosane – section OA – 07, 08, 09, 10, 17, 18, 19, 20, 21, 23 en partie, 36, 38, 41 42, 77 en partie, 78 et commune de Marignac-Laspeyres – section OC – 239, sur une surface de 22,7 ha.

Site 2 – Château d'eau : commune de Boussens – section OA – 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 32 34, 35, 36, 41, 48, 49, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 99, 101, 114, 115, 117, 118, 120, 686, 687, 688, 690, 691, 692, 695, 689, 713, 714, 894, 1024, 1027, sur une surface de 34 ha.

Site 3 – Ancienne carrière de l'Estailat : commune de Roquefort sur Garonne (section OA) et commune de Mauran (section OB) sur une surface de 34 ha.

Site 4 – Serre de Becari : commune de Alan Section WI et commune du Frechet section OA sur 11ha

Le bénéficiaire doit disposer de la maîtrise foncière de ces parcelles avant le démarrage des travaux. La maîtrise foncière est acquise pour une durée minimale de 30 ans. Elle est effective soit par l'acquisition des parcelles au profit d'une structure reconnue dans la gestion et la conservation des sites naturels, soit par le conventionnement, soit par un bail emphytéotique, soit par une obligation réelle environnementale avec le même type de structure.

Pour l'application technique des mesures, un plan de gestion de l'ensemble des parcelles compensatoires est établi par une structure reconnue dans la gestion et la conservation des sites naturels. Le plan de gestion est transmis au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL pour validation au plus tard 18 mois (12 mois d'inventaire et 6 mois de rédaction) à compter de la notification du présent arrêté :

Ce plan de gestion précisera les opérations de gestion et comprendra à minima :

- un état des lieux écologique des parcelles de compensation, réalisé selon les protocoles validés ;
- les objectifs de gestion à court, moyen et long terme ;
- les indicateurs et les résultats, par espèce, attendus à court, moyen et long terme garants du maintien en bon état écologique ;

- le calendrier de mise en œuvre de la mesure ;
- les indicateurs d'efficacité décrits dans le présent arrêté préfectoral ou, éventuellement, des indicateurs complémentaires permettant de démontrer l'efficacité des mesures mises en place ;
- les modalités de suivi des actions du plan de gestion.

Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans jusqu'au terme de la durée de la compensation. En cas de non-atteinte des objectifs, il prévoit des mesures correctives.

Le financement des mesures compensatoires et leurs suivis est à la charge des bénéficiaires et ne peut être substitué par des financements de politiques publiques (ex : Natura 2000, MAEC).

11.4 SUIVI ET CONTRÔLE DES MESURES ENVIRONNEMENTALES

Un écologue compétent, à la fois sur les aspects naturalistes et pour le suivi des travaux et d'exploitation, est désigné par la société Lafarge Ciments, comme coordinateur environnement, pour assurer le suivi écologique de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.

Cet écologue a également pour mission d'assurer l'application de ces mesures par les prestataires de travaux ou les équipes de la société Lafarge Ciments, ainsi que l'information régulière des services de police de la nature et des services de l'État mentionnés au point 12.4 du présent arrêté.

Les coordonnées de cet écologue sont fournies aux services mentionnés au point 12.4 du présent arrêté, dès sa désignation par la société Lafarge Ciments.

Un bilan annuel des suivis environnementaux concernant la mise en œuvre des mesures environnementales sera adressé au service Biodiversité de la DREAL Occitanie (dbma.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr). Ce bilan comprendra également, lorsque nécessaire au vu des mesures concernées, les rapports ou comptes rendus afférents.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises aux têtes de réseau du Système d'Information sur la Nature et les Paysages en Occitanie et aux opérateurs des PNA des espèces concernées, suivant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

De plus, la société Lafarge Ciments s'engage à mettre en place un comité de suivi, dès le début des travaux, de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.

Ce comité de suivi se réunira une première fois afin de faire le point sur les opérations à venir et leur déroulé dans le temps puis une seconde fois en vu de la validation du plan de gestion. Il se réunira à nouveau et autant de fois que de besoin lors de la mise en œuvre des mesures environnementales et de leur suivi.

Il sera composé à minima des services de l'État (DDT, DREAL, OFB) du représentant de la société Lafarge Ciments et de son bureau d'étude en charge de la mise en œuvre et du suivi des mesures environnementales.

Cartographie des mesures de gestion compensatoire

Le bénéficiaire transmet au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie avant le début des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L. 163-5 du code de l'environnement. Il fournit le fichier au format.zip des mesures compensatoires (incluant la compression des fichiers .shx,.shp,.dbf,.prj,.qpj), issu du fichier gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Occitanie (<https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/geomce-systeme-national-d-information-geographique-a24617.html>).

Les mesures compensatoires sont à verser dans « démarches simplifiées », une fois validés les plans de gestion, sur le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/dreal-occitanie-declaration-des-donnees-environnementales-projet-amenagement-derogationespecesprotegees>

Numéro du projet : 2024-02-14a-00150

Numéro de la demande : 2024-00150-041-001

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le pétitionnaire au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites. Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie.

Transmission des données

Les couches SIG des mesures ainsi que des emprises travaux sont transmises au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie en format compatible QGIS avant le début des travaux.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises aux gestionnaires du réseau du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) en Occitanie et au Conservatoire Botanique National de Midi Pyrénées (CBNPMP) en utilisant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Modifications ou adaptations des mesures

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté sont validés conjointement par le bénéficiaire et l'Etat. Il en est de même pour toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.

Contrôle des mesures environnementales

La mise en œuvre des mesures environnementales fait l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement. Ces agents et ceux des services mentionnés au point 12.4 du présent arrêté ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle.

Le non-respect de la bonne mise en œuvre des prescriptions environnementales énumérées au point 11 « Dérogation aux mesures de protection de la faune et flore sauvage » et aux annexes 13.4 et 13.5 est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

12 - ZONES HUMIDES

12.1 CARACTÉRISTIQUES DES IMPACTS, DES MESURES D'ÉVITEMENT ET DES ACTIONS DE COMPENSATION DES IMPACTS SUR LES ZONES HUMIDES

Le pétitionnaire est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées en suivant, à impacter 4,22 hectares de zones humides, dont 3,46 hectares impactés directement et 0,76 hectares impactés indirectement par dégradation de leurs modalités d'alimentation, selon le détail suivant (voire également la carte en annexe) :

- secteur 2 : partie médiane : patch isolé en bordure d'un sentier et de la zone défrichée pour la ligne à haute tension RTE. Ce secteur est situé dans le vallon Guerre avec un substratum calcaire. Il s'agit de pelouses marnicoles retenant les eaux de pluie, ce qui permet l'expression d'une végétation humide. L'emprise du dévoiement de la ligne RTE impacte 0,03 hectares des 0,05 hectares de zones humides identifiées dans ce secteur.
- secteur 3 : secteur installations : correspond à deux surfaces situées dans le fond de fosse à l'extrémité sud-est de la carrière, ainsi que des surfaces en périphérie sud de ladite fosse le long de la ligne à haute tension. La nature argileuse des alluvions favorise la stagnation de l'eau en particulier dans le fond de fosse. L'exploitation impacte directement 0,78 hectares des 0,96 hectares de zones humides identifiées dans ce secteur, et réduit à terme l'alimentation de la totalité de la zone humide qui est donc considérée comme totalement impactée y compris sa fraction hors secteur d'exploitation.
- secteur 4 : partie est : il s'agit d'une prairie pentée vers l'Est et limitée par un boisement à l'extrémité Est de la carrière, à l'Est des bureaux et de la piste d'entrée de la carrière. L'exploitation impacte directement 2,65 hectares des 3,23 hectares de zones humides identifiées dans ce secteur, et réduit à terme l'alimentation des patches restants de cette zone humide qui est donc considérée comme totalement impactée y compris sa fraction hors secteur d'exploitation.

Plusieurs zones humides identifiées dans l'aire d'étude sont entièrement évitées, c'est-à-dire non impactées directement ni indirectement par l'exploitation pour un total de 7,23 hectares, à savoir :

- celles du secteur 1 : partie sud et sud-ouest : le lit du ruisseau Fréchet en amont de sa confluence avec le talweg Guerre ;
- celles du secteur 5 : partie nord-est : ce secteur présente à l'affleurement des alluvions argileuses du Mindel et est situé en bordure sud-est du convoyeur dans un vallon en contrebas d'un bassin de gestion des eaux de la carrière ;
- celles du secteur 6 : versant sud de la butte d'Aurignac au nord de la carrière, secteur situé sur un versant penté vers le sud en direction de la carrière actuelle. Cette zone humide est située en bordure sud du réaménagement de l'ancienne carrière de la butte d'Aurignac exploitée vers 1978 jusqu'au début des années 1990 ;

Secteur	Superficie de zones humides en hectares	Superficie de zones humides impactées directement	Superficie de zones humides impactées indirectement	Commentaires
1	6,34 ha	0 ha	0 ha	Évitement total
2	0,05 ha	0,03 ha	0 ha	Pas d'incidence indirecte
3	0,96 ha	0,78 ha	0,18 ha	Impact total
4	3,23 ha	2,65 ha	0,58 ha	Impact total
5	0,89 ha	0 ha	0 ha	Évitement total
6	3,78	0 ha	0 ha	Évitement total

12.2 SUIVI DES ZONES HUMIDES « ÉVITÉES »

L'absence d'incidences directes et indirectes des installations, ouvrages, travaux et activités sur les zones humides dites « évitées » des secteurs 1, 5 et 6 prédéfinis doit être vérifiée à une échéance n+5 (soit en 2030), n+10 (soit en 2035) et à la fin de l'autorisation, et un rapport conforme à la méthodologie en vigueur de délimitation des zones humides doit être adressé au plus tard dans les trois mois suivant chacune de ces échéances au service en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques. Dans le cas où des incidences directes et/ou indirectes étaient finalement observées, des mesures compensatoires doivent être proposées dans le même rapport.

12.3 ACTION DE RESTAURATION POUR COMPENSER L'IMPACT SUR LES ZONES HUMIDES

Les actions de restauration, pour compenser l'incidence des travaux et aménagements sur les 4,22 hectares de zone humide, consistent à restaurer et gérer 6,6 hectares de zones humides selon le principe de l'équivalence de fonctionnalité afin de favoriser l'amélioration des fonctionnalités biologiques, hydrauliques et biogéochimiques.

Elles consistent en 6 grandes actions (le détail de chacune des actions ainsi que leur localisation et les suivis figurent en annexe) :

CZH1 - la gestion de prairies humides et de mégaphorbiaies sur une surface de 1,2 hectares autour du ruisseau du Fréchet. Cette mesure vise à préserver les prairies humides en place, restaurer les mégaphorbiaies en bordure de cours d'eau actuellement en cours de fermeture, favoriser la présence d'espèces de zones humides comme le damier de la succise ou plusieurs orchidées. S'agissant de la mégaphorbiaie plus spécifiquement, l'objectif est d'atteindre un bon état de conservation de l'habitat aujourd'hui dégradé et une augmentation de la diversité floristique et entomologique. S'agissant de la prairie humide plus spécifiquement, l'objectif est de réduire la pression anthropique pour augmenter la biodiversité et les fonctionnalités biogéochimiques de la prairie.

CZH2 - la gestion des espaces semi-ouverts humides sur une surface d'environ 2,2 hectares : Au sud de la carrière, d'anciennes prairies à molinie et à succise sur marne détrempée dégradées sont en cours de fermeture par envahissement de fourrés et chênaie ce qui les rendent moins favorables à l'entomofaune des milieux humides comme le damier de la succise. La végétation y est en cours de banalisation avec une prédominance de la molinie et une colonisation par la fougère et le genévrier. Ce secteur constitue actuellement une zone humide aux fonctions hydrauliques et biogéochimiques faibles voire nulles bien que constituant les premiers espaces de filtration des eaux de ruissellement vers le ruisseau sans nom au sud de la carrière. L'objectif est de retrouver un milieu ouvert, avec une végétation typique des prairies à molinie en bon état de conservation, avec une végétation hygrophile >50% et ainsi d'améliorer les fonctions biogéochimiques et biologiques par une augmentation de la diversité floristique et une régulation des éléments arborés plus drainants et moins attractifs pour la faune des milieux humides.

CZH3 - le curage, la restauration et l'entretien régulier de la mare de 0,3 hectares située au sommet de l'ancienne carrière de l'Estailat en vue de restaurer ses capacités de rétention et ses fonctionnalités pour la faune aquatique.

CZH4 - la restauration de végétations amphibies (environ 1 hectare) sur le haut de l'ancienne carrière de l'Estailat par réduction de la pression des strates arborées implantées et drainants le secteur.

CZH5 - la restauration des saulaies marécageuses (0,6 hectares) au nord-est de la carrière existante (secteur 5 défini précédemment) qui apparaissent dégradées par colonisation d'espèces exotiques envahissantes, notamment le buddleia, ou une dominance du peuplier (*Populus alba* et *Populus nigra*) aux dépens du saule.

CZH6 - la restauration de ripisylves (boisements humides) sur une parcelle actuellement de peupleraie plantée dans les années 1990 en bordure du ruisseau du Fréchet au sud de la carrière, pour une surface de 0,6 hectare. L'objectif est d'obtenir une ripisylve diversifiée, en favorisant notamment la reprise d'autres essences arborées (aulnes, saules, frênes) aux fonctionnalités hydrauliques plus importantes et au pouvoir drainant bien moindre qu'une peupleraie.

12.4 SUIVI DE L'OPÉRATION DE RESTAURATION DE ZONE HUMIDE, OBLIGATION DE RÉSULTAT ET MAÎTRISE FONCIÈRE

Afin de s'assurer de l'efficacité de chacune des opérations de restauration, un suivi est mis en œuvre pour chacune des 6 actions détaillées précédemment.

Le calendrier de mise en œuvre de chaque mesure et le suivi associé sont détaillés pour chaque action dans le dossier transmis par l'exploitant à l'appui de sa demande (compléments sur les mesures de compensation zones humides pages 4 à 30). L'exploitant respecte le calendrier et les mesures de suivi tels que définis dans le dossier et dans toute modification validée.

Le pétitionnaire est chargé d'adresser un rapport du suivi de l'opération après chaque année de suivi (entendu avant le mois de janvier de l'année suivante) au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques (en version électronique). Ce rapport et les suivis sont réalisés à ses frais.

Les opérations conduites doivent aboutir à la restauration de 6,6 hectares d'habitats humides, au sens de l'article L. 211-1 du code de l'environnement et des critères définis à l'article R. 211-108 du même code avec ses textes d'application. Les rapports de suivi doivent évaluer si les milieux restaurés remplissent bien ces critères. Le pétitionnaire détaille notamment, dans ces rapports, la manière dont les résultats des suivis induisent une réorientation éventuelle des mesures de gestion futures, au regard des objectifs de résultat fixés pour les mesures de compensation.

Les obligations de résultat l'emportent sur les obligations de moyen.

Le maître d'ouvrage pétitionnaire est responsable des mesures de compensation qui lui incombent pendant toute la durée de mise en œuvre de ces mesures qu'il délègue ou non leur réalisation et leur suivi à un opérateur de compensation spécifique. Le maintien des objectifs attribués au titre de la compensation est assuré tout au long de la durée d'engagement du pétitionnaire.

En cas d'échec constaté de la restauration après les suivis, une actualisation des mesures de compensation doit être proposée par le pétitionnaire dans le délai d'un an puis mise en œuvre après validation de l'autorité administrative compétente dans le délai fixé par celle-ci.

Les suivis réalisés par le pétitionnaire doivent permettre de s'assurer que les obligations de moyen envisagées sur les mesures de compensation ont été mises en œuvre et que les objectifs de résultat sont atteints ou sont en voie de l'être. En cas de non-respect de ces obligations de moyen ou de résultat, le pétitionnaire actualise ses mesures de compensation.

Le pétitionnaire conserve la maîtrise foncière des sites de compensation au moins pour toute la durée de mise en œuvre des mesures compensatoires. En cas de vente à un tiers pendant cette durée, les modalités d'entretien et de surveillance des zones compensatoires prévues par le présent arrêté doivent être garanties par le pétitionnaire. Le service en charge de la police de l'eau et de la nature doit être immédiatement informé.

Les travaux liés aux opérations de restauration doivent être réalisés conformément au planning fourni pour chacune des actions.

Le service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques est convié aux éventuelles réunions de chantier et est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

La durée totale de mise en œuvre des mesures de compensation « zone humide » est de 40 années à compter de la date de signature du présent arrêté.

Six mois avant la date d'échéance de cette durée d'engagement, le maître d'ouvrage précise à l'autorité administrative compétente le devenir envisagé des parcelles et/ou du site de compensation.

13 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

13.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

13.2 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

13.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de MARTRES- TOLOSANE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MARTRES-TOLOSANE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir les conseils municipaux des communes : d'ALAN, AURIGNAC, AUZAS, BOUSSENS, LAFFITE-TOUPIÈRE, LE FRÉCHET, MANCIOUX, MARIGNAC-LASPEYRES, MAURAN ET ROQUEFORT-SUR-GARONNE ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

13.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie

et le chef du service départemental de la Haute-Garonne de l'Office français de la biodiversité sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Lafarge Ciments.

Fait à Toulouse, le

17 SEP. 2025

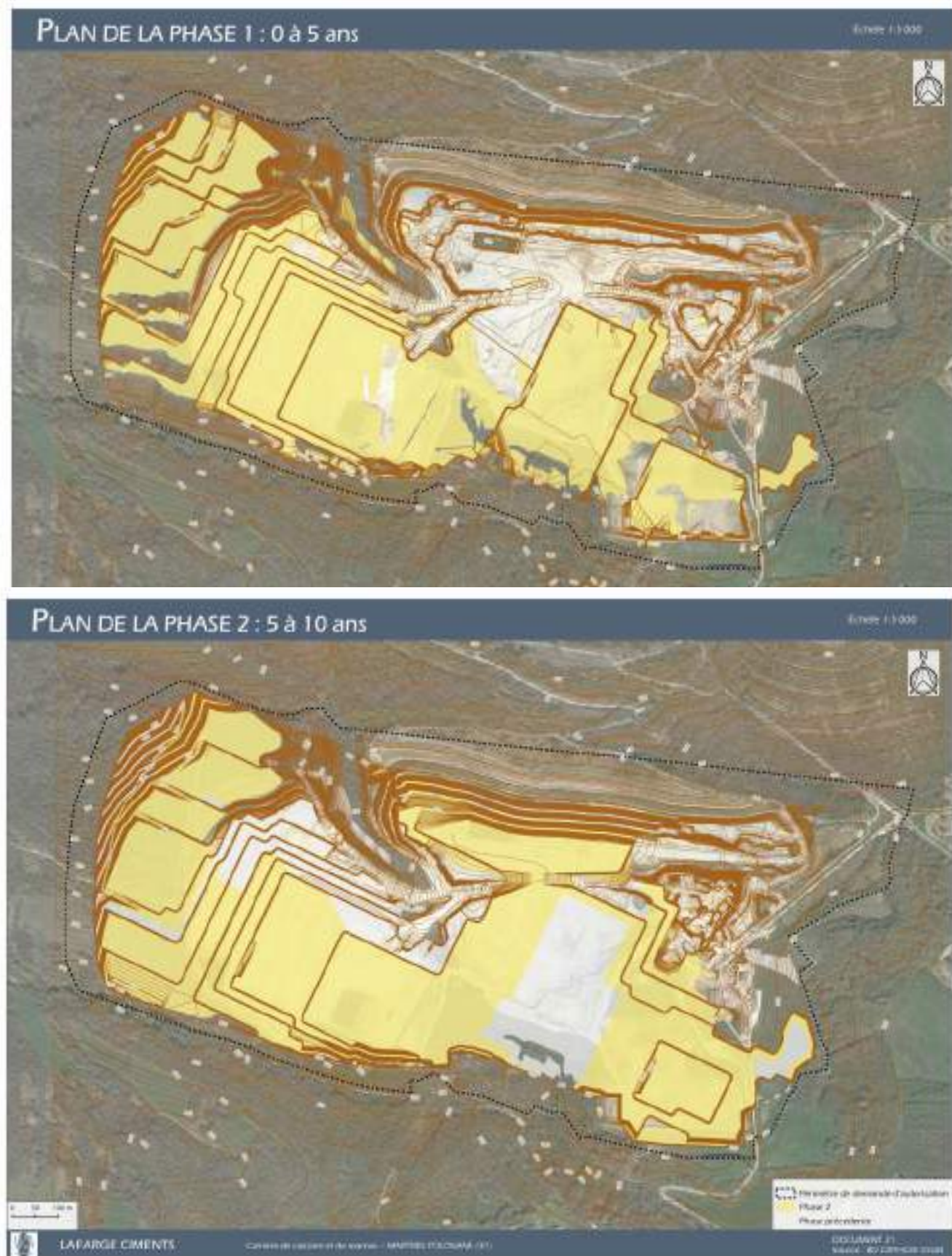
Pour le préfet de la Haute-Garonne,
et par délégation :
Le secrétaire général



Baptiste MANDARD

14 - ANNEXES

14.1 PLANS DE PHASAGE



PLAN DE LA PHASE 3 : 10 à 15 ans

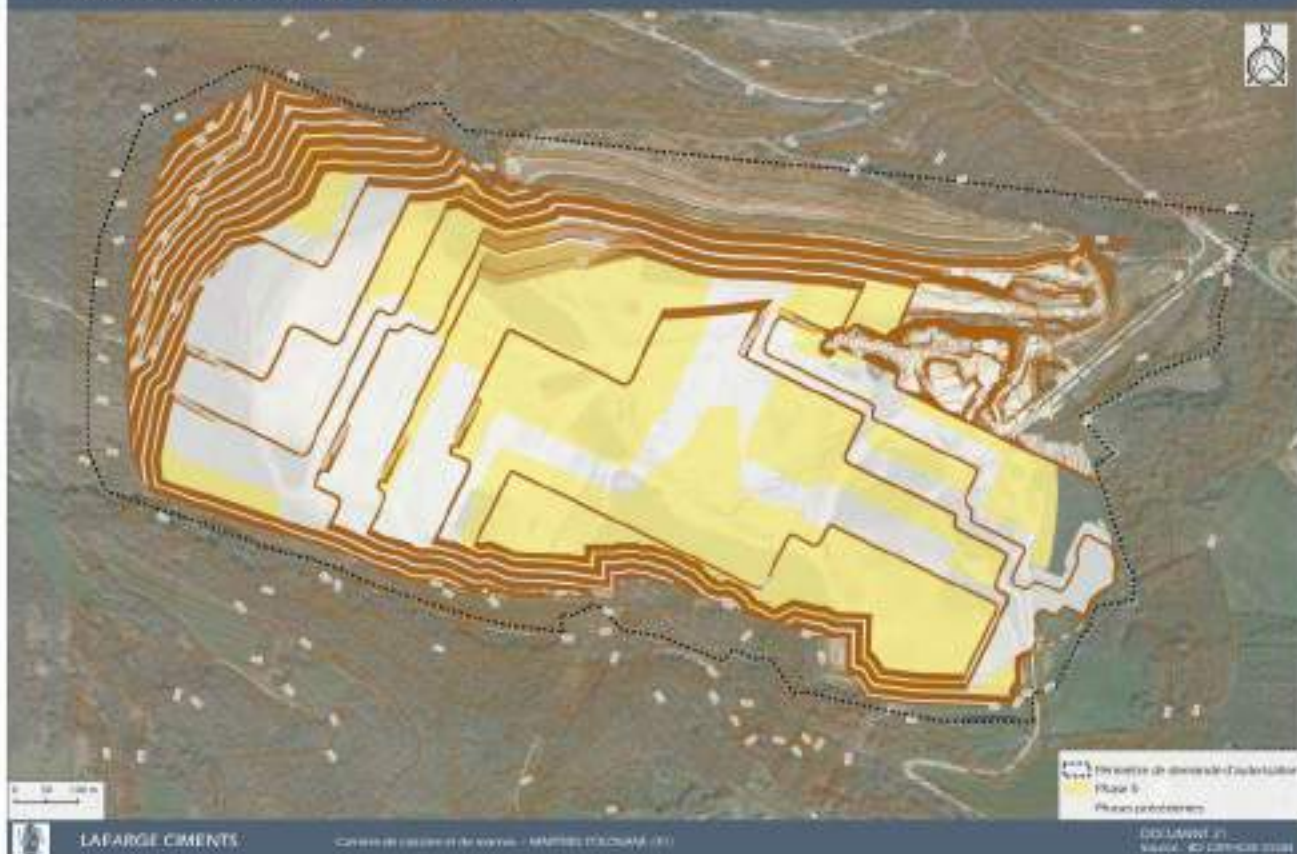


PLAN DE LA PHASE 4 : 15 à 20 ans



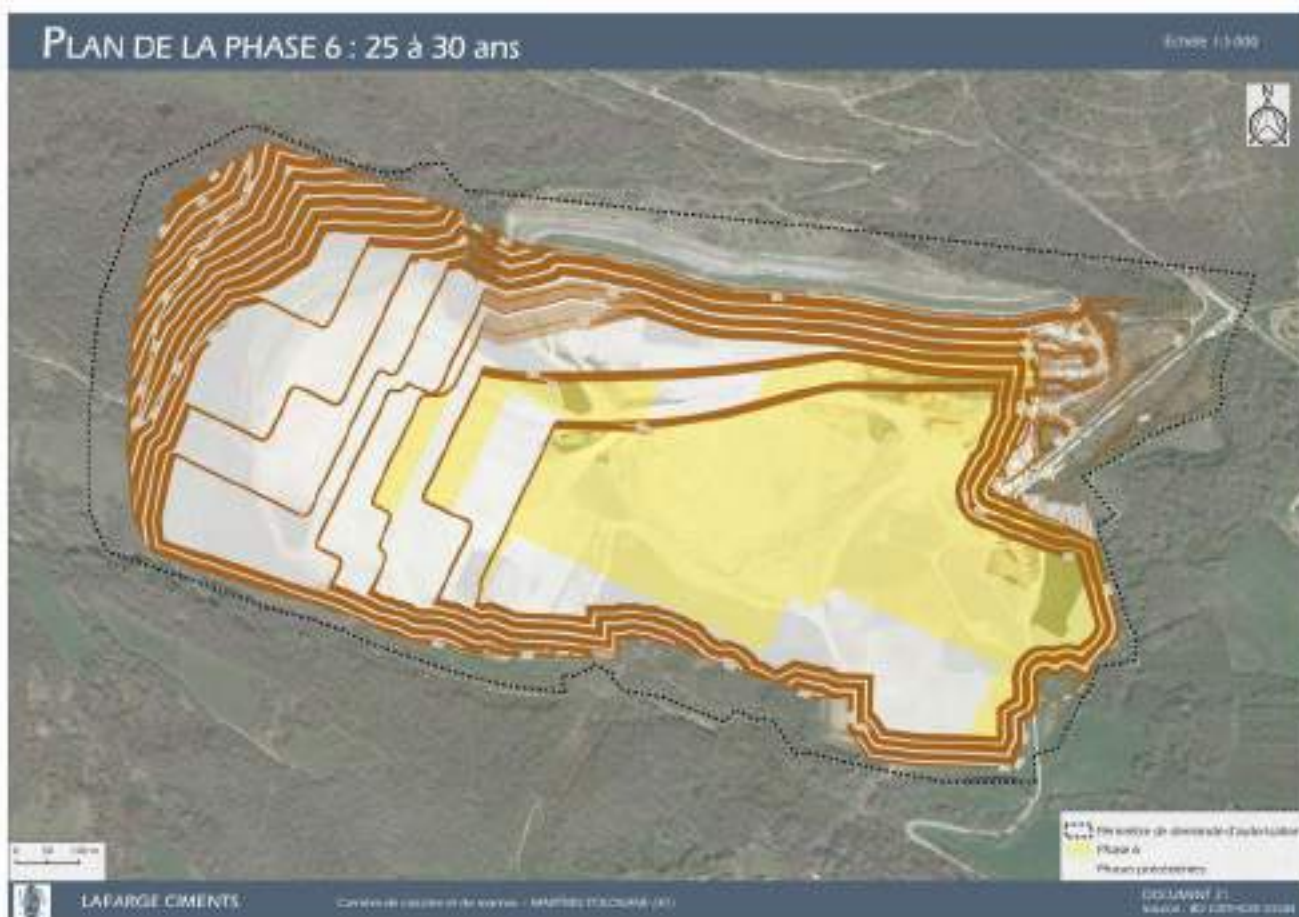
PLAN DE LA PHASE 5 : 20 à 25 ans

Echelle 1:1 000



LAFARGE CEMENTS

Carrière de carrière et de stockage - NANTA (50300) (FR)



14.2 PLAN DE REMISE EN ÉTAT

Phase 1



Phase 2



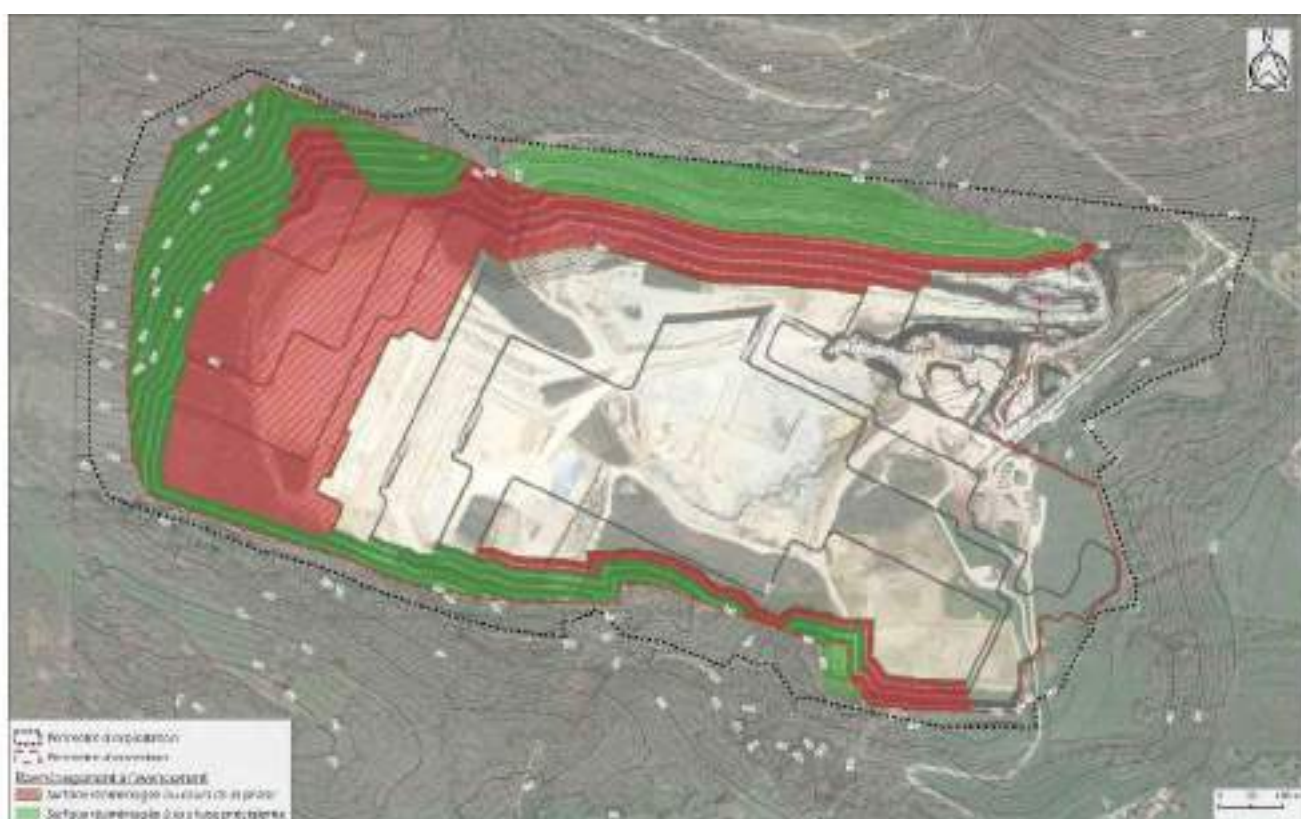
Phase 3



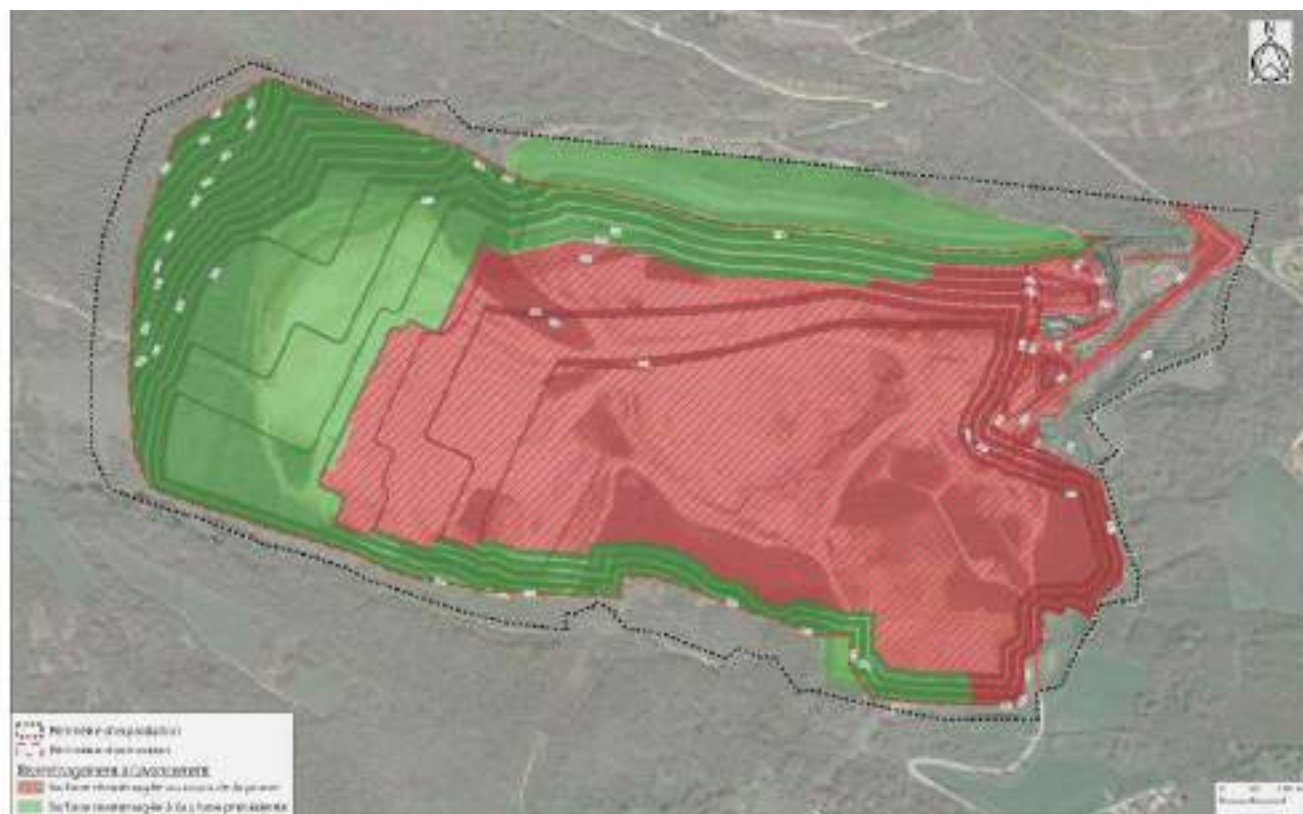
Phase 4



Phase 5



Phase 6

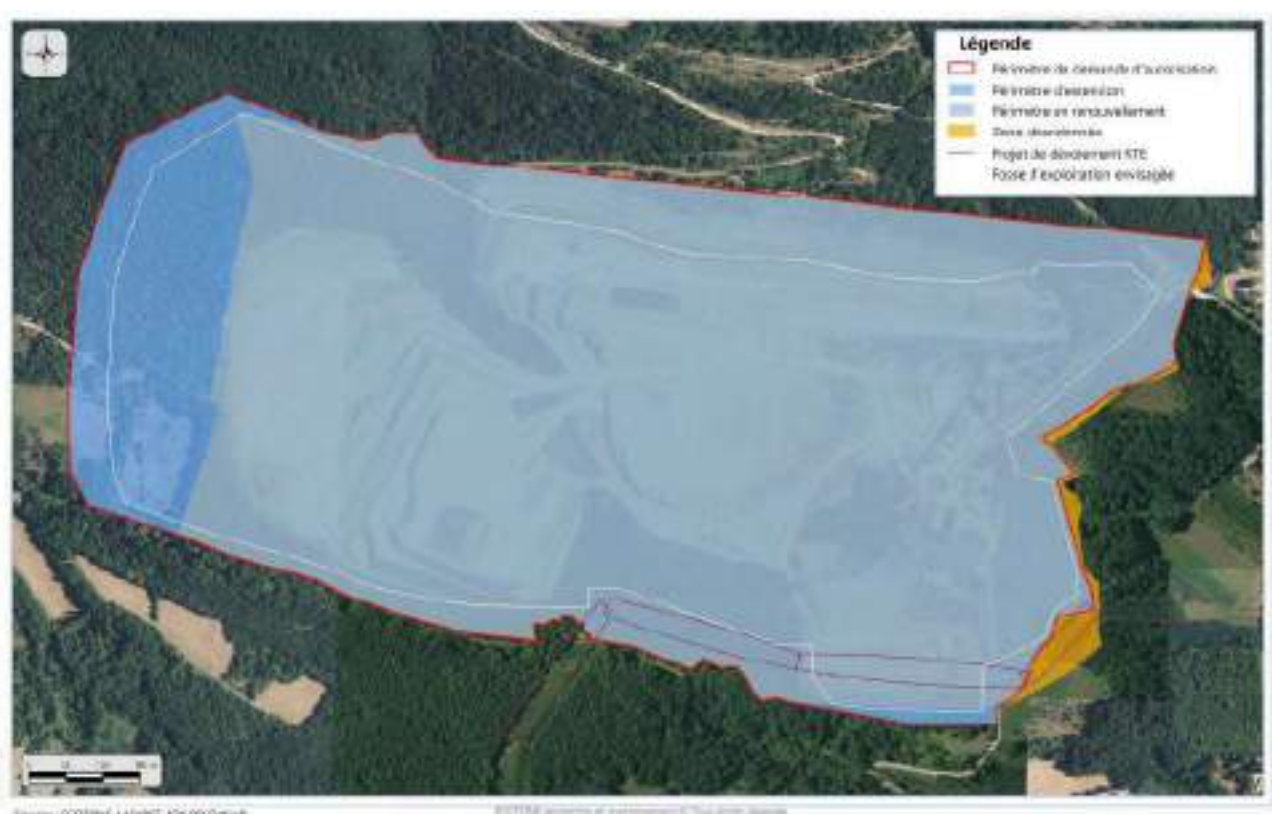


Plan de remise en état final

PLAN DE REMISE EN ETAT



14.3 PÉRIMÈTRE DE LA DÉROGATION AU TITRE DES ESPÈCES PROTÉGÉES



Carte du périmètre de la dérogation au titre des espèces protégées

14.4 LISTE DES ESPÈCES PROTÉGÉES

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
Flore 1 espèce		Coupe	Arrachage	Cueillette	Enlèvement
<i>Iris graminea</i>	Iris à feuilles de graminée		X		X
Mammifère 3 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Genetta genetta</i>	Genette commune				X
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	X	X		X
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux				X
Chiroptère 14 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	X	X		X
<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	X	X		X
<i>Nyctalus leisleri</i>	Noctule de Leisler	X	X		X
<i>Myotis emarginatus/Myotis alcathoe</i>	Murin à oreilles échancrées /Murin d'Alcathoe	X	X		X
<i>Myotis blythii/Myotis myotis</i>	Petit murin/Grand murin	X	X		X
<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreilles échancrées	X	X		X
<i>Myotis mystacinus</i>	Murin à moustaches	X	X		X
<i>Myotis nattereri</i>	Murin (groupe) de Natterer	X	X		X
<i>Pipistrellus nathusii</i>	Pipistrelle de Nathusius	X	X		X
<i>Pipistrellus pygmaeus</i>	Pipistrelle pygmée	X	X		X
<i>Myotis daubentonii</i>	Murin de Daubenton	X	X		X
<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	X	X		X
<i>Eptesicus serotinus</i>	Sérotine commune	X	X		X
<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Pipistrelle de Kuhl	X	X		X

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
Avifaune 45 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Hieraaetus pennatus</i>	Aigle botté				X
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu		X		X
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore				X
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant				X
<i>Circaetus gallicus</i>	Circaète Jean-le-Blanc				X
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe				X
<i>Muscicapa striata</i>	Gobemouche gris				X
<i>Asio otus</i>	Hibou moyen-duc				X
<i>Charadrius dubius</i>	Petit Gravelot		x		X
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir				X
<i>Lanius collurio</i>	Pie-grièche écorcheur				X
<i>Prunella modularis</i>	Accenteur mouchet				X
<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	Bouvreuil pivoine				X
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune				X
<i>Emberiza cirius</i>	Bruant zizi				X
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable				X
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte				X
<i>Cisticola juncidis</i>	Cisticole des joncs		X		X
<i>Galerida cristata</i>	Cochevis huppé		X		X
<i>Accipiter nisus</i>	Épervier d'Europe				X
<i>Sylvia communis</i>	Fauvette grisette				X
<i>Certhia brachydactyla</i>	Grimpereau des jardins				X
<i>Upupa epops</i>	Huppe fasciée				X
<i>Hippolais polyglotta</i>	Hypolaïs polyglotte				X
<i>Carduelis cannabina</i>	Linotte mélodieuse				X
<i>Oriolus oriolus</i>	Loriot d'Europe				X
<i>Poecile palustris</i>	Mésange nonnette				X
<i>Dendrocopos minor</i>	Pic épeichette				X
<i>Picus viridis</i>	Pic vert				X

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
<i>Anthus trivialis</i>	Pipit des arbres				X
<i>Phylloscopus bonelli</i>	Pouillot de Bonelli				X
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini				X
<i>Sitta europaea</i>	Sittelle torchepot				X
<i>Carduelis chloris</i>	Verdier d'Europe				X
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire				X
<i>Aegithalos caudatus</i>	Orite à longue queue				X
<i>Cyanistes caeruleus</i>	Mésange bleue				X
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière				X
<i>Dendrocopos major</i>	Pic épeiche				X
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres				X
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce				X
<i>Regulus ignicapilla</i>	Roitelet à triple bandeau				X
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rosignol philomèle				X
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier				X
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon				X
Amphibien 10 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Triturus marmoratus</i>	Triton marbré	X	X		X
<i>Alytes obstetricans</i>	Alyte accoucheur	X	X		
<i>Hyla meridionalis</i>	Rainette méridionale	X	X		X
<i>Pelodytes punctatus</i>	Pélodyte ponctué	X	X		X
<i>Epidalea calamita</i>	Crapaud calamite	X	X		X
<i>Rana dalmatina</i>	Grenouille agile	X	X		X
<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	X	X		
<i>Bufo spinosus</i>	Crapaud épineux	X	X		
<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	X	X		
<i>Pelophylax ridibundus</i>	Grenouille rieuse	X	X		
Reptile 7 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Chalcides striatus</i>	Seps strié	X	X		
<i>Coronella girondica</i>	Coronelle girondine	X	X		

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
<i>Natrix maura</i>	Couleuvre vipérine	X	X		X
<i>Natrix helvetica</i>	Couleuvre helvétique	X	X		X
<i>Lacerta bilineata</i>	Lézard vert occidental	X	X		X
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	X	X		X
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	X	X		X
Entomofaune 5 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Lopinga achine</i>	Bacchante	X	X		X
<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	X	X		X
<i>Phengaris arion</i>	Azuré du Serpolet	X	X		X
<i>Zygaena rhadamanthus</i>	Zygène cendrée	X	X		X
<i>Cerambyx cerdo</i>	Grand capricorne	X	X		X

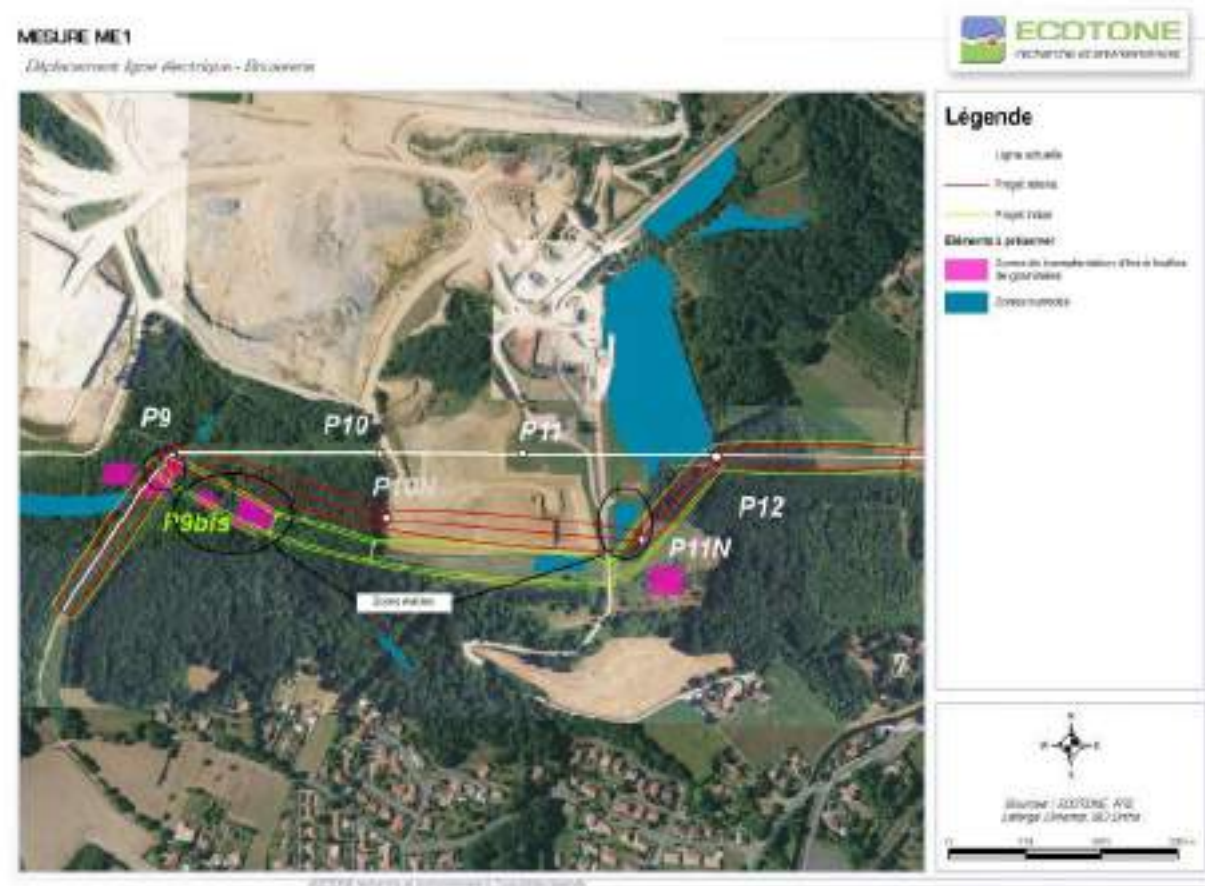
14.5 MESURES ENVIRONNEMENTALES ERCA

EXTRAIT DU DOSSIER DÉROGATION ESPÈCES PROTÉGÉES « DOSSIER DE SAISINE DU CNPN- DEMANDE DE DÉROGATION POUR LA PERTURBATION INTENTIONNELLE, LA DESTRUCTION D'INDIVIDUS ET LA DESTRUCTION/ALTÉRATION 'HABITATS D'ESPÈCES PROTÉGÉES – VERSION FÉVRIER 2020 »

14.5.1 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

ME1 - E1.1.a Adaptation du projet initial de dévoiement de la ligne	
Objectif(s) :	Éviter la destruction des stations transplantées et existantes d'Iris à feuilles de graminées et une zone humide
Espèce(s) concernée(s) :	Iris à feuille de graminée ⁹²


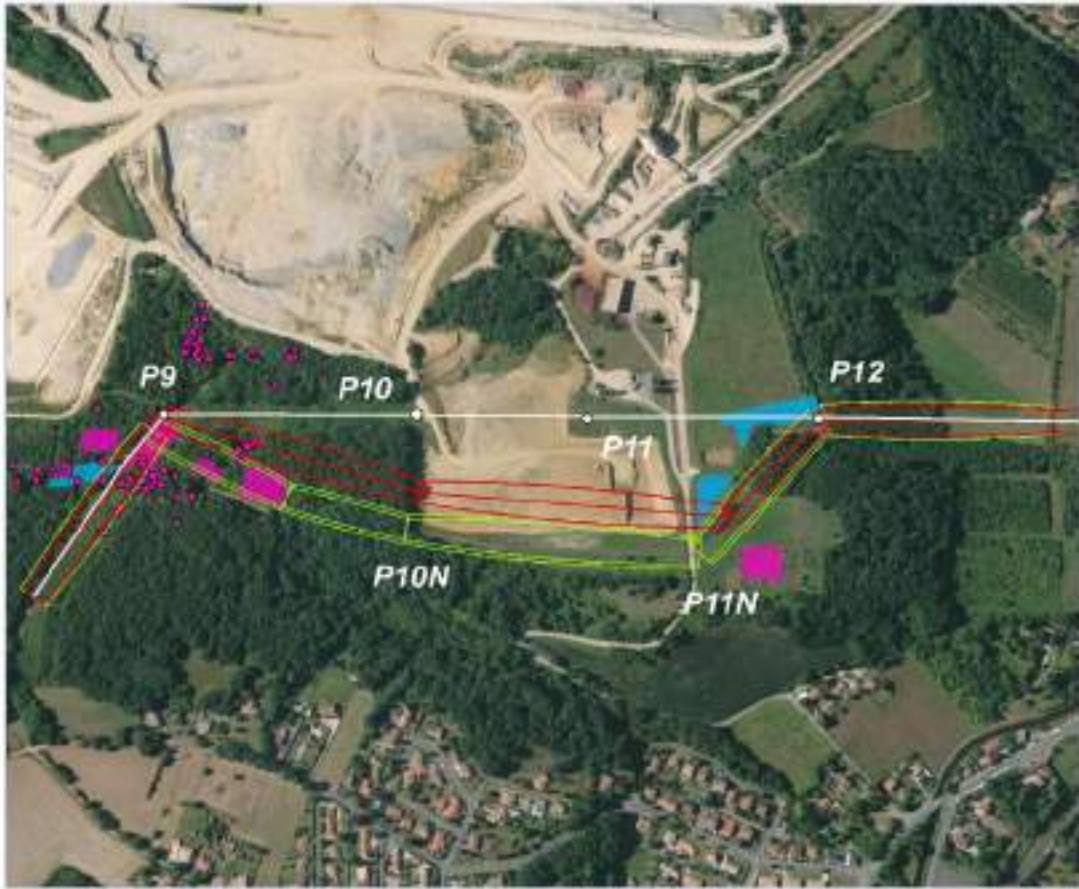

Localisation :




Calendrier : Mesure définie en phase projet et contrôlée en phase chantier (hiver 2025-2026)

Description :	<p>Afin de permettre l'exploitation de la partie sud de la carrière, le déplacement de trois pylônes (10, 11 et 12) est nécessaire. Le projet initial de dévoiement de la ligne RTE au sud du site s'étendait en partie sur une zone bénéficiant d'une mesure compensatoire prévue par l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2010, ayant conduit le groupe Lafarge Ciment à effectuer des transplantations d'Iris à feuilles de graminées en 2010, 2011, 2012 et 2014.</p> <p>Le tracé initial induit le déboisement de la bande de servitude pour les lignes et modifie les conditions édaphiques retenues initialement pour certaines de ces transplantations (celles en milieux arborés de lisières). Ainsi, le choix s'est porté sur l'évitement des stations d'Iris à feuilles de graminées transplantées, plutôt que sur celui des vieux arbres. Afin d'éviter d'impacter les stations d'Iris à feuilles de graminées transplantées, le nouvel emplacement du pylône n°10 a été revu et positionné plus au nord. Le nouveau pylône envisagé n°9bis a été supprimé (le pylône n°9 sera maintenu dans sa position initiale) afin de proposer l'emplacement de moindre impact pour les anciennes stations transplantées d'Iris à feuilles de graminées. Le nouveau projet évite ainsi toutes les stations, alors que le projet initial en impactait trois sur cinq.</p> <p>Par ailleurs, afin d'éviter une zone humide présente à l'entrée de la carrière Lafarge Ciments, le positionnement initial du pylône n°11 a été modifié et a été décalé vers l'est.</p>
Suivi de la mesure :	Contrôle par un écologue, au démarrage du chantier, de la délimitation des emprises
Mesures liées :	/

ME2 - E2.1.a/E2.2a Balisage préventif et mise en défens	
Objectif(s) :	Éviter la destruction des stations transplantées et existantes d'Iris à feuilles de graminées et une zone humide
Espèce(s) concernée(s) :	Iris à feuille de graminée


<p>Localisation :</p>	<div data-bbox="510 204 1003 268"> <p>ME2 - BALISAGE PRÉVENTIF ET MISE EN DÉFENS <i>Déplacement ligne électrique - Goussens</i></p> </div> <div data-bbox="1630 191 1921 268">  </div> <div data-bbox="524 284 1599 1177">  </div> <div data-bbox="1621 293 1935 549"> <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> Ligne existante Projet retour Projet initial Itinéraires de promenade Zones de transplantation d'arbres à proximité de promenade Zone rurale </div> <div data-bbox="1621 979 1935 1171">  <p>Source : ECOTONE, IGN, Cadastre, OpenStreetMap</p> </div>
<p>Calendrier :</p>	<p>En phase chantier (septembre 2025 à l'hiver 2025-2026)</p>

Description :	<p>Matérialisation des évitements des zones transplantées et de la zone humide par une mise en défens autour des emprises des travaux du dévoiement de la ligne RTE (plateformes, pistes et accès).</p> <p>Marquage des Iris à feuille de graminée poussant spontanément à l'été 2025. Mise en défens au droit des stations d'Iris à feuille de graminée identifiées entre les pylônes P9 et P10N.</p> <p>Mise en défens par des dispositifs visibles et interdisant l'accès aux personnels du chantier : clôture légère ou renforcée, « rubalise », piquetage, etc. Le choix des moyens sera fait par les entreprises en phase chantier, mais sera validé par l'écologue en charge du suivi.</p> <p>Le dispositif retenu sera adapté au cas par cas, en fonction des enjeux, des risques et des besoins. Le balisage devra être maintenu fonctionnel tout le long du chantier.</p>
Suivi de la mesure :	Vérification par un écologue ou un naturaliste, de manière à ce que les objectifs de mises en défens soient toujours atteints. La mise en défens sera maintenue durant toute la durée des travaux et sera contrôlée à intervalles réguliers.
Mesures liées :	ME1

ME3 - E2.1.c/E2.2g/E3.1b/E3.2c Respect d'une zone tampon autour de la zone d'exploitation	
Objectif(s) :	Éviter la destruction d'individus, d'habitats naturels et de flore protégée
Espèce(s) concernée(s) :	Iris à feuille de graminée, faune protégée
Localisation :	
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	Maintien d'une zone tampon, au sein de l'emprise d'autorisation, afin de préserver une zone de tranquillité avant la zone

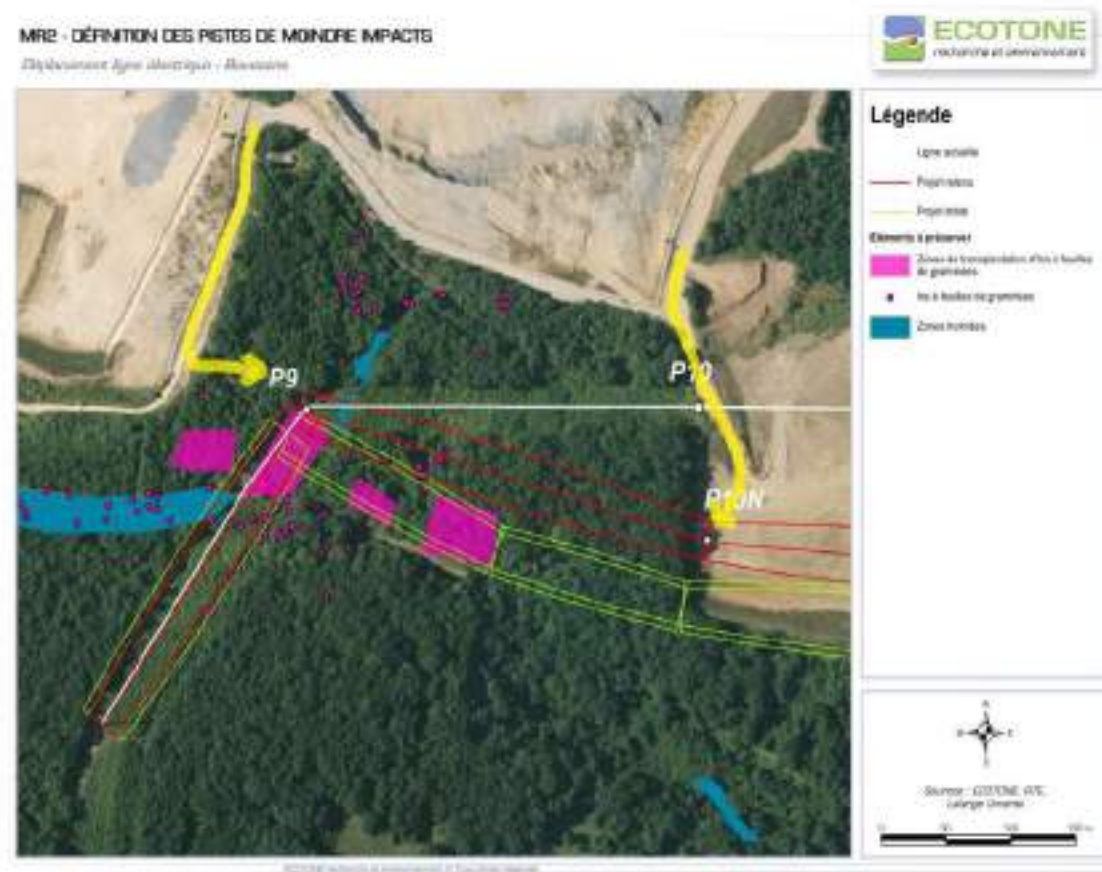
	<p>d'exploitation. Son maintien dans le périmètre d'autorisation permettra de contraindre à une absence d'intervention humaine dans le cadre de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Ainsi, aucune action de déboisement, défrichement ou débroussaillage ne sera réalisée sur ces emprises. Cette zone ne fera pas l'objet d'aménagement de pistes ou de merlons, et permettra le maintien d'une zone sécurisée faisant la transition entre la zone en exploitation et le milieu naturel.</p> <p>La pérennité de cette bande tampon est assurée, car Lafarge Ciments est propriétaire des terrains limitrophes de la zone d'extension à l'ouest du site. Il l'est déjà pour les chemins bordant le reste de la carrière déjà en exploitation.</p> <p>La limite entre l'exploitation et la zone tampon sera matérialisée par une double clôture non barbelée.</p>
Suivi de la mesure :	Contrôle des emprises par un écologue et vérification régulière au cours de l'exploitation
Mesures liées :	/

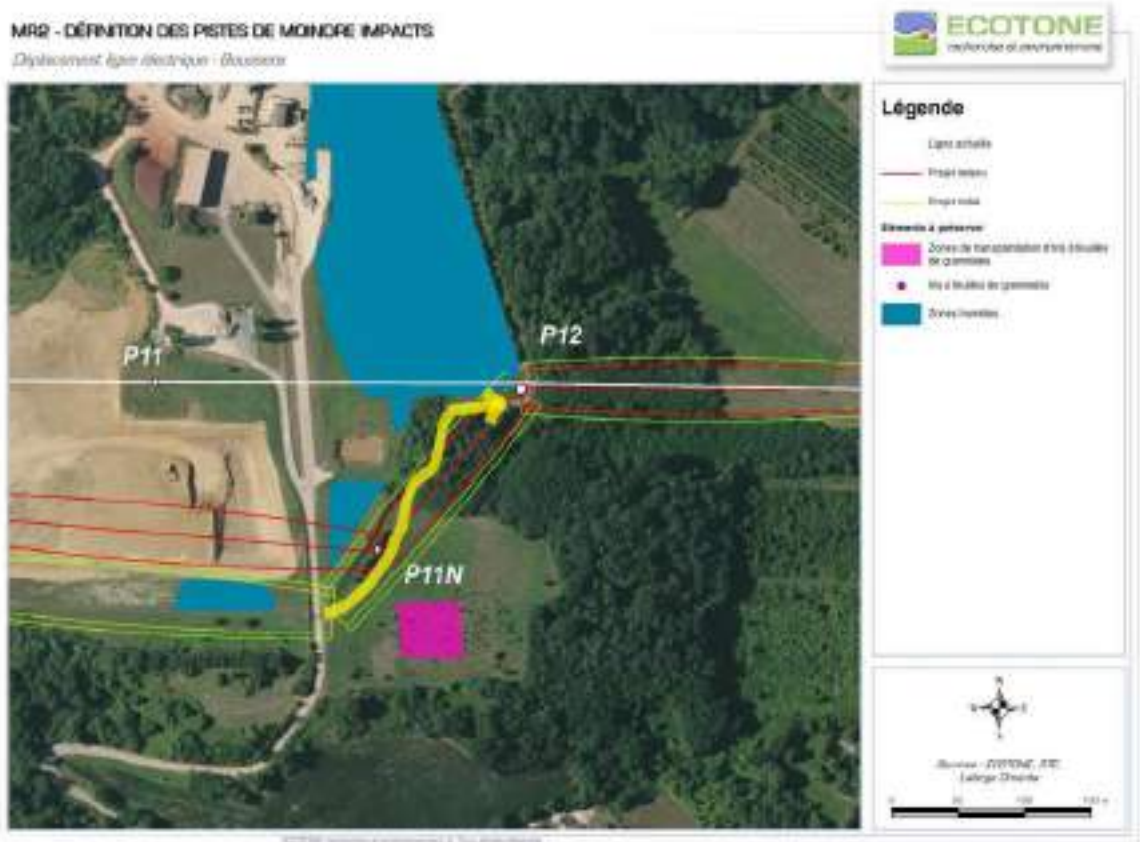
ME4 -E3.1a/E3.2a Absence de dégradation du milieu naturel (air, eau, sol, sous-sol)	
Objectif(s) :	Eviter la dégradation des habitats d'espèces protégées par pollution
Espèce(s) concernée(s) :	Faune et flore protégées
Localisation :	Emprises dédiées sur la carrière
Calendrier :	Toute la durée de l'exploitation
Description :	<p>Afin d'éviter toute pollution/dégradation du milieu naturel par rejet de produits polluants ou de matière en suspension, divers dispositifs de lutte contre la pollution seront mis en place durant toute la durée de l'exploitation, soit les 30 ans de l'autorisation.</p> <p>Un système de traitement des eaux de ruissellement (débourbeur et déshuileur) permettant d'éviter les rejets dans le milieu naturel (matière en suspension, polluants accidentels issus des engins de chantier, etc.), ainsi qu'un système de collecte de tous les déchets par des filières adaptées seront mis en place.</p> <p>Des dispositifs d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier et dispositifs de lutte contre le ruissellement seront mis en place : bassins de décantation provisoires avec dispositif de confinement d'une pollution accidentelle, bassin d'infiltration, installations de traitement des effluents aqueux (système de filtration de captage de polluants, station d'épuration, etc.), fossé de collecte provisoire, dérivation des eaux de ruissellement (merlons, bâches de clôtures), filtres temporaires (paille, sable, boudins « coco »), dispositifs favorisant l'infiltration (exemple : griffage des zones dénudées), imperméabilisations diverses ponctuelles, cuves, etc.</p> <p>Des aires étanches réservées au ravitaillement des engins d'exploitation seront prévues. Le stockage des produits dangereux ou potentiellement polluants se fera dans l'atelier couvert avec des bacs de rétention conformes. Ces dispositifs seront adaptés à la localisation précise et aux cas particuliers avec l'écologue en charge du suivi. Le gasoil non routier servant au fonctionnement des engins sera stocké dans une cuve de 40m3, dans un container dédié.</p> <p>Des kits anti-pollution seront disponibles en permanence sur site et dans les engins de chantier (avec par ex. matériaux absorbants sacs de récupération, boudins flottants).</p> <p>Enfin, l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des milieux au sein du périmètre de la carrière et de l'emprise sera interdite. Des techniques alternatives de désherbage seront mises en œuvre si nécessaire (entretien de la végétation par débroussailluse thermique, fauche régulière, etc.).</p>
Suivi de la mesure :	Contrôle par le responsable Carrière Lafarge
Mesures liées :	/

MR1 - R1.1a/R1.1b/R1.2a. Réduction de l'emprise d'exploitation	
Objectif(s) :	Réduire la destruction d'habitats d'espèces
Espèce(s) concernée(s) :	Faune (chiroptères dont Noctule de Leisler, Zygène cendrée, amphibiens) et flore (Iris à feuille de graminée)
Localisation :	
Calendrier :	Conception de l'emprise de la fosse
Description :	<p>Réduction de 14,9 ha à l'ouest pour diminuer les emprises sur les habitats de l'Iris à feuille de graminée, sur les mésobromions, abritant l'entomofaune patrimoniale (Zygène cendrée notamment), sur la hêtraie abritant des chiroptères en gîte (Noctule de Leisler notamment) et sur les zones humides.</p> <p>En effet, les enjeux de conservation relatifs à la présence de la hêtraie au nord-ouest, aux mésobromions au sud, à l'Iris à feuilles de graminées ou encore au cours d'eau situé au sud de la zone d'étude ont conduit à adapter le projet afin de réduire les impacts sur ces éléments tout en permettant l'exploitation du sous-sol nécessaire à la création de ciment.</p> <p>Par la suite, un travail a été mené afin de réduire les emprises sur les zones humides et une zone humide au nord-est a été</p>

	sortie du périmètre d'extraction, permettant de réduire les impacts.
Suivi de la mesure :	Contrôle des emprises lors des opérations préparatoires à l'exploitation et tout au long de l'exploitation par contrôle annuel de la fosse et du bornage de la carrière
Mesures liées :	/
MR2 - R1.1a/R1.1b/R1.2a. Définition des pistes d'accès et des zones de stockages de moindre impact pour les travaux de dévoiement et respect de leur utilisation en phase exploitation	
Objectif(s) :	Réduire la destruction d'habitats d'espèces et d'individus
Espèce(s) concernée(s) :	Faune et flore protégés : Iris à feuilles de graminées, Bacchante, Grand Capricorne


Localisation :



	<p>MR2 - DÉFINITION DES PISTES DE MOINDRE IMPACTS Dévoisement ligne électrique - Boussem</p>  <p>Calendrier : Phase chantier (septembre - hiver 2025-2026)</p> <p>Description : En phase chantier pour le dévoisement de la ligne RTE, les accès aux pylônes se feront depuis les zones de carrière déjà dégradées (pylône n°10N et n°11N notamment). En ce qui concerne le pylône n°9, l'accès se fait par le nord, en passant par la carrière et un cheminement existant. Dans le cas des accès aux pylônes n°9 et n°12 notamment, des plaques de roulement sont installées afin de réduire les impacts sur la végétation existante, notamment les zones humides (pelouses marnicoles et friches) présentes sur la zone de servitude actuelle.</p>
--	---

	<p>Le cheminement exact est défini par les entreprises retenues par RTE pour le chantier de dépose et déplacement de la ligne, en accord avec Lafarge Ciments et validation de l'écologue, pour permettre le déplacement des équipes et du matériel en toute sécurité via la carrière en cours d'exploitation.</p> <p>Les zones de stockage sont définies au démarrage du chantier.</p> <p>Dans tous les cas, les stations d'Iris à feuilles de graminée et zones de transplantation sont évitées par les accès et les zones de stockage. Dans la mesure du possible tout accès nécessitant l'abattage de vieux arbres en dehors des emprises du projet en phase d'exploitation (zone de servitude) sera proscrit ou soumis à validation par un écologue. Les zones humides sont préservées par les plaques ou tout autre moyen permettant d'éviter le tassement et la dégradation des milieux.</p> <p>En phase d'exploitation, les pistes existantes sont utilisées, sans empiéter sur les bordures ou les zones de transplantation.</p> <p>Une mise en défens de l'ensemble des éléments à éviter est mise en œuvre en amont et durant toute la durée des travaux.</p> <p>(cf. ME2)</p>
Suivi de la mesure :	Contrôle des accès par l'écologue en phase chantier
Mesures liées :	ME2


MR3 - R1.1c/R1.2b. Mise en défens des zones sensibles et respect des emprises	
Objectif(s) :	Éviter la destruction d'individus, éviter la destruction d'habitats naturels
Espèce(s) concernée(s) :	Faune (chiroptères dont Noctule de Leisler, Zygène cendrée, amphibiens) et flore (Iris à feuille de graminée)
Localisation :	cf. mesure MR1
Calendrier :	En phase préparatoire
Description :	<p>Une mise en défens des éléments à enjeux de conservation (hêtraie, cours d'eau, mésobromion, zone humide) est mise en œuvre dès l'obtention des autorisations afin d'éviter tout impact direct sur ces habitats non concernés par l'extension et de faire respecter les emprises définies pendant les travaux préparatoires à l'extension de la carrière. Cette mise en défens est maintenue jusqu'à la pose de la clôture pérenne en limite de la zone d'exploitation.</p> <p>La matérialisation de la zone mise en défens est effectuée par la pose de clôtures, barrières, ou autres aménagements temporaires (grillage avertisseur) installées aux limites des habitats à enjeux concernés. Cette matérialisation est définie, et vérifiée tout au long des travaux préparatoires à la pose de la clôture, avec l'appui d'un écologue ou d'un naturaliste. Elle est vérifiée tout au long des travaux préparatoires à l'exploitation. Cette mise en défens est ensuite pérennisée par la pose de clôtures définitives, obligatoire réglementairement et délimitant la zone d'exploitation de la carrière.</p>
Suivi de la mesure :	Vérification de la matérialisation des emprises par l'écologue.
Mesures liées :	MR1

MR4 - E4.1a/E4.2a. Adaptation des périodes d'intervention sur la végétation	
Objectif(s) :	Réduire (éviter pour certaines espèces) la destruction d'individus pendant les périodes les plus sensibles pour la faune
Espèce(s) concernée(s) :	Tous groupes faunistiques
Localisation :	
Calendrier :	<p>Entre 2025 (sous réserve de l'obtention de l'AP d'autorisation à l'été 2025) et 2045, par phase quinquennale.</p> <p>En amont de chacune des phases d'exploitation</p> <p>La plus grande partie de la future zone d'extension de la carrière sera dévégétalisée dès le début de la première phase d'exploitation, entre 2025 et 2030, le reste s'étalant entre 2030 et 2045.</p> <p>Pour RTE, les travaux de dévégétalisation sont réalisés à la période adéquate qui suivra l'obtention des autorisations, sans dessouchage soit à l'automne 2025.</p>

	<p><i>Dévégétalisation des taillis jeunes et milieux arbustifs (2025/2030 – 2030/2035 – 2040/2045) : 1er septembre à fin février</i></p> <p><i>Coupe des vieux arbres et hêtraie (2025/2030 – 2030/2035) : 1er septembre à mi-novembre</i></p> <p><i>Dessouchage (2025/2030 – 2030/2035 – 2040/2045) : 1er septembre à mi-février</i></p>
Description :	<p>Ces adaptations des périodes sur l'année visent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à réaliser la dévégétalisation en dehors des périodes de fortes pluies pour limiter une dégradation non nécessaire des sols, sur les accès et les zones de stockages notamment ; - à engager les travaux de coupes, fauches et dessouchages de façon progressive, par tranche, pour permettre la fuite des espèces (dans le cas des travaux préparatoires à l'exploitation de la carrière). <p><u>Carrière :</u></p> <p>Durant la phase de travaux préparatoires à l'extension, les opérations de dévégétalisation, comprenant le défrichement et la suppression de la végétation arbustive et herbacée, seront réalisés en dehors des périodes sensibles pour les espèces animales (comprenant les périodes de reproduction, de mise-bas, d'hibernation). Au regard de la surface à défrichement, deux périodes propices aux travaux sont définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les travaux de dévégétalisation de la petite végétation (jeunes taillis, milieux arbustifs) seront effectués uniquement entre le 1er septembre et fin février. -les vieux arbres et la hêtraie feront l'objet d'un protocole adapté, avec un abattage limité entre début le 1er septembre et mi-novembre. <p>A la suite des travaux préparatoires, les dessouchage et décapage seront réalisés ; puis la pose de la clôture et le démarrage de l'exploitation de la zone. A ce titre, précisons que la partie ouest sera totalement dévégétalisée au cours des cinq premières années d'exploitation, prévue entre 2025 à 2030.</p> <p>Attention : Dans le cas où le démarrage de l'exploitation ne pourrait être réalisé avant le mois de mars de l'année suivante, les milieux dévégétalisés à l'automne bénéficieront d'un maintien en état dégradé avec la mise en place d'un décapage afin de limiter l'installation d'espèces pionnières sur ces milieux.</p> <p><u>Dévolement RTE :</u></p> <p>Les opérations de dévégétalisation et de travaux du sol, entre les pylônes 9 et 10N puis sur les plateformes des pylônes 11N et 12N, seront également réalisées entre le 1er septembre et fin novembre afin de réduire les impacts sur les espèces utilisant la zone en reproduction et/ou déplacement et pour la fructification de l'Iris à feuille de graminée. Ces opérations concerneront l'ensemble du layon entre les pylônes 9 et 10N ainsi que des surfaces réduites aux plateformes des pylônes. L'ensemble du layon ne sera pas dessouché afin de réduire le dérangement du sol. Seul sera dessouché un chemin permettant le déplacement d'un engin de chantier entre les pylônes 9 et 10N afin de tirer les câbles entre les deux.</p>

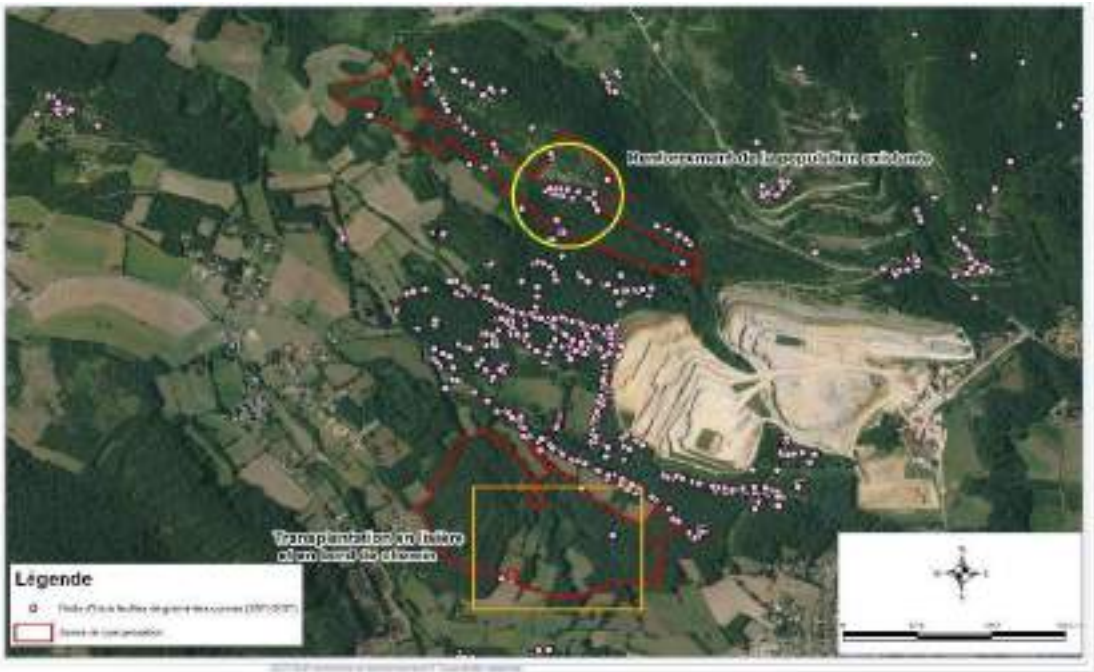
Suivi de la mesure :	<p>Suivi du chantier par un écologue et planification en amont : Comptes-rendus de suivis de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle du respect des périodes définies dans les travaux liés à la carrière - cahier de suivi du personnel et de leur consignation du nombre de jours de non-respect du calendrier (soit nombre d'interventions en période sensible) le cas échéant - sensibilisation à la bonne réalisation des mesures.
Mesures liées :	/


MR5 - R2.1.i. Mise en place de dispositifs permettant d'éloigner les espèces à enjeu avant la dévégétalisation	
Objectif(s) :	Diminuer la destruction d'individus lors des travaux préparatoires
Espèce(s) concernée(s) :	Reptiles protégés : Lézard à deux raies, Couleuvre verte et jaune, Couleuvre helvétique, Lézard des murailles, Coronelle girondine, Seps strié Mammifères protégés : Hérisson d'Europe Amphibiens protégés en gagnage : Crapaud épineux, Crapaud calamite, Pélodyte ponctué, Rainette méridionale, Alyte accoucheur
Localisation :	Sur les emprises défrichées
Calendrier :	Avant et pendant les opérations de défrichement : août/septembre
Description :	En amont de chacune des phases d'exploitation, un écologue procédera, au préalable (lors de la phase des travaux préparatoires), au repérage des gîtes dans les zones d'extension de la carrière. Ensuite, avant le début des travaux et pendant les périodes les moins impactantes pour les reptiles (août/septembre), les tas de pierres susceptibles de constituer des gîtes à reptiles seront déplacés manuellement ou à l'aide de petits engins (validés par un écologue pour leur non-impact sur les individus) vers les zones périphériques (hors zone d'exploitation). Les zones de dépôts seront sélectionnées pour éviter le dérangement ou la mortalité d'individus et pour éviter la dégradation d'habitats naturels ou d'habitats d'espèces patrimoniaux. Ces zones auront été préalablement identifiées par un écologue. Pour les terriers/ blaireautières identifiés, un dispositif d'effarouchement est mis en place afin de faire fuir les individus occupant les gîtes et sera suivi de la fermeture des entrées des terriers afin d'éviter la présence d'individus lors des travaux de dévégétalisation.
Suivi de la mesure :	Repérage des abris à reptiles et blaireautières/terriers Compte-rendu : - présence/absence de milieux favorables sur les secteurs en exploitation - compilation des opérations réalisées dans un document de suivi
Mesures liées :	MR4, MR8

MR6 - R.2.1.k. Adaptation des techniques d'abattage d'arbres	
Objectif(s) :	Limiter la destruction d'individus
Espèce(s) concernée(s) :	Chiroptères arboricoles, insectes saproxyliques (Grand Capricorne)
Localisation :	

	
Calendrier :	1er septembre à mi-novembre entre 2025 et 2045, par phase quinquennale.
Description :	<p>Réalisation d'un inventaire précis et marquage des arbres devant faire l'objet d'un protocole adapté et marquage pour mise en œuvre d'un protocole particulier de coupe par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>51 arbres sont déjà identifiés comme nécessitant une adaptation de la technique d'abattage. Au droit du dévoiement de la ligne HT, 33 arbres supplémentaires seront concernés.</p> <p>Le protocole suivant sera mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Respect du sens d'abattage au sein du parcellaire</u> La coupe permettra la fuite de la faune, même la moins mobile, vers les secteurs non impactés par l'extension en privilégiant un abattage depuis la carrière vers l'extérieur. - <u>Choix des méthodes d'abattage pour les arbres à cavités</u> (découpe spécifique, accompagnement de la descente des arbres, temps de latence entre l'abattage et le déplacement des arbres)

	<p>Découpes effectuées à distance de l'entrée des cavités, en dessous et largement au-dessus de celles-ci.</p> <p>Descente des fûts avec précaution. Les arbres seront démontés morceau par morceau, sans chute directe de l'arbre.</p> <p>Dans la mesure du possible, notamment en cas d'utilisation de bras hydraulique sur le chantier, la descente des fûts sera accompagnée.</p> <p>Conservation des fûts et charpentières avec cavités sur place durant 48 h afin de permettre la sortie des individus qui seraient présents. L'orientation des tronçons de fûts ou de charpentières permettra la sortie des animaux en évitant que les ouvertures ne soient dirigées vers le bas ou qu'elles soient bouchées par d'autres fûts.</p> <p>En limite de la période d'activité des chiroptères (début à mi-novembre), inspection des cavités avant que les tronçons ne soient déplacés. En cas de présence détectée, les tronçons seront mis à l'écart et les éventuels individus récupérés.</p>
Suivi de la mesure :	<p>Accompagnement à l'abattage des arbres à enjeux chiroptères/coléoptères</p> <p>Compte rendu :</p> <ul style="list-style-type: none"> -contrôle de la présence de cavités et/ou d'individus -nombre d'individus amenés en centre de soins -comptes-rendus de suivi de chantier et du respect des méthodes préconisées lors du suivi de chantier
Mesures liées :	MR4, MR8

MR7 - R2.1.o. Transplantation de l'Iris à feuilles de graminée	
Objectif(s) :	Réduire la destruction d'Iris à feuille de graminée
Espèce(s) concernée(s) :	Iris à feuille de graminée
Localisation :	<p>Récolte sur la zone d'extension, transplantation vers deux sites d'accueil privilégiés : le secteur du château d'eau, notamment en lisière des boisements et en remontant vers la compensation actuelle, et l'ancienne carrière de l'Estailat.</p> <p>Le secteur du Montgrand pourra aussi voir sa population densifiée par la plantation de pieds sur les secteurs de présence de l'Iris.</p> <p>A préciser et valider avec CBNPMP et CEN Occitanie.</p>
	 <p>The map is an aerial photograph with overlaid data. Purple dots represent the existing population of Iris à feuilles de graminée. Two yellow rectangular outlines indicate planned transplantation areas: one in the upper right labeled 'Montgrand: site de population existante' and another in the lower center labeled 'Transplantation en lisière d'un bois de chênes'. A red line outlines a larger area. A legend in the bottom left corner identifies the purple dots as 'Iris à feuilles de graminée (2010-2011)' and the red outline as 'Zone de transplantation'. A scale bar and a north arrow are in the bottom right corner.</p>

	
Calendrier :	<p>Repérage des pieds d'Iris à feuilles de graminée lors de la période de visibilité des pieds, en feuille et/ou en fleur, l'espèce ne fleurissant pas tous les ans, c'est-à-dire entre mai et juin. Seconde session à l'automne lors du jaunissement des feuilles,</p> <p>Transplantation sera réalisée à la période végétative suivante, entre septembre et novembre. Opération sera réalisée en amont de chaque année de défrichement, soit sur deux à trois ans par zone de présence de l'espèce.</p>
Description :	<p>Protocole réalisé d'après les retours d'expérience des précédentes transplantations réalisées et de celles du massif du Pihourc réalisées par le CEN et le CBNPMP.</p> <p>Récolte</p> <p>- Récupération des plants manuellement (pelle ou bêche) ou avec une mini-pelle si le secteur est accessible. Le rhizome entier sera récupéré, avec la motte solidaire, et transporté directement à l'abri du soleil et du vent dans des sacs pour leur déplacement. Les jours venteux ou trop ensoleillés seront évités pour limiter la dégradation du système racinaire avant réimplantation.</p>

	<p>- Division des pieds possible sur les pieds les plus importants pour permettre une diversité à la plantation.</p> <p>Plantation</p> <p>- Transplantation dans des secteurs identifiés représentant des conditions édaphiques similaires : milieux ouverts, chemin en chênaie, etc. Zones en cours de validation avec le CEN et le CBN.</p> <p>- Afin de conserver une diversité génétique la répartition des plants sera réalisée de manière à mélanger des pieds de différents secteurs de la zone d'extension.</p> <p>- Plantation dans les 3 jours suivant la collecte sur les sites d'accueil préalablement préparés et localisés au GPS.</p> <p>- Préparation du sol : terrain d'accueil sera ameubli sur la surface et la profondeur nécessaire pour accueillir la motte récoltée. Avant transplantation, les sites boisés feront l'objet d'un nettoyage pour éclaircir le peuplement si nécessaire (enlèvement du bois mort). Si nécessaire, le sol sera amendé par de la terre meuble, par exemple de la rendzine à raison de 0,5m³ par plant. La motte sera ameublie pour être enterrée et recouverte avant la réalisation d'un plombage à l'eau.</p> <p>- Localisation : secteurs de transplantation matérialisés par une clôture simple (filin métallique sur piquets fins) et coordonnées GPS récupérées. Tous les pieds ou groupe de pieds seront identifiés in situ.</p> <p>- Deux méthodes de transplantation seront mises en œuvre : en ligne sur des secteurs permettant un suivi de la reprise et en touffe sur d'autres secteurs afin de favoriser la reprise naturelle de cette espèce, dans des secteurs où l'espèce est déjà connue. Avant toute plantation, un schéma de transplantation sera réalisé afin de connaître la répartition des pieds.</p>
Suivi de la mesure :	<p>Suivi réalisé selon deux méthodes en fonction du choix de plantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur des transects, à raison d'un comptage des tiges végétatives et florifères par tronçons de 50 cm depuis la balise GPS ; - sur l'étendue des stations surfaciques aux nombreux pieds, par analyse de graphiques radar permettant l'analyse spatiale des stations suivies. Une balise GPS est installée au centre de la station et le rayon de la station est mesuré pour chaque point cardinal permettant d'aboutir à un suivi. <p>Comptes-rendus de localisation des pieds en amont de la dévégétalisation.</p> <p>Comptes-rendus des opérations de récoltes et de plantation transmis au CBN et aux services de l'état.</p> <p>Suivi en n+1, n+2, n+3 puis n+6, n+9, n+12, n+15 de la bonne prise des plantations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définition du taux de survie à n+1 et chaque année de suivi ; - définition du taux d'extension des stations surfaciques.
Mesures liées :	/

MR8 - R2.1.o. Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces en phase de dévégétalisation (en amont de l'exploitation)	
Objectif(s) :	Limitier la destruction d'individus
Espèce(s) concernée(s) :	Espèces arboricoles (mammifères), reptiles et amphibiens
Localisation :	Emprise de l'extension
Calendrier :	Tout au long des opérations amonts à l'exploitation
Description :	<p>En cas de découverte lors de l'abattage d'arbres (défrichement et déboisement)</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise arrête l'abattage, obstrue les cavités (pour éviter la sortie d'individus) et met le tronçon de côté ; - En fonction de l'état sanitaire de l'individu, celui-ci sera soit relâché, soit placé dans une boîte de confinement par un écologue ; - Si besoin, l'écologue contactera les centres de soins/expert les plus proches pour y amener les individus blessés ou plus stressés. Au préalable, et avant le démarrage de l'abattage des arbres, ce centre de soins/expert aura été prévenu de la mise en place de cette mesure afin qu'il anticipe (si besoin) les opérations à installer. - Dans la mesure du possible, le relâcher sur site des individus sera privilégié afin de leur éviter du stress supplémentaire ; Les individus soignés dans le centre de soins seront, a posteriori, relâchés aux environs de la zone déboisée, mais à la fin de la globalité du déboisement. <p>Les boîtes de confinement seront réalisées selon les derniers retours d'expérience en la matière. Actuellement, les configurations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension des boîtes de confinement de taille approximative : Longueur = 60 cm x Largeur = 40 cm x Hauteur = 30 cm - Caractéristiques des boîtes : <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une petite trappe pour la sortie et ouverture sur le dessus pour installer la chauve-souris ; • Isolation thermique à l'intérieur ; • Présence d'une grille dans la boîte sur la partie supérieure (pour permettre aux animaux de s'accrocher) ; • Présence de grilles d'aération et protection contre la pluie • Présence d'eau à l'intérieur pour permettre aux animaux de boire. <p>Cette mesure pourra être étendue à toute espèce se retrouvant sur les emprises et nécessitant d'être déplacée pour éviter une mortalité (amphibiens, reptiles).</p>
Suivi de la mesure :	Comptes-rendus des sauvetages avec nombre d'individus, espèces, lieux de capture, centre de sauvegarde, et lieu de relâché ensuite
Mesures liées :	MR6, MR3, MR5

MR9 - R2.1.i. Dispositif permettant de limiter l'installation sur la carrière des espèces à enjeu en phase d'exploitation	
Objectif(s) :	Diminuer, voire éviter la destruction d'individus lors de travaux d'exploitation de la carrière
Espèce(s) concernée(s) :	Tous groupes faunistiques
Localisation :	Carrière en exploitation
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Mise en place de dispositifs d'évitement et de réduction lors de l'exploitation de la carrière.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Sensibilisation du personnel de la carrière</u> par un écologue et/ou le responsable environnement en début de chaque année afin de faciliter la prise en compte de ces enjeux sur le secteur ; - <u>Evitement des points d'eau favorables aux amphibiens pionniers</u> : Le sol de la carrière présente des caractéristiques particulièrement drainantes, et les pistes de circulation sont régulièrement entretenues afin d'éviter la création d'ornières et faciliter la circulation des engins pour des raisons de sécurité et de facilité d'exploitation. Toutefois, la carrière devant être approfondie, les conditions de rétention de l'eau pourraient se voir modifier et une attention supplémentaire au comblement des ornières sera apportée entre février à juin lors d'épisodes pluvieux, période possible d'installation d'amphibiens et notamment du Crapaud calamite, espèce affectionnant les petits points d'eau pour sa reproduction. L'opération de comblement des ornières et dépressions sera réalisée entre le 1er janvier et fin juillet le plus régulièrement possible, avec validation d'un écologue pour la manière et le moment de procéder en cas de présence avérée d'amphibiens. - <u>Evitement de zones dénudées/enherbées favorables à l'avifaune nicheuse</u> : Afin d'éviter l'installation d'espèces nicheuses des milieux ouverts sur les zones de stockage de terre végétale, ces dernières seront : Soit entretenues régulièrement (selon la vitesse d'apparition de la strate herbacée) afin d'éviter l'installation d'individus ; Soit conservées en l'état, sans entretien ni dépôt durant toute la phase sensible pour l'avifaune nicheuse (soit entre mars et fin août). Des dépôts pourront cependant être réalisés aux abords de ces zones, sans toucher à la surface existante. Par exemple, un stockage inférieur à 5 ans sera associé à une fauche intensive afin d'éviter une appropriation par la faune, les stockages pérennes bénéficieront d'une gestion extensive - <u>La gestion des fronts de taille</u> : Dans le cas où des fronts de taille seraient ou devraient être inexploités pendant plusieurs semaines en phase de reproduction de l'avifaune (soit entre mars et août), il faudra rentrer dans un des cas de figures suivants : - Soit qu'un écologue ou un responsable Lafarge Ciments formé par l'écologue vérifie qu'il n'y a pas d'oiseau en reproduction sur la zone ; - Soit attendre le mois de septembre pour reprendre l'exploitation du secteur en cas de nidification ; - Soit organiser l'exploitation régulière pour éviter l'installation d'espèces en nidification

	Le recours à un écologue sera nécessaire en cas de présence avérée d'espèces protégées sur des secteurs en exploitation et devant être travaillés pour mettre en oeuvre des sauvetages si nécessaire (cf. mesure M9).
Suivi de la mesure :	Comptes rendus : - vérification du respect de la mesure (mesure S3) - présence ou non d'espèces sur les zones d'extension et présence/absence de milieux favorables sur les secteurs en exploitation - présence/absence de mortalité ou dérangement d'espèces pionnières
Mesures liées :	MR10

MR10 - R2.1.o. Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces en phase exploitation	
Objectif(s) :	Limitier la destruction d'individus
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune (à priori surtout amphibiens)
Localisation :	Carrière en exploitation
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>En cas de découverte d'espèces pionnières ayant colonisé des secteurs en exploitation ou d'espèces en divagation Un écologue sera contacté afin de définir le protocole à mettre en place selon l'espèce et le secteur concerné, et éventuellement arrêter les mouvements de tombereaux si cela était pertinent.</p> <p>Par exemple, en cas de découverte d'amphibiens en reproduction ayant colonisé des secteurs en exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un protocole de récupération des individus : 1. Prospection de toutes les zones en eau au sein des emprises travaux concernées. 2. Capture des amphibiens adultes à l'aide d'un filet troubleau ou directement à la main (zones facilement accessibles peu profondes – utilisation de gants latex non poudrés). 3. Ramassage des pontes et/ou têtards à l'aide d'un seau ou d'une passoire. 4. Transfert rapide vers leur site d'accueil identifié à proximité en fonction des espèces – transport entre les sites effectué grâce à des seaux fermés par un couvercle. - Une fiche de capture sera remplie pour chaque nuit de sauvetage. - Respect du protocole d'hygiène contre la chytridiomycose (LPO, 2022)
Suivi de la mesure :	Comptes-rendus des sauvetages avec nombre d'individus, espèces, lieux de capture, centre de sauvegarde, et lieu de relâché ensuite
Mesures liées :	MR9

MR11 - R2.1.e. Optimisation de la gestion des matériaux	
Objectif(s) :	Diminuer la propagation d'espèces végétales envahissantes Limiter la création de pièges pour la faune Limiter la dégradation d'habitats naturels
Espèce(s) concernée(s) :	Habitats naturels, faune et flore
Localisation :	Carrière en exploitation
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Afin d'optimiser la gestion des matériaux et déblais, les actions suivantes seront mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une partie des souches et branchages issus de la dévégétalisation, sera utilisée à la création de gîtes à petite faune à l'extérieur de la carrière et sur les zones compensatoires. - Les déchets d'extraction tels que la terre végétale ne seront pas exportés et seront valorisés sur le site. Ces matériaux seront extraits au fur et à mesure des besoins et utilisés dès que possible en réaménagement de la carrière ou stockés temporairement. Les stockages sur site seront des stockages de déchets d'extraction de faible surface et de faible volume n'entraînant aucun risque en termes de stabilité. - La terre végétale issue du décapage des zones à mésobromions sera isolée des tas de terre végétale issue des milieux arborés. - Le stockage des matériaux se fera sur des zones déjà remaniées/exploitées validées par l'écologue. - Les terres stockées temporairement, sauf celles des mésobromions, serontensemencées avec des graines issues de la filière « végétal local », afin de limiter le développement d'espèces exotiques envahissantes. Cela permettra également de limiter le phénomène d'érosion, en tamponnant le ruissellement, en piégeant les sédiments et évitant leur transport vers les cours d'eau et rivières. Ils bénéficieront d'une fauche tardive, plus ou moins intensive selon la durée de stockage des matériaux envisagée (un stockage inférieur à 5 ans sera associé à une fauche intensive afin d'éviter une appropriation par la faune, les stockages pérennes bénéficieront d'une gestion extensive). - Enfin, les zones décapées dont l'exploitation est terminée seront égalementensemencées à l'avancement.
Suivi de la mesure :	<p>Comptes rendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comptes-rendus de suivi des travaux préparatoires - contrôle des espèces exotiques envahissantes sur les stocks de terre végétale
Mesures liées :	/

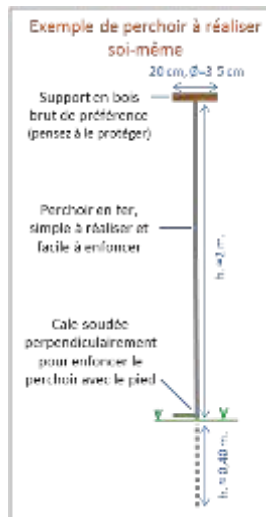
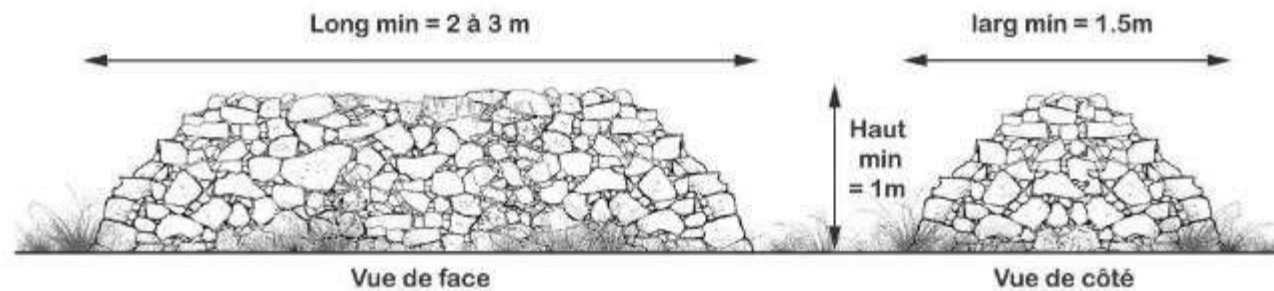
MR12 - R2.1.f. Veille concernant les espèces exotiques envahissantes et mise en place de moyens de lutte si besoin	
Objectif(s) :	Veille concernant les espèces exotiques envahissantes et mise en place de moyens de lutte si besoin
Espèce(s) concernée(s) :	Espèces exotiques envahissantes notamment Buddleia
Localisation :	Ensemble de la carrière
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation, deux passages par an en avril et août pour plan d'action sur les 3 premières années après les opérations de décapage
Description :	<p>Suivi des espèces exotiques envahissantes via 2 passages par an sur les 3 premières années après les opérations amont. L'écologue identifiera les plantes problématiques et produira un plan d'intervention pour éliminer la ou les plantes observées, ou tout au moins celles qui sont susceptibles d'être gérées efficacement. Le Conservatoire Botanique pourra être contacté pour valider le protocole mis en place et la période d'intervention.</p> <p>Le Maître d'Ouvrage devra alors trouver une structure en charge de ce nettoyage. Le travail sera suivi par un écologue le cas échéant, selon la complexité/sensibilité des actions à mettre en œuvre.</p>
Suivi de la mesure :	<p>Comptes rendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> -présence d'espèces invasives sur les secteurs remaniés -nombre d'intervention de gestion -comptes-rendus des contrôles espèces exotiques envahissantes - CR en n+1, n+2 et n+3 après démarrage d'une phase d'exploitation.
Mesures liées :	/

MR13 - R2.1k/R2.2c. Dispositif de limitation des nuisances envers la faune	
Objectif(s) :	Limitier le dérangement pour la faune
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune
Localisation :	Ensemble de la carrière
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Cette mesure encadre le fonctionnement de la carrière afin de limiter les nuisances envers la faune, notamment les nuisances lumineuses et sonores. Tous les embranchements faunistiques peuvent être concernés : avifaune, entomofaune, mammifères, chiroptères, etc.</p> <p><u>Concernant les nuisances lumineuses :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les éclairages autorisés concerneront uniquement la base vie, et seront orientés vers le bas ; - Les éclairages liés à l'utilisation des engins de chantier seront limités aux phares des engins. - Les surfaces réfléchissantes seront évitées. <p><u>Concernant les nuisances sonores :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place de merlons végétalisés aux alentours de la fosse permettra de diminuer les nuisances sonores ; - L'approfondissement de la carrière au lieu de son étalement permettra de réduire les nuisances ; - Le concasseur est situé dans un bâtiment fermé afin de limiter les nuisances sonores liées à son utilisation. Il sera par la suite déplacé en fond de fosse. - Deux à quatre campagnes de tirs seulement seront réalisées par an, avec environ trois tirs par semaine pendant deux mois. La première commencera avant le démarrage de la période de reproduction durant le mois d'avril et se poursuivra jusqu'en juin au plus tard. Ainsi les espèces venant se reproduire à proximité du site auront eu une période d'habituation au bruit. La seconde campagne de tirs s'étalera de septembre à novembre. <p>Toute modification de ce fonctionnement fera l'objet d'une évaluation par un écologue et de la définition de mesures supplémentaires de réduction le cas échéant.</p>
Suivi de la mesure :	<ul style="list-style-type: none"> - Compte-rendu des campagnes de tirs - Note envoyée à la DREAL le cas échéant
Mesures liées :	/

MA1 - R2.1.p. Gestion écologique des habitats dans la zone tampon et au droit des espaces courants de la carrière	
Objectif(s) :	Gérer les milieux dans le périmètre autorisé hors d'exploitation
Espèce(s) concernée(s) :	Habitats d'espèces
Localisation :	Zone tampon dans le périmètre d'autorisation hors exploitation
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Une gestion écologique des milieux présents au sein de la zone tampon sera mise en place. Elle respectera les prescriptions ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les milieux boisés présents dans la zone tampon seront gérés selon un principe de non-intervention, sauf risque de sécurité (arbre risquant de tomber, risque d'incendie accru). - Les milieux ouverts de type mésobromions bénéficieront quant à eux d'un pâturage extensif avec une troupe ovine ou d'une fauche tardive afin de conserver la qualité des habitats. - Une veille des espèces exotiques envahissantes sera menée, et pourra conduire le cas échéant à des interventions de gestion. <p>Les espaces courants de la carrière et les abords (pelouses, secteurs entretenus par tonte...), notamment autour des bureaux seront entretenus selon un principe de gestion raisonnée. Les opérations d'entretiens seront limitées au strict nécessaire et seront effectuées en dehors des périodes sensibles pour la faune, soit hors de la période de mars à juillet, pour permettre l'expression de la végétation et la faune associée (notamment entomofaune). Seuls les secteurs soumis à des contraintes de sécurité et/ou de logistique seront entretenus de manière intensive (tonte régulière).</p>
Suivi de la mesure :	Compte rendu : Déroulement de la gestion des milieux
Mesures liées :	/

MA2 - R2.1.p. Gestion écologique des habitats sous la ligne électrique	
Objectif(s) :	Gérer les milieux sous la ligne électrique
Espèce(s) concernée(s) :	Habitats d'espèces
Localisation :	Zone de servitude sous la ligne électrique
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Une gestion écologique des milieux présents sous la ligne électrique de RTE sera mise en place. L'entretien de la végétation s'étendant sous la ligne électrique de RTE s'appuiera sur un cahier technique de bonne pratique tenant compte des enjeux écologiques identifiés. La végétation sous la ligne électrique bénéficiera d'un entretien extensif, avec une coupe non rase de la végétation et le respect des pieds d'Iris à feuilles de graminées.</p> <p>Ce cahier technique, validé par une convention tri-partite entre Lafarge Ciments, RTE et un bureau en écologie contraindra, entre les pylônes 9 et 10N, l'entreprise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Eviter les zones où l'Iris à feuilles de graminée est présente ou de mettre en œuvre un entretien particulier. Un écologue sera mandaté avant les actions d'entretien afin d'identifier les pieds d'Iris, les baliser et définir les mesures de protection à mettre en œuvre durant l'entretien ; -Effectuer la coupe à une hauteur plus élevée (pas moins de 50 cm) ou diversifier les hauteurs de coupe ; -Utiliser des modes de coupe doux ; -Réaliser un passage tous les trois ans à 5 ans uniquement ; -Eviter les périodes de floraisons et d'éclosion de l'entomofaune. L'entretien sera uniquement possible entre septembre et février.
Suivi de la mesure :	<p>Convention tripartite entre Lafarge Ciments, RTE et un écologue.</p> <p>Comptes rendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Vérification du respect de la convention ; - Déroulement de la gestion des milieux ; - Contrôle du maintien de l'Iris à feuilles de graminée
Mesures liées :	/

MA3 - A3.a. Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune à proximité de la zone d'autorisation	
Objectif(s) :	Créer des habitats attractifs pour la faune en dehors des emprises d'exploitation
Espèce(s) concernée(s) :	Reptiles, rapaces (notamment Milan noir)
Localisation :	 <p>The image is an aerial photograph of a landscape with a large, light-colored, irregularly shaped area in the center, likely a quarry or construction site. To the right of this area, there is a smaller, more defined area outlined in red and green. A legend in the bottom right corner explains the symbols used on the map. The legend includes: 'Zone d'autorisation' (authorized area), 'Projet de zones d'exploitation' (project zones), 'Lignes HT' (high voltage lines), 'Borne de bornage théorique' (theoretical boundary marker), 'Aménagements pour la faune' (wildlife management), 'Perchoirs à rapaces' (raptor perches), and 'Gîtes à reptiles' (reptile shelters). The map also shows a scale bar and a north arrow.</p>
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation, installation entre septembre et février
Description :	Des habitats ponctuels ou abris artificiels seront aménagés in situ ou ex situ, à proximité immédiate de la zone d'autorisation ou sur les zones déjà exploitées, notamment dans le cadre du réaménagement. Ces abris concernent des hibernaculums et plaques pour les reptiles, des reposoirs pour les oiseaux, des tas de bois, murets et tas de pierres divers.



A ce titre, quatre perchoirs seront installés sur les milieux ouverts recréés lors du réaménagement au fil de l'exploitation de la carrière. Ils devront faire entre 2 m et 2,50 m au-dessus du sol et comprendre une plateforme d'environ 20 cm par 5 cm de largeur. Ces perchoirs seront destinés à des espèces anthropophiles ou habituées à l'exploitation de la carrière : Milan noir, Buse variable, Faucon crécerelle, etc...

Suivi de la mesure :

- Comptes rendus :
 - contrôle des aménagements
 - suivi de leur utilisation

Mesures liées :

/

MA4 - A.6.2b, A.6.2c. Accompagnement écologique à l'exploitation	
Objectif(s) :	Présence d'un écologue en conseil et sensibilisation des équipes sur site
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune et habitats naturels
Localisation :	/
Calendrier :	Tout au long de l'exploitation
Description :	<p>Un écologue sera sollicité pour sensibiliser les équipes aux enjeux identifiés sur la carrière et les mesures à mettre en œuvre pour les éviter et réduire les impacts potentiels tout au long de l'exploitation.</p> <p>Ses missions seront de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les équipes en carrière aux enjeux présents et susceptibles de l'être via une présentation des espèces observées lors du diagnostic et des suivis, des méthodes d'observations possibles et de fiches espèces à garder en base-vie ou de support à partager ; -Accompagner les équipes à la bonne prise en compte de la biodiversité tout au long de leur activité. Ainsi, l'écologue sera mobilisé en cas de découverte d'espèces sur les emprises à exploiter afin de définir les mesures à mettre en œuvre et d'accompagner le Maître d'Ouvrage à leur bonne application ; -Veiller à la bonne application des mesures en phase d'exploitation : gestion des terres végétales, entretien des espaces verts, etc.
Suivi de la mesure :	Consigne du nombre d'interventions de sensibilisation
Mesures liées :	MR10, MR 11, MR12

MA5 - C2.1. Remise en état de la carrière	
Objectif(s) :	Restaurer l'attractivité de la carrière vis-à-vis des espèces locales
Espèce(s) concernée(s) :	Tous groupes

Localisation :




Calendrier : Après l'exploitation

Description : La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :
- la mise en sécurité des fronts de taille,

	<p>- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,</p> <p>- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site</p> <p>Le site n'a pas vocation à devenir un lieu phare d'activités récréatives en fin d'exploitation. La circulation d'engins motorisés sera réglementée sur le site. Quelques pistes de promenade seront aménagées sur un parcours pédagogique permettant un ralliement depuis les chemins de randonnées alentour, tout en conservant des zones de quiétude pour la faune.</p> <p>Une signalétique sera mise en place au niveau des chemins afin d'informer les usagers de la nature du site, de ses enjeux et des secteurs accessibles au public.</p> <p>La remise en état aura ainsi une vocation écologique, comprenant plusieurs dispositions permettant à la faune et la flore de se réimplanter.</p> <p>Les mesures suivantes ont donc été discutées entre les bureaux paysagiste, écologue et le Maître d'Ouvrage.</p> <p>La Remise en état comprendra :</p> <p>Un remodelage léger avec atténuation des fronts de tailles (reprofilage) vers des pentes de 3/2 à 4/1. En fonction des inventaires, le maintien de certains fronts sera envisagé pour préserver les habitats de nidification éventuels d'espèces de falaise ;</p> <p>Le creusement d'un plan d'eau temporaire permettant de recueillir les eaux de pluie et la re-crédation du talweg nord et d'une ripisylve jusqu'au plan d'eau ;</p> <p>Le maintien d'un secteur de dalle rocheuse avec création de pierriers autour pour favoriser les espèces plus thermophiles qui auraient trouvé refuge au sein de la carrière ;</p> <p>La remise en état d'une lisière arbustive et arborée sur les fronts de taille les plus élevés tout en privilégiant la recolonisation naturelle sur le reste du site. La bande réglementaire des 10 m, sera ainsi replantée de milieux arbustifs et petits arbres permettant de réduire la dégradation des lisières par les opérations de défrichement. Ailleurs, la dynamique naturelle sera privilégiée au regard des difficultés rencontrées lors des plantations déjà effectuées sur les fronts de tailles déjà remis en état. ;</p> <p>Le fond de fosse sera constitué d'un ensemble de prairies, plus ou moins mésohygrophiles en fonction du sol et de la proximité au plan d'eau temporaire.</p> <p>L'ensemble des plantations et ensemencements sera réalisé avec des essences de label « Végétal Local » évitant une pollution des milieux naturels attenants par des espèces exotiques ou à génétique trop éloignée des spécimens présents localement.</p>
--	---

Suivi de la mesure :	<p>Suivi sur les 5 premières années afin de traiter les éventuelles EEE.</p> <p>Comptes-rendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Relevé topographique du carreau après retalutage du front de taille -Comptes-rendus de végétalisation -Suivi de la colonisation par la faune et la flore
Mesures liées :	/

MA6 - A2.a. Définition et mise en œuvre d'un APB	
Objectif(s) :	Création d'un outils de protection
Espèce(s) concernée(s) :	Ensemble des espèces de faune et de flore
Localisation :	Le périmètre de l'Arrêté de Protection de Biotope devra être déterminé avant la fin du premier trimestre 2026
Calendrier :	Après la détermination du périmètre de l'APB, un rapport scientifique de motivation devra être rédigé. Une concertation avec les acteurs concernés précédera les consultations obligatoires et la participation du public.
Description :	Le périmètre de l'APB, le rapport scientifique de motivation et l'étape de concertation seront proposés par le porteur de projet, accompagné par son bureau d'étude et du CEN Occitanie, en concertation avec la DDT 31. Cette dernière assurera les consultations obligatoires et la participation du public avant de proposer l'APB à la signature du préfet.
Suivi de la mesure :	Projet instruit et suivi par la DDT31
Mesures liées :	Toutes les mesures dont les périmètres recouperont celles du futur APB.

MA7 - A4.1. Actualisation des inventaires sur la population d'Iris à feuille de graminée	
Objectif(s) :	Connaitre la population d'Iris à feuille de graminée et son évolution
Espèce(s) concernée(s) :	Iris à feuille de graminée Futur emprise de l'APPB
Localisation :	
Calendrier :	Dès la finalisation de l'APPB
Description :	Dans le cadre de l'instruction, un travail de mise en œuvre d'un APPB a été lancé avec le CEN Occitanie et la DDT31. L'espèce phare étant l'Iris à feuille de graminée, un suivi de la population de l'APPB sera lancé selon des modalités restant à définir avec le CEN Occitanie et le CBNPMP.
Suivi de la mesure :	Suivi des secteurs de présence de l'Iris à feuille de graminée identifiés en 2011 Contrôle du maintien des populations existantes Estimation du nombre de pieds sur l'emprise de l'APPB

Mesures liées :	MA6
------------------------	-----

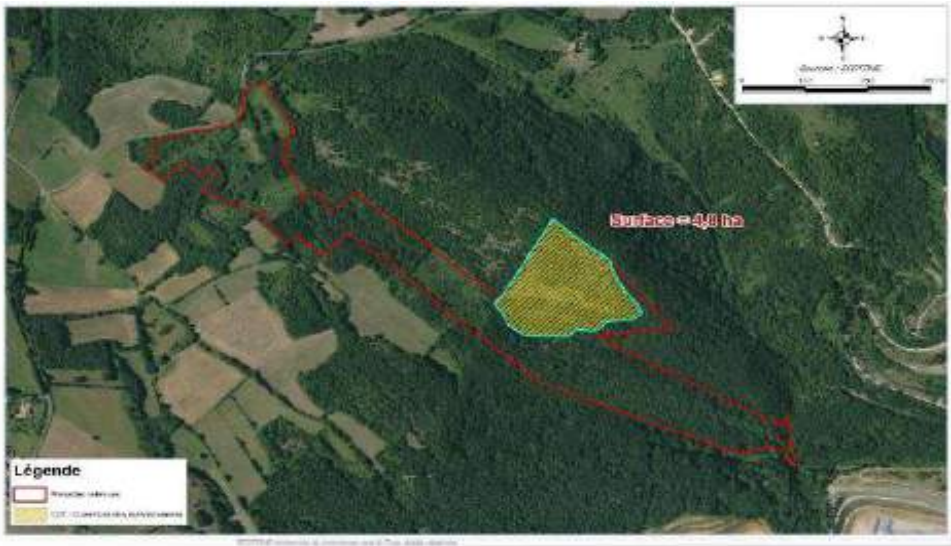
14.5.2 MESURES DE COMPENSATION ET DE SUIVI

MS1 - Suivi des travaux préparatoires et accompagnement à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction	
Objectif(s) :	Accompagnement du Maître d'Ouvrage pour l'application des mesures d'évitement et de réduction
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune et habitats naturels
Localisation :	Zone concernée par les défrichements
Calendrier :	Tout au long des travaux préparatoire entre septembre et février de chaque phase de défrichement
Description :	<p>Un suivi du chantier, correspondant aux travaux préparatoires pour chaque phase quinquennale, nécessitant une dévégétalisation et un décapage, sera mis en œuvre via l'accompagnement des opérations de balisage, dévégétalisation et décapage par un écologue veillant à la bonne mise en œuvre des mesures tout au long des travaux préparatoires et une sensibilisation des équipes.</p> <p>Il veillera donc à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sensibiliser les équipes en charge de la dévégétalisation et du décapage lors des travaux préparatoires aux enjeux et mesures à respecter ; - la bonne mise en œuvre du balisage et la pose de la clôture pérenne ensuite ; - le respect des périodes de chantier, notamment de dévégétalisation à l'automne ; - le respect des méthodes d'adaptation de coupe pour les arbres âgés ou favorables aux chiroptères et au Grand Capricorne; - la séparation des terres végétales des mésobromions ; - réaliser les sauvetages si nécessaire.
Suivi de la mesure :	<p>Compte rendu à chaque visite de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de suivi des travaux préparatoires et respect des mesures définies. <p>Compte-rendu synthétique par période ou sur l'ensemble du suivi pour envoi aux services de l'Etat.</p>
Mesures liées :	/

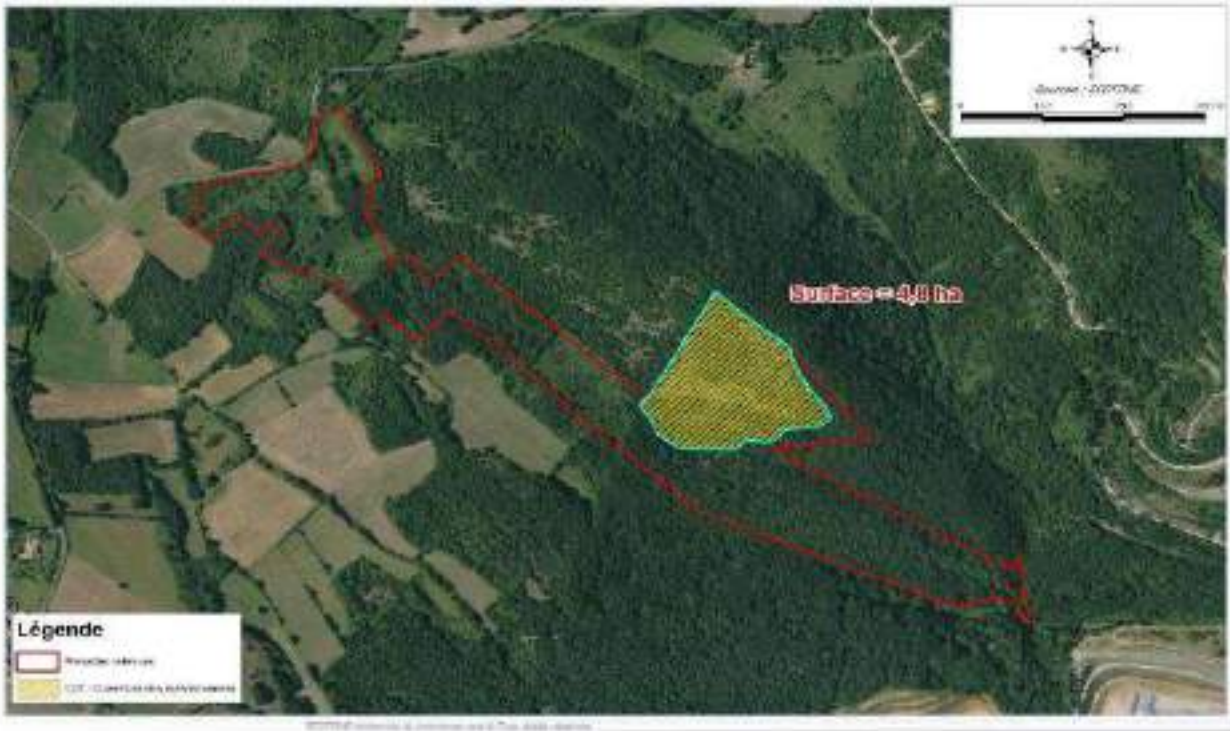
MS2 - Suivi des travaux du dévoiement de la ligne RTE	
Objectif(s) :	Accompagnement du Maître d'Ouvrage pour l'application des mesures d'évitement et de réduction
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune et habitats naturels
Localisation :	Ligne RTE sur exploitation
Calendrier :	Tout au long des travaux entre septembre 2025 et janvier 2026
Description :	<p>Un suivi du chantier par un écologue sera mis en œuvre durant le chantier de dévoiement de la ligne RTE. Ce chantier doit durer 4 mois, 3 mois correspondant au montage des pylônes 10N, 11N et 12N, à la dépose du pylône 12 et au déroulage des câbles puis un mois correspondant à la dépose des pylônes 10 et 11 au sein de l'emprise de la carrière. Il est actuellement prévu entre septembre 2025 et janvier 2026.</p> <p>Il veillera à vérifier la bonne mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'évitement et du balisage des zones à enjeux (zones humides, transplantations, pieds d'Iris à feuilles de graminées) ; - du respect des accès de moindre impact ; - de l'adaptation des techniques de coupe des arbres pour les arbres à enjeux ; - des sauvetages éventuels si nécessaire durant le chantier.
Suivi de la mesure :	<p>Compte rendu à chaque visite de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de suivi des travaux préparatoires et respect des mesures définies. <p>Compte-rendu synthétique par période ou sur l'ensemble du suivi pour envoi aux services de l'Etat.</p>
Mesures liées :	/

MS3 - Suivi de l'utilisation par la faune des milieux situés à proximité immédiate de la carrière	
Objectif(s) :	Suivre l'impact de la carrière sur l'utilisation des habitats à proximité immédiate par la faune
Espèce(s) concernée(s) :	Toute faune et habitats naturels
Localisation :	Zones en exploitation
Calendrier :	<p>Calendrier de suivi : n+1, n+2, n+3, n+4, n+5, n+10, n+15, n+20, n+30</p> <p>Suivi des habitats naturels et de la flore patrimoniale – 3 passages entre avril et juin</p> <p>Suivi de l'avifaune nicheuse – 4 passages entre avril et juillet</p> <p>Suivi des amphibiens – 1 passage en février</p> <p>Suivi des reptiles – 2 passages entre avril et mai</p> <p>Suivi de l'entomofaune – 2 passages en juin et septembre</p> <p>Suivi des chiroptères – 1 à 3 nuits d'enregistrement en juin et septembre/octobre</p>
Description :	<p>Un suivi de l'utilisation par la faune des milieux situés à proximité immédiate de la carrière sera réalisé afin d'étudier le maintien des espèces présentes dans le secteur d'étude et ainsi de constater la pertinence de l'analyse des impacts sur les différentes espèces et groupes faunistiques identifiés lors de l'état initial (Aigle botté, entomofaune, amphibiens, reptiles -Seps strié-). Cela permettra également d'étudier l'influence des mesures de réduction et d'accompagnement en faveur du maintien de certaines espèces et de proposer des mesures complémentaires si nécessaire.</p> <p>Ces suivis seront réalisés par un expert naturaliste ou écologue qualifié sur les 100 m autour de l'extension pour les habitats naturels et 500 m pour la faune.</p> <p>Un passage de définition des habitats naturels sur les 100 m autour de l'emprise en exploitation lors de l'année d'inventaire sera réalisé. Deux passages d'inventaire de la flore patrimoniale seront réalisés sur la même distance;</p> <p>4 passages en période de reproduction afin de déterminer l'utilisation des milieux par les oiseaux sur les 500 m alentours via la réalisation de points d'écoutes selon le protocole STOC-EPS ou un équivalent, adapté au terrain (2 passages pour réalisation de points d'écoutes statiques) et de prospections mobiles pour la recherche des rapaces, notamment l'Aigle botté. Une nocturne permettra de déterminer la présence de rapaces nocturnes et autres assimilés.</p> <p>Les amphibiens seront inventoriés sur les secteurs propices à leur reproduction autour de la carrière via une fin de journée de recherche des pontes et têtards et une nuit d'écoute pour identification des espèces présentes et dénombrement.</p> <p>L'entomofaune, notamment la Bacchante, l'Azurée du Serpolet, le Damier de la Succise et la Zygène cendrée, seront inventoriés via 2 sessions annuelles en juin et septembre.</p> <p>L'utilisation du secteur par les chiroptères pourra être constatée via la pose de 2 enregistreurs sur les secteurs les plus favorables (hêtraie au nord et secteur du dévoiement RTE) sur 1 à 3 nuits et une écoute active en lisière de carrière.</p>

Suivi de la mesure :	Compte rendu : -résultats des suivis transmis aux services de l'Etat comprenant la liste des espèces présentes avant les travaux, celles contactées après, et leur utilisation des milieux
Mesures liées :	/

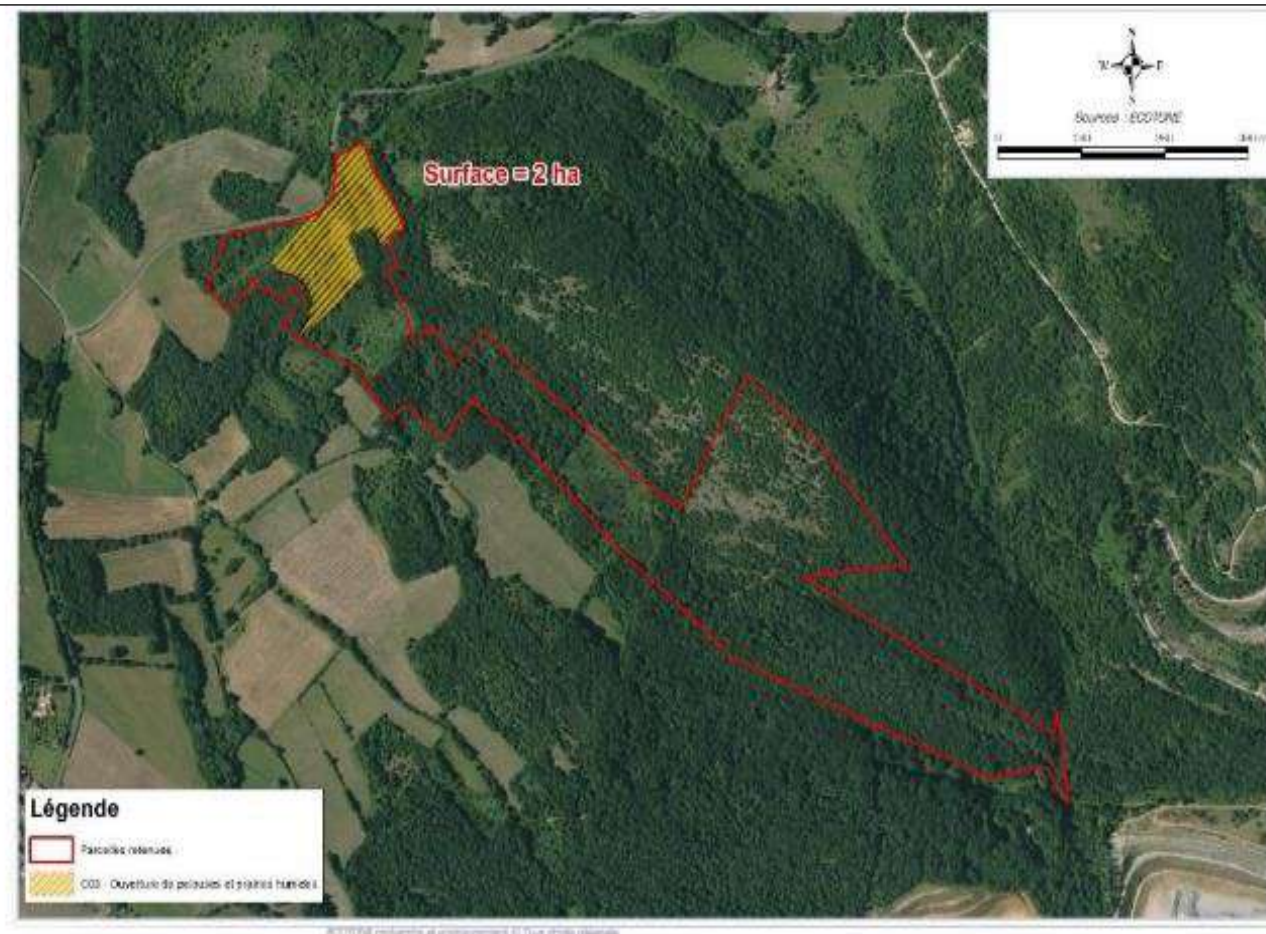
MC1 - C2.1.e. Ré-ouverture de mésobromions	
Objectif(s) :	Restauration des mésobromion et des habitats d'espèces d'entomofaune et reptiles
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des cortèges ouverts et semi-ouverts, entomofaune (Zygène cendrée, Azuré du serpolet), reptiles (Seps strié)
Localisation :	<p>Montgrand</p> 
Calendrier :	Ouverture entre 2026 et 2031 puis entretien selon la reprise de la végétation et la mise en œuvre d'un pâturage Intervention à l'automne-hiver, sur 5 ans environ pour ne pas déstabiliser brusquement les milieux.

Description :	<p>Réduction du taux de recouvrement des ligneux à moins de 30% des 4,8 ha identifiés, pour atteindre environ 3 à 4 ha de milieux ouverts, contre environ 1ha aujourd'hui.</p> <p><u>Protocole :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Gyrobroyage manuel ou avec des machines légères sera mis en œuvre sur les milieux arbustifs et les restes des fauches seront exportés pour ne pas enrichir le sol. - Identification des arbres à abattre pour maintien des sujets âgés. - Certains arbres seront annelés et laissés sur pied jusqu'à leur chute pour diversifier les habitats d'espèces. <p>La présence de flore patrimoniale fera l'objet d'un inventaire préalable pour éviter toute destruction de pieds sur les zones à réouvrir.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs ouverts chaque année entre 2026 et 2031.</p> <p>Suivi de l'avifaune, de l'entomofaune et des reptiles à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion.</p> <p>Protocole défini dans le plan de gestion.</p> <p>Contrôle des surfaces boisées/arbustives et ouvertes. Obtention de moins de 30% de recouvrement ligneux en 2030.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée en mai (pointage du nombre de pieds présent) puis contrôle du maintien dans le temps</p> <p>Evaluation régulière de l'entretien dans le cadre du plan de gestion (tous les 5 ans)</p> <p>Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC2 - C3.2.b. Entretien des mésobromions	
Objectif(s) :	Maintien des habitats de l'entomofaune et des reptiles
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des cortèges ouverts et semi-ouverts, entomofaune (Zygène cendrée, Azuré du serpolet), reptiles (Seps strié)
Localisation :	<p>Montgrand</p>  <p>Surface = 4,8 ha</p> <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> Zones d'entretien des mésobromions Frontière cadastrale
Calendrier :	1 à 2 fois par phase quinquennale
Description :	Débroussaillage 1 à 2 fois par phase quinquennale avec export de la végétation pour limiter l'enrichissement du sol. Un débroussaillage supplémentaire pourra être proposé en fonction de la reprise de la végétation. Un pâturage pourra être étudié.

Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Consignation des opérations réalisées dans un compte rendu. Ré-évaluation de l'entretien dans le cadre du plan de gestion tous les 5 ans Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels
Contrôle	/
Mesures liées :	MC1

MC3 - C2.1.e. Ré-ouverture de pelouses et prairies humides (molinaies)	
Objectif(s) :	Restauration de prairies humides
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des cortèges ouverts et semi-ouverts, entomofaune (Damier de la Succise), amphibiens
Localisation :	Montgrand

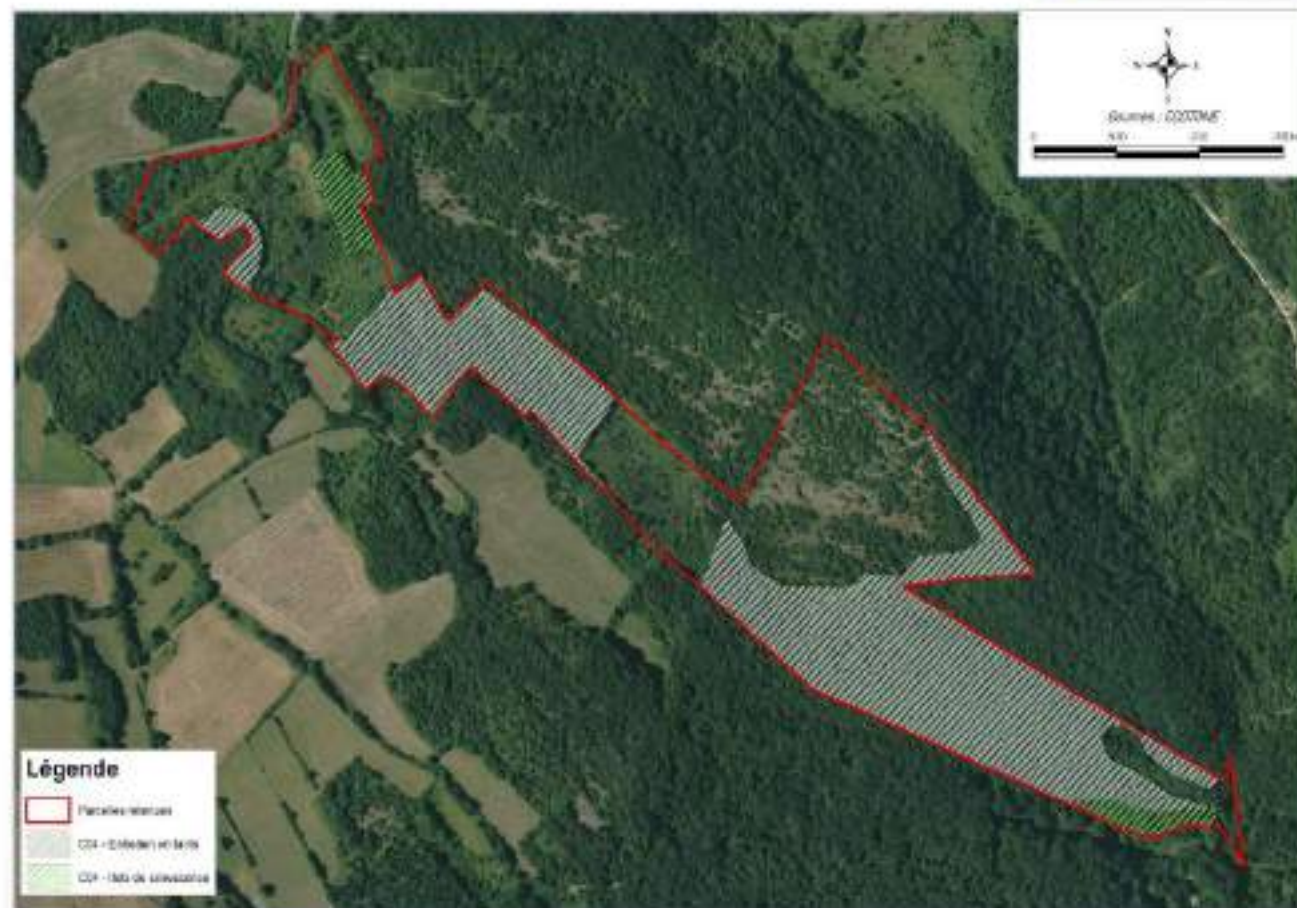


Calendrier : Ouverture entre 2025 et 2028 puis entretien selon la reprise de la végétation
Intervention à l'automne-hiver, sur 3 ans environ pour ne pas déstabiliser brusquement les milieux.

Description :	<p>Réduction du taux de recouvrement de ligneux à moins de 30% de la surface pour obtenir 1,4 ha de milieux ouverts contre 0,5 aujourd'hui.</p> <p>Protocole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gyrobroyage manuel ou avec des machines légères sera mis en œuvre sur les milieux arbustifs et les restes des fauches seront exportés pour ne pas enrichir le sol. - Identification des arbres à abattre pour maintien des sujets âgés. - Certains arbres seront annelés et laissés sur pied jusqu'à leur chute pour diversifier les habitats d'espèces. <p>La présence de flore patrimoniale fera l'objet d'un inventaire préalable pour éviter toute destruction de pieds sur les zones à réouvrir.</p> <p>L'entretien sera réalisé par entretien manuel (cf. MC2) au regard de la sensibilité des habitats naturels humides vis-à-vis du tassement du sol et du retournement par un éventuel pâturage.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs ouverts chaque année</p> <p>Contrôle des surfaces ouvertes chaque année et obtention d'un recouvrement ligneux de moins de 30% en 2029.</p> <p>Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion de l'avifaune, l'entomofaune et les amphibiens.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée en mai (pointage du nombre de pieds présent) puis contrôle du maintien dans le temps</p> <p>Evaluation régulière de l'entretien dans le cadre du plan de gestion, tous les 5 ans</p> <p>Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	MC2

MC4 -C3.2.b. Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité	
Objectif(s) :	Maintien et augmentation de la biodiversité sur les espaces boisés
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des milieux boisés (Pics), entomofaune (Bacchante, Grand Capricorne), chiroptères
Localisation :	Montgrand

ZONE DE COMPENSATION - MONTGRAND - CD4

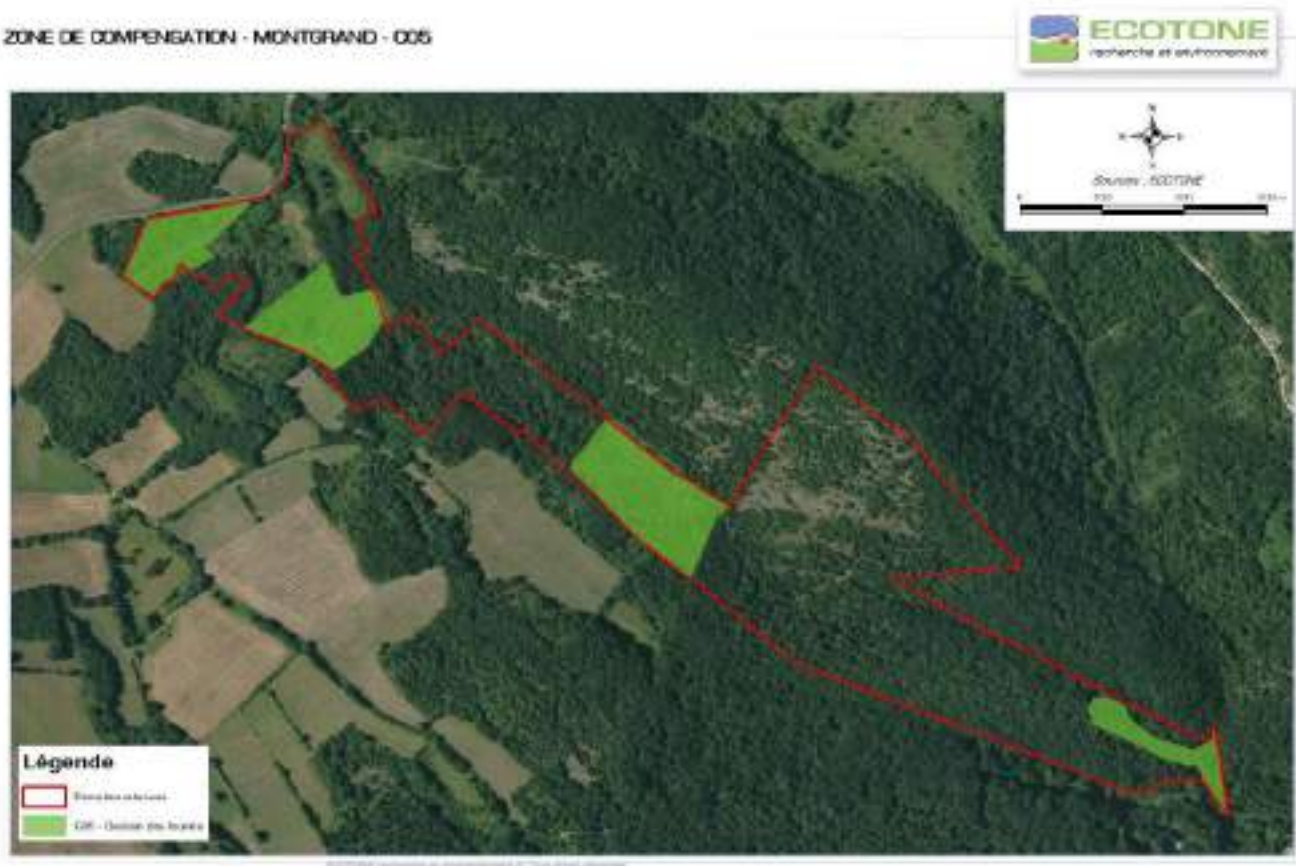


Légende

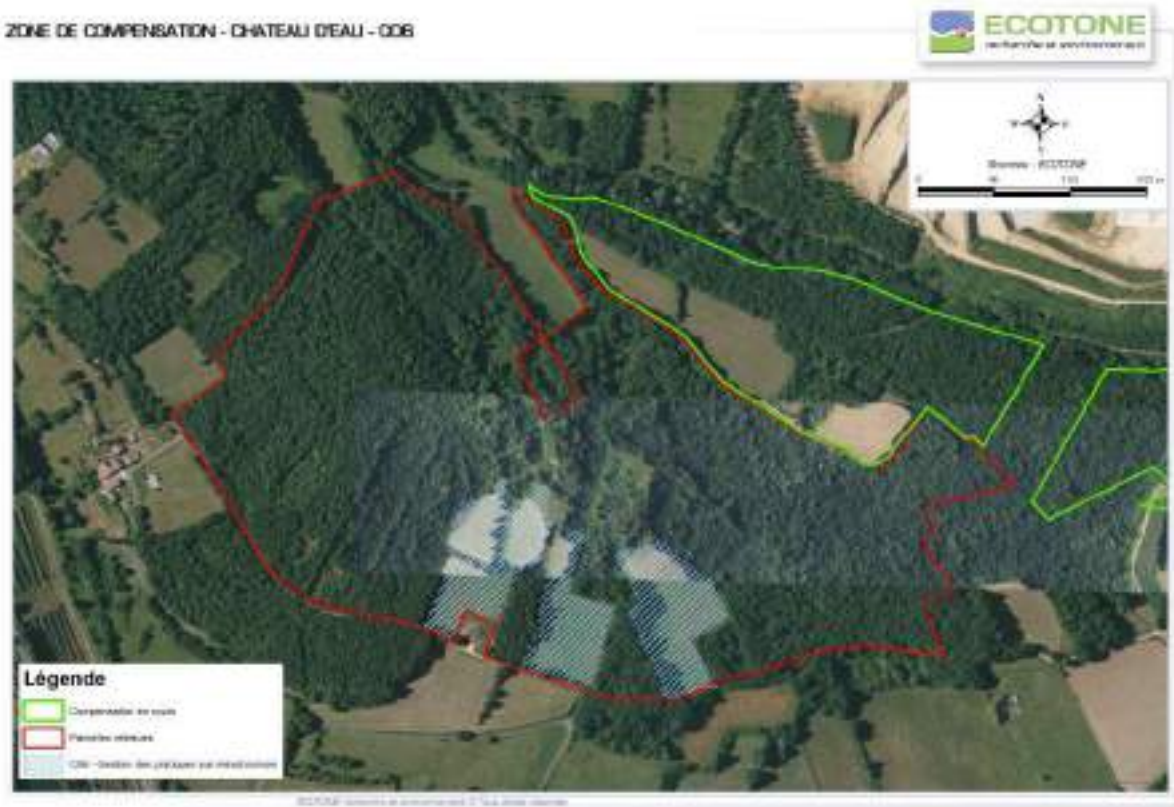
- Parcelles retenues
- CD4 - (Echelle) en terre
- CD4 - (Bos) de conservation

ECOTONE - services de planification et d'aménagement


Calendrier :	2026 pour les premières éclaircies puis de manière annuelle selon la reprise de la végétation Opération sylvicoles cantonnées à l'automne
Description :	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien en ilot de sénescence de la hêtraie et d'une partie de chênaie sur 1 ha - Entretien en taillis de 10,5 ha de chênaie pour maintenir plusieurs strates arborées favorables à l'Iris et à la faune présente sur la zone impactée : ouverture par bouquet de 5 000 à 10 000 m² sur une surface totale de 3ha tous les 5 ans, répartition des 3 ha en 4 à 5 bouquets espacés de plus de 100m - Les vieux arbres seront préservés. Toutefois, dans le cas où des vieux arbres seraient envisagés à la coupe pour des raisons de sécurité notamment, un écologue devra définir l'intérêt biologique pour les chiroptères, mammifères ou oiseaux pour éviter la destruction de tout arbre gîtes sur les parcelles définies. - La diversité en essences sera maintenue et favorisée - Les essences exotiques / invasives seront systématiquement éliminées au profit d'essences locales - Une lisière de 10 m sera maintenue aux abords de milieux ouverts (champs) - Des îlots de sénescence pourront être maintenus si un intérêt environnemental est constaté localement. - Le bois mort ne sera pas systématiquement retiré, sauf risque incendie défini par le SDIS 31. <p>Les travaux sylvicoles ne pourront avoir lieu qu'à l'automne sur ces secteurs délimités. Ce parcellaire sera marqué par le gestionnaire sylvicole avec l'accompagnement d'un écologue afin de vérifier le respect des emprises définies dans le présent</p> <p>Cette gestion devra par ailleurs permettre le maintien de l'Iris à feuilles de graminée sur les bordures des cheminements de mammifères et les chemins forestiers.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année</p> <p>Cartographie des zones ouvertes chaque année.</p> <p>Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion pour l'avifaune, les chiroptères et l'entomofaune. Si nécessaire, adaptation de l'indice de biodiversité potentiel (IBP) du Centre National de la Propriété Forestière.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée en mai (pointage du nombre de pieds présent) puis contrôle du maintien dans le temps.</p> <p>Evaluation régulière de l'impact des actions sylvicoles dans le plan de gestion</p> <p>Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC5 - C3.2.b. Gestion des fourrés	
Objectif(s) :	Préservation des fourrés en cours de lignification
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des milieux arbustifs, entomofaune (Bacchante), reptiles
Localisation :	<p>Montgrand</p> 

Calendrier :	Travaux de débroussaillage et coupe à l'automne, à partir de 2026 puis tous les 2 à 3 ans selon la reprise de la végétation
Description :	<p>Maintien de cette végétation transitoire entre milieux ouverts et milieux boisés réalisé par débroussaillages (ou coupes) réguliers. Dans la mesure du possible, les rémanents seront exportés pour éviter l'eutrophisation des milieux.</p> <p>Certains arbres pourront être annelés et laissés sur pied jusqu'à leur chute pour diversifier les habitats d'espèces. Le choix des arbres avec le moins d'intérêt écologique sera fait avec un écologue.</p> <p>La présence de flore patrimoniale fera l'objet d'un inventaire préalable pour éviter toute destruction de pieds sur les zones à ré-ouvrir. Ainsi, l'entretien des fourrés se fera afin de maintenir la présence de l'Iris à feuille de graminée le cas échéant.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année</p> <p>Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion de l'avifaune, les reptiles et l'entomofaune.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée en mai (pointage du nombre de pieds présent) puis contrôle du maintien dans le temps</p> <p>Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC6 - C3.2.b. Gestion des pratiques sur mésobromions	
Objectif(s) :	Encadrement des pratiques de fauches sur les mésobromions pour diminuer les risques de mortalité et la perte d'habitats
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des cortèges ouverts, entomofaune (Damier de la Succise, Azuré du serpolet)
Localisation :	<p>Château d'eau</p> 

Calendrier :	Lancement en 2026 : Définition du commodat puis ouverture des genévriers à l'hiver 2026 Annuellement : fauche après le 15 juin
Description :	Mesure d'encadrement des pratiques sur 4,03 ha de prairies calcaires. - Réouverture des secteurs à genévrier au nord avec exports des produits de fauches ; - Rotation entre les 3 prairies, avec fauche de deux prairies sur les 3 par an ; - Fauche tardive, à partir de fin juin, et absence de produit phytosanitaires.
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Registre des interventions de fauche Révision régulière du commodat (tous les 5 ans) Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion. Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC7 - C3.2.b./C3.1.b. Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité	
Objectif(s) :	Maintien et augmentation de la biodiversité sur les espaces boisés
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des milieux boisés (Pics), entomofaune (Bacchante, Grand Capricorne), chiroptères
Localisation :	<p>Château d'eau</p> <p>ZONE DE COMPENSATION - CHATEAU D'EAU - C07</p> 
Calendrier :	2026 pour les premières éclaircies puis de manière annuelle selon la reprise de la végétation Opération sylvicoles cantonnées à l'automne

Description :	<p>Actualisation du plan simple de gestion sylvicole pour favoriser la biodiversité sur le secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entretien en taillis autour des milieux ouverts pour favoriser différentes strates arborées en bouquet de 0,5 à 1 ha. 4 à 5 bouquets répartis pour environ 3 ha sur 9,4ha de boisements : • Les vieux arbres seront préservés. Toutefois, dans le cas où des vieux arbres seraient envisagés à la coupe pour des raisons de sécurité notamment, un écologue devra définir l'intérêt biologique pour les chiroptères, mammifères ou oiseaux pour éviter la destruction de tout arbre gîtes sur les parcelles définies. • La diversité en essences sera maintenue et favorisée • Les essences exotiques / invasives seront systématiquement éliminées au profit d'essences locales • Une lisière de 10 m sera maintenue aux abords de milieux ouverts (champs) - ilot de sénescence sur 19,2 ha pour permettre le vieillissement du peuplement. - gestion de fourrés : certains secteurs plus jeunes s'apparentant à du fourrés, de manière localisée, seront maintenus en état transitoire par débroussaillage tous les 2 ou 3 ans avec export de fauche <p>La présence de flore patrimoniale devra faire l'objet d'un inventaire préalable pour éviter toute destruction de pieds sur les zones à ré-ouvrir. Ainsi, les opérations d'éclaircies se feront afin de favoriser la présence de l'Iris à feuille de graminée.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année</p> <p>Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion sur l'avifaune, l'entomofaune et les chiroptères. Si nécessaire, adaptation de l'indice de biodiversité potentiel (IBP) du Centre National de la Propriété Forestière.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée en mai (pointage du nombre de pieds présent) puis contrôle du maintien dans le temps</p> <p>Evaluation régulière de l'impact des actions sylvicoles dans le plan de gestion</p> <p>Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

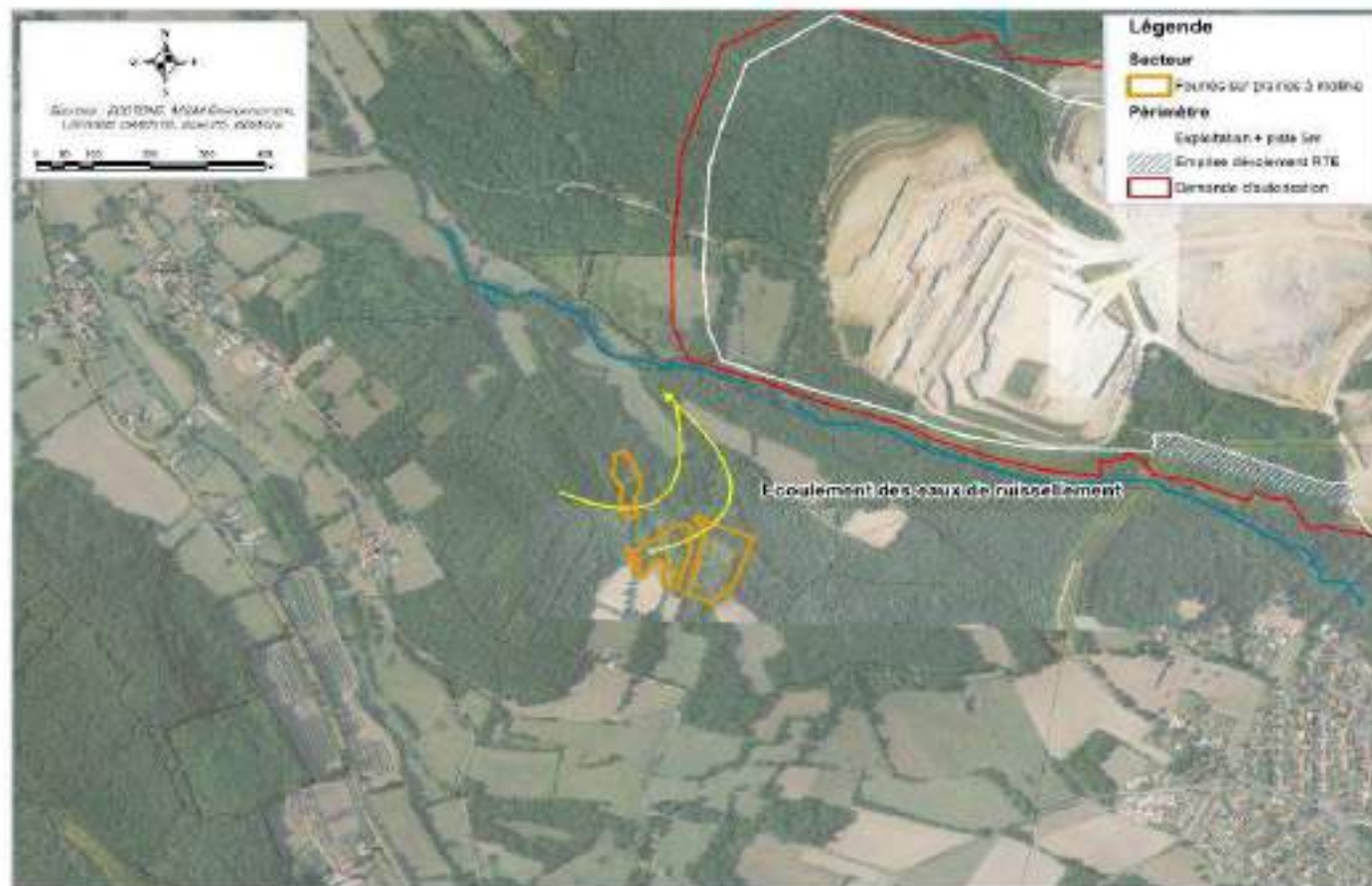
MC8 - C2.1.e. Gestion des espaces semi-ouverts

Objectif(s) : Maintien et augmentation de la biodiversité sur les milieux semi-ouverts


Espèce(s) concernée(s) : Avifaune, entomofaune (Bacchante), amphibiens

Château d'eau

Localisation :

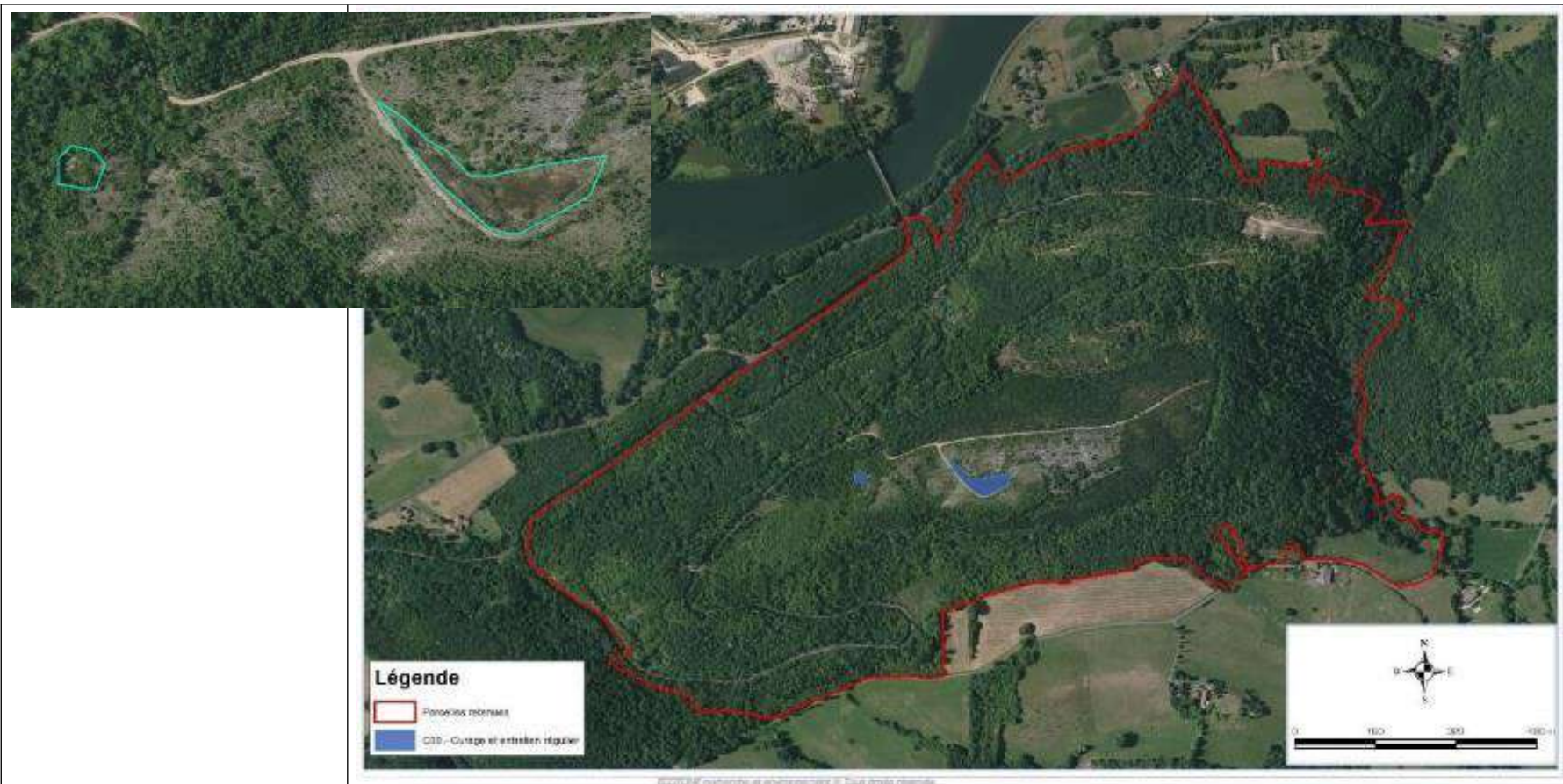


Calendrier :	A partir de 2026, à l'automne
Description :	Réouverture et gestion de 2,2 ha de fourrés sur molinie par : - réduction progressive du taux de recouvrement des ligneux ; - coupe/gyrobroyage annuelle avec export ; - annelage des arbres ne présentant pas d'enjeu pour la faune,
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année, Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion. Liste d'espèces et dénombrement Suivi via comité de gestion avec les services de l'Etat et transmission des suivis annuels.
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC9 - A8. Préservation des murets en pierre	
Objectif(s) :	Maintien des habitats d'espèces en place
Espèce(s) concernée(s) :	Reptiles (Seps strié, Coronelle girondine, tout cortège), amphibiens Château d'eau
Localisation :	
Calendrier :	A partir de 2025, annuel
Description :	Préservation des murets de pierre dans le cadre des opérations d'ouvertures et de gestion des milieux boisés.
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)

Suivi de la mesure :	Cartographie des linéaires de murets à éviter Contrôle et suivi tout au long de la gestion
Contrôle	/
Mesures liées :	MC6-MC7-MC8


MC10 - C.2.1.i. Curage de la mare	
Objectif(s) :	Restauration de la fonctionnalité de la mare pour les odonates
Espèce(s) concernée(s) :	Odonates, amphibiens
Localisation :	Mare de 0,3 ha sur l'ancienne carrière de l'Estailat



Calendrier : 2026 - 2030 entre octobre et novembre (période de basse eau)

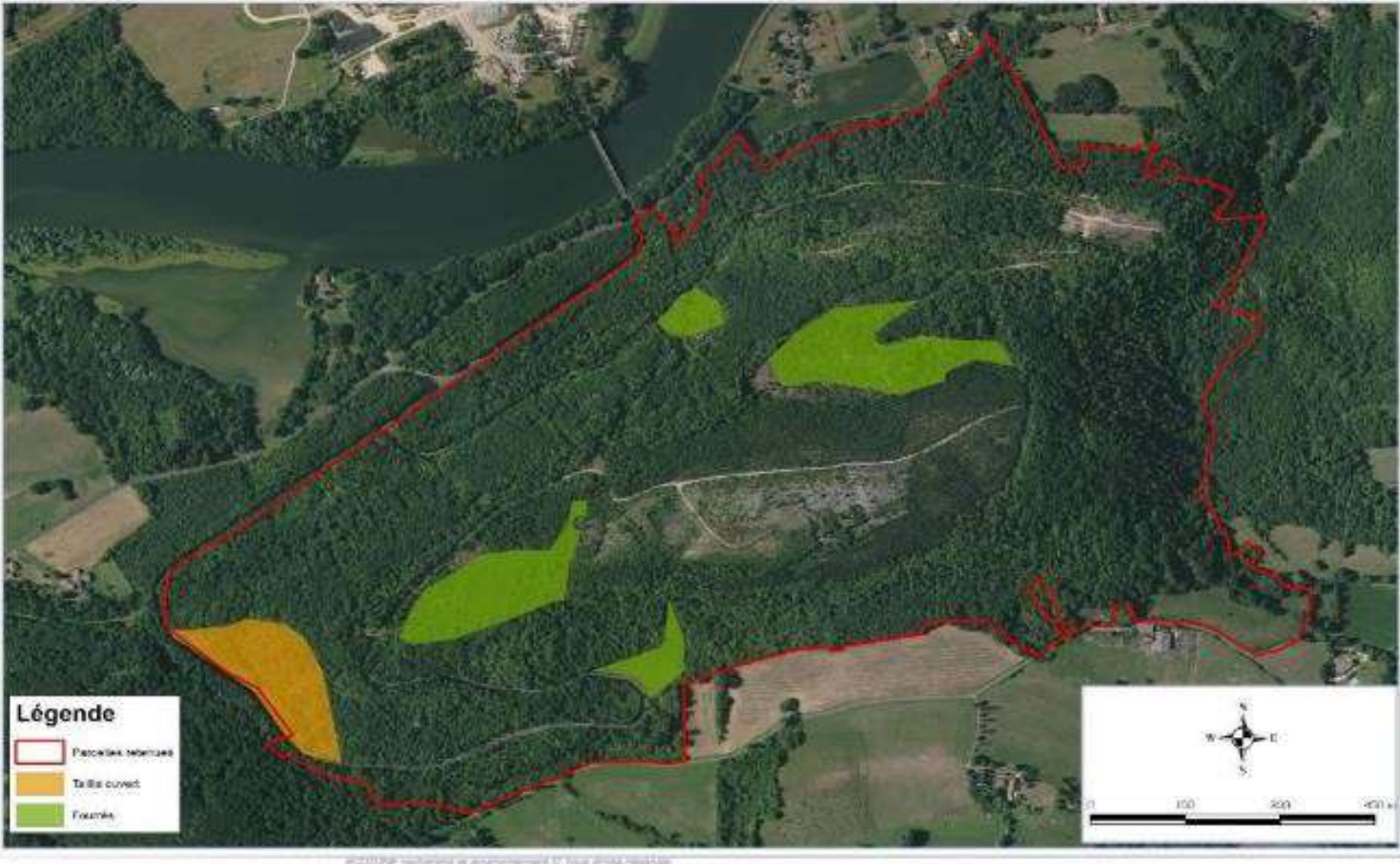
Description :	<p>Curage pour élimination de la végétation morte et de la vase comblant la mare.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Action sur 3 à 4 ans par curage annuel de 1/4 à 1/3 de la mare sans toucher à la couche imperméable ; - Récupération de la vase et des résidus végétaux pour stockage sur bâche ou plaque pendant 48h afin de permettre le déplacement de la faune enfouie vers la mare ; - Coupe des éventuels arbres avec maintien du bois pour création de caches. - Export des résidus ou utilisation pour création de micro falaise ou diminution de la pente des berges. <p>Plusieurs conditions devront être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintien de la végétation des bords de mare ; - nettoyage et désinfection préalable des engins pour éviter l'introduction de pathogènes ; - utilisation d'engins légers pour ne pas déstabiliser les abords de la mare et/ou utilisation de plaques de roulement
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année</p> <p>Inventaire avant intervention puis suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion.</p> <p>Notamment des amphibiens et odonates. Liste d'espèces et dénombrement.</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC11 - C1.1.a. Création de mares	
Objectif(s) :	Restauration de la continuité et de la diversité des milieux
Espèce(s) concernée(s) :	Odonates, amphibiens
Localisation :	Secteur de l'Estailat - Localisation des mares à préciser
Calendrier :	Automnes 2026 et 2027
Description :	<p>En complément de la mare existante, un réseau de petites mares sera réalisé pour un total d'environ 2500 m². La taille et les formes des mares à créer seront définies suite à l'analyse hydraulique du secteur. Toutefois, certains éléments devront être mis en œuvre sur chacune des mares créées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une imperméabilisation naturelle sera recherchée (argile) et les bâches évitées ; - Profondeur de 80 à 120 cm en eau dans la zone la plus profonde afin de maintenir au maximum de l'eau en toute saison et limiter la sensibilité aux variations de températures ; - Une berge devra avoir une pente globalement inférieure à 3 pour 1 pour permettre à la faune de s'échapper le cas échéant avec parfois des pentes plus douces et d'autres ponctuellement plus abruptes ; - Bien que contre-indiqué, si des matériaux sont importés, il conviendra de vérifier leur provenance pour éviter l'implantation d'espèces exotiques envahissantes. Les engins utilisés devront préalablement être nettoyés et désinfectés.
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises pour la création des mares Suivi de la mise en eaux et à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC12 - C2.1.e. Gestion des friches et végétations amphibies	
Objectif(s) :	Restauration de friches humides
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des cortèges ouverts (Alouette lulu) et semi-ouverts, entomofaune (Damier de la Succise, Azuré du serpolet)
Localisation :	<p>L'Estailat</p>  <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> Parcelles restaurées Friches
Calendrier :	Entretien et réduction des rejets à l'automne-hiver. Démarrage de l'action en 2026 puis entretien tous les 2 à 3 ans

Description :	<p>Réduction progressive des rejets de résineux et d'arbres plantés dans les années 90 (robiniers, aulnes exotiques) et autres espèces exotiques comme le Pyracantha et le Buddleia.</p> <p>Maintien du bois mort existant (restes de plantations non réussies) mais certaines souches seront extraites afin de créer des micro-dépressions susceptibles de retenir l'eau et de permettre l'extension des communautés amphibiennes</p> <p>Développement de fourrés arbustifs valorisé afin de créer une mosaïque favorable à l'ensemble de la faune sans permettre leur expansion sur le site.</p> <p>Valorisation des plantes hôtes de l'entomofaune (Damier de la Succise, Azuré du serpolet, Zygène cendrée) mise en œuvre via des récoltes et semis de graines sur site (Succise, dorycnies, thym et origan) et un entretien dirigé.</p> <p>Un suivi de la flore envahissante sera à mettre en œuvre pour permettre leur gestion le cas échéant.</p> <p>L'élimination des rejets et des souches ne devra pas remettre en cause le caractère boisé des espaces concernés, la zone se situant en compensation forestière de la précédente exploitation.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie</p> <p>Diagnostic puis suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion.</p> <p>Évaluation régulière de l'entretien dans le cadre du plan de gestion</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC13 - C3.2.b. Gestion des fourrés	
Objectif(s) :	Maintien des habitats des espèces des milieux arbustifs
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des milieux arbustifs, entomofaune (Bacchante), reptiles
Localisation :	L'Estailat - 10,35 ha de fourrés

	
Calendrier :	Travaux de débroussaillage et coupe à l'automne. Tous les 2 à 3 ans selon la reprise de la végétation.
Description :	<p>Gestion de fourrés colonisés par des espèces envahissantes comme les résineux, robiniers, pyracantha et buddléia.</p> <p>Débroussaillages réguliers avec exports pour maintenir une strate arbustive.</p> <p>Annelage de certains arbres non favorables à la faune.</p> <p>Contrôle de la présence d'Iris à feuille de graminée pour évitement lors des opérations.</p>
Modalité de maîtrise	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)

foncière	
Suivi de la mesure :	Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion.
Contrôle	/
Mesures liées :	/

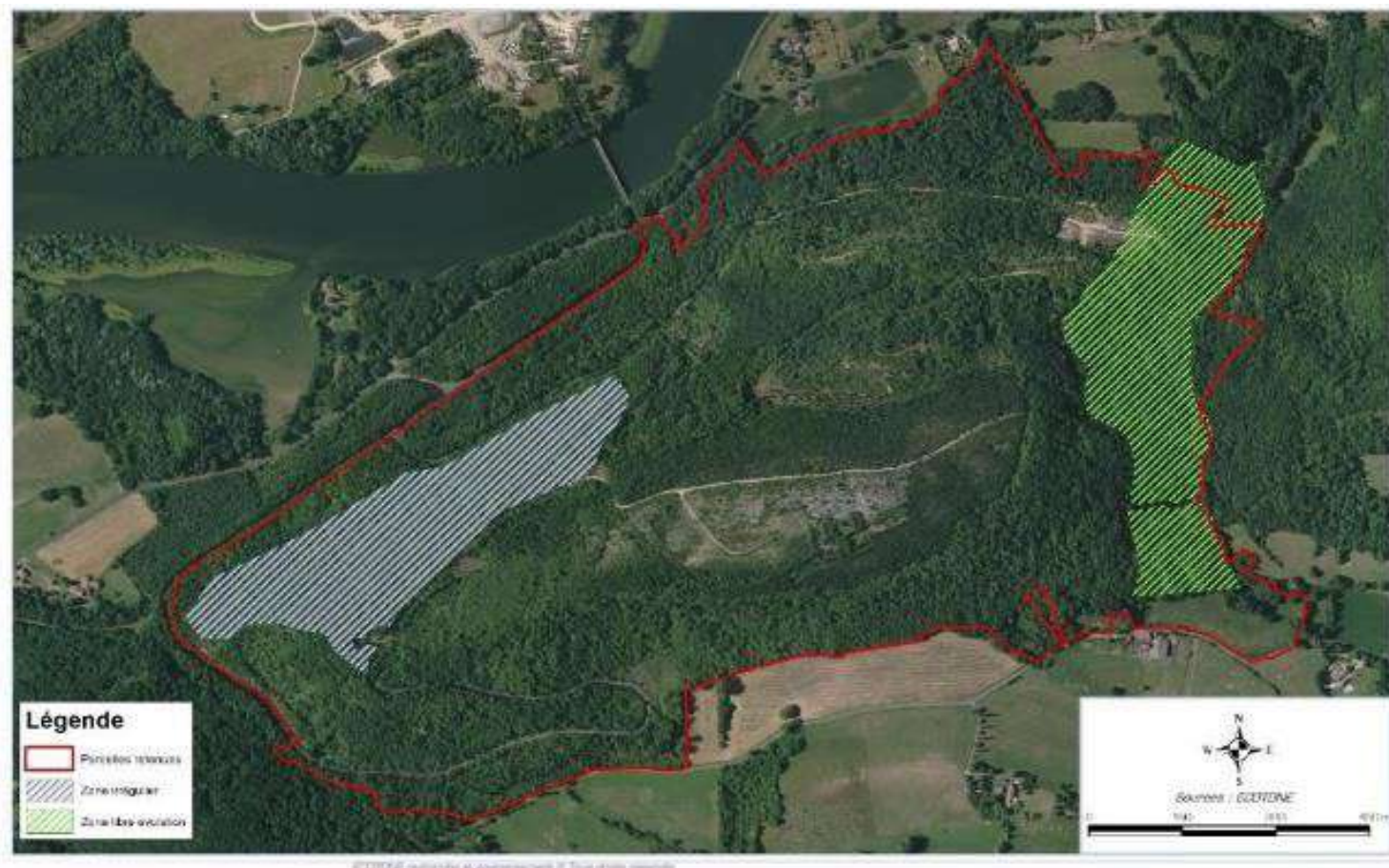
MC14 - C3.2.b. Gestion des espaces boisés en faveur de la biodiversité

Objectif(s) : Maintien et augmentation de la biodiversité sur les espaces boisés

Espèce(s) concernée(s) : Avifaune des milieux boisés (Pics), entomofaune (Bacchante, Grand Capricorne), chiroptères

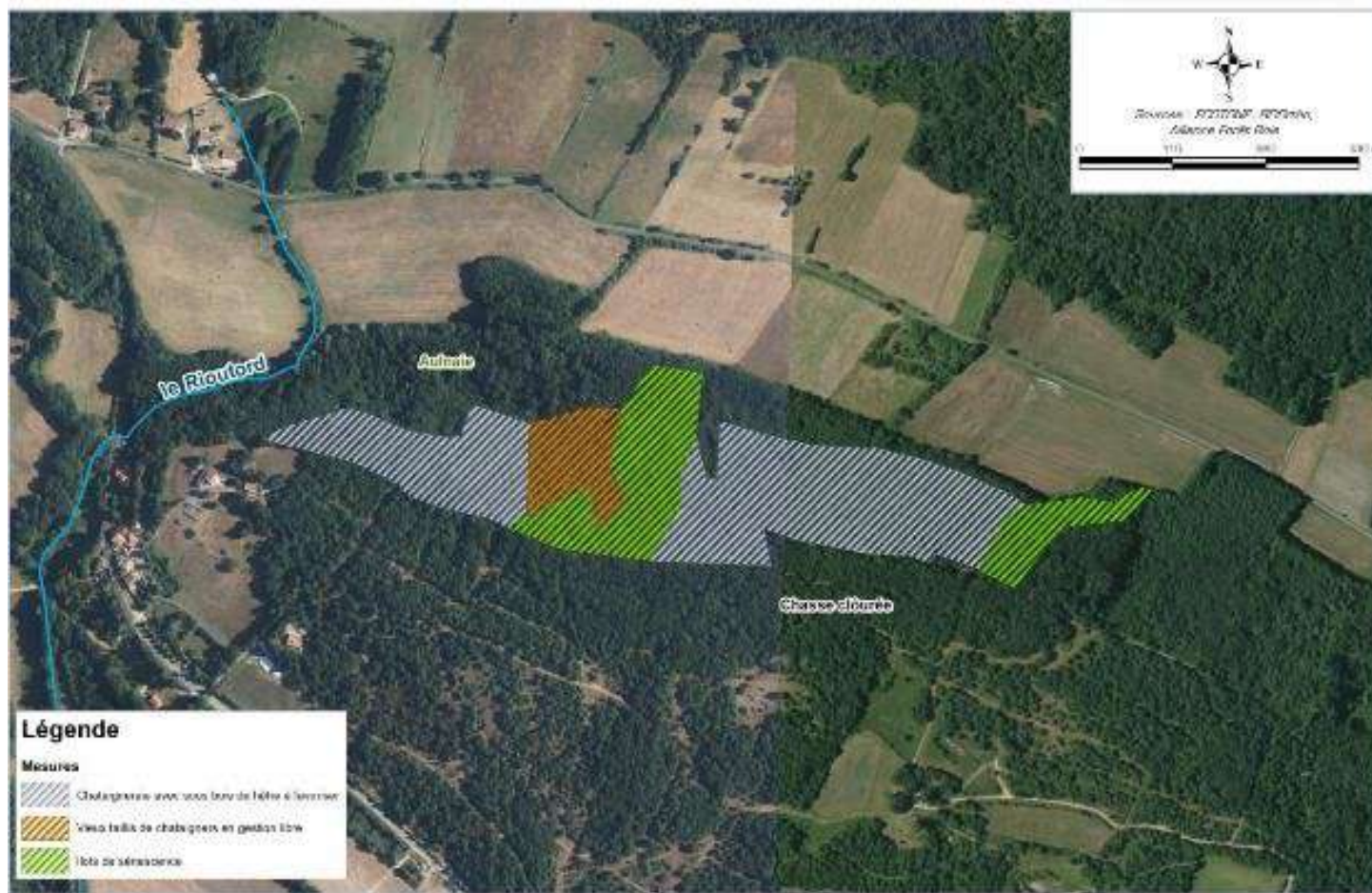
L'Estailat

Localisation :



Calendrier :	Travaux sylvicoles contenus à l'automne
Description :	<p>Futaie irrégulière sur 10,7 ha :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coupes dans la futaie : prélèvement inférieur à 20 % du volume, tous les 7 à 15 ans. • Éclaircie de taillis pouvant prélever jusqu'à 25 % du volume (1re intervention avec cloisonnement jusqu'à 50 % en éclaircie de taillis) tous les 7 à 12 ans. • Travaux de renouvellement tous les 5 à 10 ans. • La diversité en essences sera maintenue et favorisée • Les essences exotiques / invasives seront systématiquement éliminées au profit d'essences locales • Les vieilles réserves, arbres têtards à cavités seront préservées • Des îlots de sénescence pourront être maintenus si un intérêt environnemental est constaté localement <p>Libre évolution sur 12,2 ha (îlot de sénescence) :</p> <p>Certains secteurs apparaissent plus âgés et seront privilégiés en libre évolution ou îlot de sénescence. Si une espèce exotique se propageait au sein de ce boisement des coupes seraient envisagées pour favoriser un peuplement à dominance de chêne.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	<p>Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année</p> <p>Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion sur l'avifaune, l'entomofaune et les chiroptères. Si nécessaire, adaptation de l'indice de biodiversité potentiel (IBP) du Centre National de la Propriété Forestière. Evaluation régulière de l'impact des actions sylvicoles dans le plan de gestion</p>
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC15 - C3.2.b. Gestion de hêtraie en faveur de la biodiversité	
Objectif(s) :	Maintien et augmentation de la biodiversité sur les espaces boisés
Espèce(s) concernée(s) :	Avifaune des milieux boisés (Pics), entomofaune (Bacchante, Grand Capricorne), chiroptères
Localisation :	Serre de Becari



Calendrier : Annuel à partir de 2026

Description : Mesure permettant le développement et le vieillissement d'une hêtraie, à la place d'une châtaigneraie d'exploitation. Ouverture par coupe dirigée et balivage des clairières autour des hêtres et autres feuillus matures. Régénération naturelle sans semis ou récolte au sein du massif. Maintien des vieux arbres avec gestion des envahissantes (recrus de robinier notamment)

	Maintien en sénescence après obtention du taux de hêtre souhaité. Objectif d'au moins 40% du boisement composé de hêtre en mélange de feuillus (chênes, frênes, merisiers, noisetiers, etc.). Des gîtes et nichoirs pourront être installés sur les arbres encore trop jeunes pour abriter le Pic noir ou des chiroptères afin de stimuler leur présence sur ce massif.
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Registre des interventions avec cartographie des secteurs et actions entreprises chaque année Echantillonnage d'arbres pour suivi de l'évolution du boisement - calcul de la surface terrière (relascope) sur 5 points du boisement, Suivi à N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+7, N+10 puis tous les 5 ans sur la durée de la gestion sur l'avifaune, l'entomofaune et les chiroptères. Si nécessaire, adaptation de l'indice de biodiversité potentiel (IBP) du Centre National de la Propriété Forestière. Evaluation régulière de l'impact des actions sylvicoles dans le plan de gestion
Contrôle	/
Mesures liées :	/

MC16 - A6.2.b. Sensibilisation des usagers (accompagnement)	
Objectif(s) :	Préservation des habitats naturels et de la tranquillité de la faune
Espèce(s) concernée(s) :	Toutes espèces
Localisation :	Abord de la carrière et zones compensatoires
Calendrier :	Démarrage en 2026 puis tout au long de la compensation
Description :	<p>Les abords de la carrière sont connus comme étant régulièrement fréquentés pour des activités motorisées non autorisées. Outre le dérangement pour les espèces et le risque de destruction d'individus, notamment au printemps lors de la reproduction des amphibiens dans les ornières des chemins forestiers, une dégradation de certains habitats a pu être constatée (bordures de chemin à Iris à feuilles de graminée).</p> <p>Pour la pérennité de la gestion des sites compensatoires, une certaine compréhension et acceptation des mesures du plan de gestion de la part des usagers des sites sont nécessaires. Dans ce cadre, la réalisation d'une sensibilisation ciblée envers certains usagers par la mise en place de réunions et de sorties sera réalisée.</p> <p>Une communication plus large du grand public est également nécessaire et complémentaire de cette action. La mise en place d'une signalétique adaptée sur les chemins fréquentés sera mise en œuvre pour sensibiliser les usagers au gré des passages mais également comme support aux actions ciblées comme les sorties.</p> <p>Ces panneaux exposeront de manière vulgarisée la démarche de la compensation, ses objectifs et présenteront les interdictions réglementaires associées.</p> <p>Des rappels à la loi concernant la circulation des véhicules seront également intégrés à la signalétique.</p> <p>La localisation des panneaux sera définie avec le gestionnaire en fonction des usages identifiés localement. Le contenu des panneaux sera défini par l'AMO en éventuelle collaboration avec les associations naturalistes locales.</p>
Modalité de maîtrise foncière	Propriété Lafarge + Bail emphytéotique au CEN Occitanie (à partir de 2026)
Suivi de la mesure :	Contrôle de la présence des panneaux tout au long de la compensation
Contrôle	/
Mesures liées :	/

14.6 CARTE DES ZONES HUMIDES



Table des matières

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale portant renouvellement et extension de l'exploitation d'une carrière de calcaire, d'argile et de marnes située sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE et exploitée par la société Lafarge Ciments.....	1
1 – Portée de l'autorisation et conditions générales.....	5
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	5
1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	5
1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	5
1.2 Nature des installations.....	5
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	5
1.2.2 Situation de l'établissement.....	8
1.2.3 Consistance des installations autorisées.....	12
1.2.4 Périodes et horaires de travail.....	12
1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale.....	13
1.3.1 Conformité au dossier.....	13
1.3.2 Réglementation.....	13
1.4 Récolement des installations.....	13
1.5 Durée de l'autorisation.....	13
1.5.1 Durée de l'autorisation et caducité.....	13
1.6 Garanties financières.....	14
1.6.1 Objet des garanties financières.....	14
1.6.2 Montant des garanties financières.....	14
1.6.3 Constitution, renouvellement et actualisation des garanties financières.....	14
1.6.4 Modification du montant des garanties financières.....	15
1.6.5 Absence de garanties financières.....	15
1.6.6 Appel des garanties financières.....	15
1.6.7 Levée de l'obligation de garanties financières.....	16
1.7 Modifications et cessation d'activité.....	16
1.7.1 Modification du champ de l'autorisation.....	16

1.7.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	16
1.7.3 Équipements abandonnés.....	16
1.7.4 Changement d'exploitant.....	17
1.7.5 Vente des terrains.....	17
1.7.6 Cessation d'activité.....	17
1.8 Réglementation.....	18
1.8.1 Arrêtés, circulaires, instructions applicables.....	18
2 – exploitation de la carrière.....	19
2.1 Aménagements préliminaires.....	19
2.1.1 Information du public.....	19
2.1.2 Bornage.....	19
2.1.3 Gestion des eaux.....	19
2.1.4 Accès à la voirie et transport des matériaux.....	19
2.1.5 Début d'exploitation.....	19
2.2 Conduite de l'exploitation.....	19
2.2.1 Déboisement, défrichement, débroussaillage, destruction du bâti.....	19
2.2.1.1 Surfaces concernées par le défrichement.....	20
2.2.1.2 Durée et phasage de défrichement.....	21
2.2.1.3 Période de défrichement.....	21
2.2.1.4 Mesures compensatoires.....	21
2.2.2 Décapage.....	22
2.2.3 Archéologie préventive.....	23
2.3 Extraction.....	23
2.3.1 Épaisseur et cote minimale d'extraction.....	23
2.3.2 Méthode d'extraction.....	23
2.3.3 Utilisation des explosifs.....	23
2.3.4 Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation.....	24
L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.....	24
2.3.5 Transport des matériaux extraits jusqu'à la cimenterie.....	24

2.4 Fin d'exploitation.....	25
2.4.1 Élimination des produits polluants.....	25
2.4.2 Remise en état.....	25
2.4.2.1 Remise en état de la carrière.....	25
3 – Gestion de l'établissement.....	26
3.1 Exploitation des installations.....	26
3.1.1 Objectifs généraux.....	26
3.1.2 Consignes d'exploitation.....	26
3.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	26
3.2.1 Réserves de produits.....	26
3.3 Intégration dans le paysage.....	26
3.3.1 Propreté.....	26
3.3.2 Esthétique.....	27
3.4 Danger ou nuisance non prévenu.....	27
3.4.1 Danger ou nuisance non prévenu.....	27
3.4.2 Contrôles et analyses.....	27
3.5 Incidents ou accidents.....	27
3.5.1 Déclaration et rapport.....	27
3.5.2 Intervention de l'administration.....	27
3.6 Programme d'autosurveillance.....	28
3.6.1 Principe et objectifs du programme d'autosurveillance.....	28
3.6.2 Mesures comparatives.....	28
3.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance.....	28
3.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	29
3.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	29
3.7.2 Registres et plans.....	29
3.7.3 Fiches de données de sécurité des produits.....	30
3.8 Bilans périodiques.....	30
3.8.1 Bilan environnement annuel.....	30

3.8.2 Rapport annuel.....	30
3.8.3 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	30
3.8.4 Information du public.....	30
4 – Prévention de la pollution atmosphérique.....	31
4.1 Conception des installations.....	31
4.1.1 Dispositions générales.....	31
4.1.2 Pollutions accidentelles.....	31
4.1.3 Odeurs.....	32
4.1.4 Voies de circulation.....	32
4.1.5 Émissions canalisées.....	32
4.1.6 Émissions diffuses et envols de poussières.....	32
4.1.7 Empoussièrement.....	33
4.1.7.1 Plan de surveillance.....	33
4.1.7.2 Contrôles.....	33
4.1.7.3 Station météorologique.....	33
4.1.7.4 Bilan annuel.....	34
5 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	35
5.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	35
5.1.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	35
5.1.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	35
5.1.1.3 Prescriptions en cas de sécheresse.....	36
5.2 Collecte des effluents liquides.....	36
5.2.1 Dispositions générales.....	36
5.2.2 Plan des réseaux.....	36
5.2.3 Entretien et surveillance.....	36
5.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement.....	37
5.2.5 Isolement avec les milieux.....	37
5.3 Gestion des eaux pluviales.....	37
5.4 Types d'effluents et leur gestion.....	37
5.4.1 Eaux pluviales.....	37

5.4.2 Eaux de procédé.....	37
5.4.3 Eaux de lavage des engins.....	38
5.4.4 Eaux domestiques.....	38
5.4.5 Eaux de ruissellement des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées.....	38
5.4.6 Localisation des points de rejet.....	38
5.4.7 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	38
5.4.7.1 Conception.....	38
5.4.7.2 Aménagement des points de prélèvements.....	38
5.4.7.3 Section de mesure.....	39
5.4.7.4 Équipements.....	39
5.5 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	39
5.6 Eaux souterraines.....	39
5.6.1 - Surveillance des eaux souterraines.....	39
5.6.1.1 - Composition et implantation du réseau de surveillance.....	39
5.6.1.2 - Repérage et déclaration du réseau de surveillance.....	40
5.6.2 - Exécution des opérations de surveillance des eaux souterraines.....	40
5.6.2.1 - Lancement et périodicité.....	40
5.6.2.2 - Conditions générales de prélèvement.....	40
5.6.2.3 - Paramètres et substances à doser.....	40
5.6.2.4 - Méthodes et normes d'analyse.....	41
5.6.3 - Rendu et transmission des résultats de surveillance.....	41
5.6.3.1 - Niveau de la nappe.....	41
5.6.3.2 - Méthodologie et normes.....	41
5.6.3.3 - Résultats d'analyse et comparaison.....	41
5.6.3.4 - Commentaires et actions de l'exploitant.....	42
5.7 Autosurveillance des rejets et prélèvements.....	42
5.7.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	42
5.7.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.....	42
6 – Déchets produits.....	43
6.1 Principes de gestion.....	43
6.1.1 Limitation de la production de déchets.....	43

6.1.2 Séparation des déchets.....	43
6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	44
6.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	44
6.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement.....	44
6.1.6 Transport.....	45
6.1.7 Déchets produits par l'établissement.....	45
6.2 Autosurveillance des déchets.....	46
6.2.1 Autosurveillance des déchets.....	46
6.2.2 Déclaration.....	46
7 – Substances et produits chimiques.....	47
7.1 Dispositions générales.....	47
7.1.1 Identification des produits.....	47
7.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	47
7.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	47
7.2.1 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le réchauffement climatique).....	47
8 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	48
8.1 Dispositions générales.....	48
8.1.1 Aménagements.....	48
8.1.2 Véhicules et engins.....	48
8.1.3 Appareils de communication.....	48
8.2 Niveaux acoustiques.....	48
8.2.1 Valeurs Limites d'émergence.....	48
8.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	49
PÉRIODE DE JOUR.....	49
PÉRIODE DE NUIT.....	49
8.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	49
8.3 Vibrations.....	49
8.3.1 Valeurs limites.....	49
8.3.2 Surveillance.....	50

8.4 Émissions lumineuses.....	50
8.4.1 Émissions lumineuses.....	50
9 – Prévention des risques technologiques.....	51
9.1 Principes directeurs.....	51
9.2 Généralités.....	51
9.2.1 Localisation des risques.....	51
9.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	52
9.2.3 Connaissance des produits et étiquetage.....	52
9.2.4 Propreté de l'installation.....	52
9.2.5 Contrôle des accès.....	52
9.2.6 Circulation dans l'établissement.....	52
9.2.7 Étude de dangers.....	53
9.3 Exploitation de la carrière.....	53
9.3.1 Caractéristiques des risques.....	53
9.3.1.1 Distances d'isolement.....	53
9.4 Dispositions constructives.....	53
9.4.1 Comportement au feu.....	53
9.4.2 Intervention des services de secours.....	53
9.4.2.1 Accessibilité.....	53
9.4.2.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	53
9.4.2.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	54
9.4.2.4 Mise en station des échelles.....	54
9.4.2.5 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	54
9.4.3 Désenfumage.....	55
9.4.3.1 Cantonnement et désenfumage.....	55
9.4.3.1.1 Désenfumage.....	55
9.5 Dispositif de prévention des accidents.....	55
9.5.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	55
9.5.2 Installations électriques.....	55
9.5.3 Ventilation des locaux.....	55

9.5.4 Protection contre la foudre.....	55
9.5.5 Séismes.....	56
9.6 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	57
9.6.1 Organisation de l'établissement.....	57
9.6.2 Rétentions et confinement.....	57
9.6.3 Réservoirs.....	58
9.6.4 Règles de gestion des stockages en rétention.....	59
9.6.5 Stockage sur les lieux d'emploi.....	59
9.6.6 Transports – chargements – déchargements.....	59
9.6.7 Élimination des substances ou mélanges dangereux.....	59
9.7 Dispositions d'exploitation.....	60
9.7.1 Surveillance de l'installation.....	60
9.7.2 Travaux.....	60
9.7.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu.....	60
9.7.3 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	61
9.7.4 Consignes d'exploitation.....	61
9.7.5 Formation du personnel.....	61
9.8 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	62
9.8.1 Définition générale des moyens.....	62
9.8.2 Entretien des moyens d'intervention.....	62
9.8.3 Ressources en eau.....	63
9.8.4 Consignes de sécurité.....	63
9.8.5 Consignes générales d'intervention.....	63
10 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	65
10.1 Dispositions particulières applicables aux activités pyrotechniques.....	65
10.1.1 Généralités.....	65
10.1.1.1 Surveillance des installations.....	65
10.1.1.2 Précaution contre l'électricité statique.....	65
10.1.1.3 Transports internes, chargement et déchargement des produits.....	65
10.1.1.4 Consignes d'exploitation et de sécurité.....	65
10.1.1.5 Consignes particulières.....	66

10.1.2 Formation.....	66
10.1.2.1 Formation initiale.....	66
10.1.2.2 Formation continue.....	67
11 Dérogation aux mesures de protection de la faune & flore sauvage.....	68
11.1 Nature de la dérogation.....	68
11.2 Les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.....	68
11.3 Les mesures de compensation.....	69
11.4 Suivi et contrôle des mesures environnementales.....	71
12 - Zones Humides.....	73
12.1 Caractéristiques des impacts, des mesures d'évitement et des actions de compensation des impacts sur les zones humides.....	73
12.2 Suivi des zones humides « évitées ».....	74
12.3 Action de restauration pour compenser l'impact sur les zones humides.....	74
12.4 Suivi de l'opération de restauration de zone humide, obligation de résultat et maîtrise foncière.....	75
13 - Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....	77
13.1 Délais et voies de recours.....	77
13.2 Respect des autres législations et réglementations.....	77
13.3 Publicité.....	77
13.4 Exécution.....	77
14 - Annexes.....	79
14.1 Plans de phasage.....	79
14.2 Plan de remise en état.....	82
14.3 Périmètre de la dérogation au titre des espèces protégées.....	87
14.4 Liste des espèces protégées.....	88

14.5 Mesures environnementales ERCA.....	92
Extrait du dossier dérogation espèces protégées « dossier de saisine du CNPN- demande de dérogation pour la perturbation intentionnelle, la destruction d’individus et la destruction/altération ‘habitats d’espèces protégées – Version février 2020 ».....	92
14.5.1 MESURES D’ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D’ACCOMPAGNEMENT.....	92
14.5.2 MESURES DE COMPENSATION ET DE SUIVI.....	135
14.6 Carte des zones humides.....	173